



**PRÉFET
DE LA RÉGION
GRAND EST**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction régionale
de l'économie, de l'emploi,
du travail et des solidarités

sese

indicateurs

2023

PORTRAIT DE TERRITOIRES

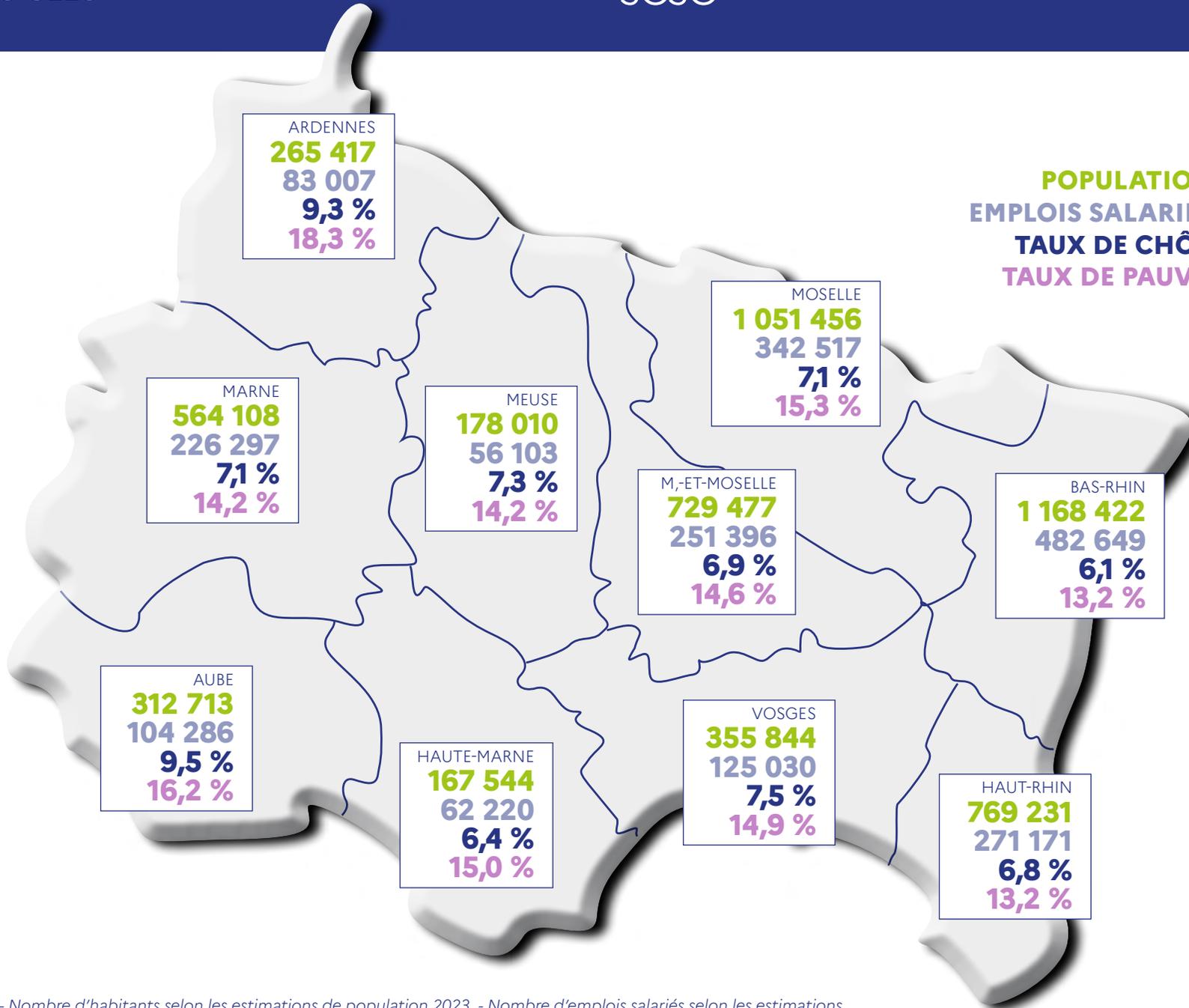


GRAND EST

POPULATION	
EMPLOI	
MARCHÉ DU TRAVAIL	
PAUVRETÉ - PRÉCARITÉ	
TISSU PRODUCTIF	
POLITIQUES DE L'EMPLOI	
POLITIQUES DE SOLIDARITÉ	
COMMERCE EXTÉRIEUR	

CHIFFRES CLÉS	4
POPULATION.....	5
ÉVOLUTION DE LA POPULATION 2013-2019 SELON LES RÉGIONS	6
ÉVOLUTION 2013 - 2019 DE LA POPULATION SELON LES EPCI	7
STRUCTURE DE LA POPULATION.....	8
ÉVOLUTION DE LA POPULATION.....	9
SOLDE NATUREL ET MIGRATOIRE	10
PYRAMIDE DES ÂGES ET POPULATION PAR TRANCHE D'ÂGE.....	11
RÉPARTITION DE LA POPULATION DE 15 À 64 ANS.....	12
EMPLOI.....	13
EMPLOI SALARIÉ SELON LES SECTEURS D'ACTIVITÉ	14
ÉVOLUTION DE L'EMPLOI 2008 - 2019 SELON LES RÉGIONS ET RÉPARTITION ENTRE SPHÈRE PRODUCTIVE ET PRÉSENTIELLE	15
ÉVOLUTION DE L'EMPLOI 2008 - 2019 SELON LES DÉPARTEMENTS ET RÉPARTITION ENTRE SPHÈRE PRODUCTIVE ET PRÉSENTIELLE	16
ÉVOLUTION 2008 - 2019 DE L'EMPLOI SELON LES EPCI	17
ÉVOLUTION DE L'INTÉRIM.....	18
ÉVOLUTION DE L'INTÉRIM SELON LE SECTEUR A38.....	19
TAUX D'ACTIVITÉ ET D'EMPLOI	21
RÉPARTITION DES ACTIFS OCCUPÉS SELON LE DOMAINE PROFESSIONNEL.....	23
DENSITÉ AU KM ² D'ACTIFS OCCUPÉS	25
DENSITÉ AU KM ² D'EMPLOIS.....	25
ÉQUILIBRE ENTRE ACTIFS OCCUPÉS ET EMPLOIS PAR CATÉGORIE SOCIOPROFESSIONNELLE	26
ÉQUILIBRE ENTRE ACTIFS OCCUPÉS ET EMPLOIS PAR ARRONDISSEMENT.....	27
ATTRACTIVITÉ ET INTENSITÉ DES DÉPLACEMENTS DOMICILE - TRAVAIL	28
ATTRACTIVITÉ ET INTENSITÉ DES DÉPLACEMENTS DOMICILE - TRAVAIL PAR ARRONDISSEMENT	29
FLUX INTERNES ET EXTERNES.....	30
FLUX DOMICILE - TRAVAIL ENTRE LES PRINCIPAUX EPCI.....	31
RÉPARTITION DES FRONTALIERS SELON LES ARRONDISSEMENTS.....	32
LES FRONTALIERS SELON LE PAYS DE TRAVAIL.....	33
EFFECTIFS DE TRAVAILLEURS DÉTACHÉS SELON LES RÉGIONS	38
TOP 10 SELON LA NATIONALITÉ DES TRAVAILLEURS DÉTACHÉS	39
TOP 10 SELON LE PAYS D'ORIGINE DES ENTREPRISES	40
TOP 5 DES SECTEURS D'ACTIVITÉ DES TRAVAILLEURS DÉTACHÉS.....	41
MARCHÉ DU TRAVAIL	42
ÉVOLUTION DE LA DEMANDE D'EMPLOI (CATÉGORIE A) 2021-2022 SELON LES RÉGIONS.....	43
ÉVOLUTION DE LA DEMANDE D'EMPLOI (CATÉGORIES ABC) 2021-2022 SELON LES RÉGIONS	44
RÉPARTITION DES DEMANDEURS D'EMPLOI SELON LES CATÉGORIES	45
PART DE DEMANDEURS D'EMPLOI SELON LES CATÉGORIES.....	45
ÉVOLUTION DE LA DEMANDE D'EMPLOI SELON LA TRANCHE D'ÂGE ET LE SEXE	46
DEMANDEURS D'EMPLOI CAT. A / CAT. ABC PAR EPCI	47
RÉPARTITION DES DEMANDEURS D'EMPLOI SELON L'ANCIENNETÉ D'INSCRIPTION	48
PART DE LA DEMANDE D'EMPLOI SELON L'ANCIENNETÉ D'INSCRIPTION.....	49
ÉVOLUTION DE LA DEMANDE D'EMPLOI SELON L'ANCIENNETÉ D'INSCRIPTION	49
RÉPARTITION DES DEMANDEURS D'EMPLOI SELON L'ANCIENNETÉ D'INSCRIPTION ET LA TRANCHE D'ÂGE	50
TAUX DE CHÔMAGE ANNUEL MOYEN	51
ÉVOLUTION 2013-2022 DU TAUX DE CHÔMAGE ANNUEL MOYEN.....	52
ÉVOLUTION DU TAUX DE CHÔMAGE.....	53

PAUVRETÉ - PRÉCARITÉ	54
NIVEAU DE VIE	55
TAUX DE PAUVRETÉ À 60 %	56
TAUX DE PAUVRETÉ À 60 % SELON LE TYPE DE MÉNAGE	57
INDICATEURS DE PAUVRETÉ	58
LES QUARTIERS PRIORITAIRES DE LA POLITIQUE DE LA VILLE	59
TAUX DE PAUVRETÉ DANS LES QUARTIERS PRIORITAIRES DE LA POLITIQUE DE LA VILLE	60
TAUX D'EMPLOI DANS LES QUARTIERS PRIORITAIRES DE LA POLITIQUE DE LA VILLE	61
TISSU PRODUCTIF	62
STOCK D'ÉTABLISSEMENTS PAR TRANCHE D'EFFECTIF ET SECTEUR A38	63
RÉPARTITION DES ÉTABLISSEMENTS EN 5 GRANDS SECTEURS	65
RÉPARTITION DES ÉTABLISSEMENTS SELON LEUR TAILLE	66
CRÉATION D'ÉTABLISSEMENTS 2012-2021	67
ÉVOLUTION DU NOMBRE DE CRÉATIONS D'ÉTABLISSEMENTS 2012-2021	68
ÉVOLUTION DES DÉFAILLANCES D'ENTREPRISES 2011-2022 SELON LES DÉPARTEMENTS	69
ÉVOLUTION DES DÉFAILLANCES D'ENTREPRISES 2011-2022 SELON LES SECTEURS D'ACTIVITÉ	70
SPÉCIFICITÉS SECTORIELLES (GRAND EST / FRANCE MÉTROPOLITAINE) ET VOLUME D'EMPLOI PAR SECTEUR	71
TOP 25 DES PRINCIPAUX ÉTABLISSEMENTS DU SECTEUR PRIVÉ	72
PRÉSENCE DES SALARIÉS SELON LES PRINCIPAUX SECTEURS D'ACTIVITÉ ET LES EPCI	73
POLITIQUES DE L'EMPLOI	74
ENTRÉES EN PACEA, GARANTIE JEUNES ET CONTRAT D'ENGAGEMENT JEUNE	75
RÉPARTITION PAR SEXE ET TRANCHE D'ÂGE DES JEUNES ENTRÉS EN PACEA ET EN CONTRAT D'ENGAGEMENT JEUNE	76
LOCALISATION DES STRUCTURES DE L'INSERTION PAR L'ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE (IAE) SELON LES DÉPARTEMENTS	77
STOCK ET FLUX D'EMBAUCHES EN CDDI EN ATELIER OU CHANTIER D'INSERTION (ACI)	78
STOCK ET FLUX D'EMBAUCHES EN CDDI EN ENTREPRISE D'INSERTION (EI)	79
STOCK ET FLUX DES MISES À DISPOSITION PAR UNE ASSOCIATION INTERMÉDIAIRE (AI)	80
STOCK ET FLUX DES MISES À DISPOSITION PAR UNE ENTREPRISE DE TRAVAIL TEMPORAIRE D'INSERTION (ETTI)	81
STOCK ET FLUX DES BÉNÉFICIAIRES EN PARCOURS EMPLOI COMPÉTENCES (PEC)	82
STOCK ET FLUX DES BÉNÉFICIAIRES EN CONTRAT UNIQUE D'INSERTION - CONTRAT INITIATIVE EMPLOI (CUI-CIE)	83
STOCK ET FLUX DES BÉNÉFICIAIRES EN CONTRAT D'APPRENTISSAGE	84
POLITIQUES DE SOLIDARITÉ	85
ALLOCATAIRES DU REVENU DE SOLIDARITÉ ACTIVE	86
ALLOCATION DE SOLIDARITÉ SPÉCIFIQUE	87
ALLOCATIONS DU MINIMUM VIEILLESSE (ASV ET ASPA)	88
AIDE SOCIALE À L'ENFANCE	89
AIDE SOCIALE AUX PERSONNES HANDICAPÉES	90
AIDE SOCIALE AUX PERSONNES ÂGÉES	91
SURENDETTEMENT DES MÉNAGES	92
PRÉCARITÉ DE LOGEMENT	92
DROIT AU LOGEMENT OPPOSABLE	93
COMMERCE EXTÉRIEUR	94
POSITIONNEMENT DU GRAND EST PARMIS LES RÉGIONS FRANÇAISES	95
LE COMMERCE EXTÉRIEUR SELON LES DÉPARTEMENTS	96
ÉVOLUTION DES CHIFFRES DU COMMERCE EXTÉRIEUR	97
LES 15 PRINCIPAUX PAYS PARTENAIRES	98
LES 20 PRINCIPAUX PRODUITS ÉCHANGÉS	99
SPÉCIFICITÉ (GRAND EST / FRANCE MÉTROPOLITAINE) ET MONTANTS (EN MILLIONS D'€) DES ÉCHANGES SELON LES PAYS	100
SPÉCIFICITÉ (GRAND EST / FRANCE MÉTROPOLITAINE) ET MONTANTS (EN MILLIONS D'€) DES ÉCHANGES SELON LES PRODUITS	101



GRAND EST
POPULATION : 5 562 262
EMPLOIS SALARIÉS : 2 004 676
TAUX DE CHÔMAGE : 7,0 %
TAUX DE PAUVRETÉ : 14,5 %

Sources : Insee - Nombre d'habitants selon les estimations de population 2023 - Nombre d'emplois salariés selon les estimations trimestrielles d'emplois au 4^e trimestre 2022 - Taux de chômage localisés du 4^e trimestre 2022 - Taux de pauvreté à 60 % en 2020

POPULATION

La région Grand Est se situe à un rang médian en termes de population : avec 5 562 260 habitants en 2023, elle se classe en 6^e place des régions françaises, pesant 8,5 % de la population métropolitaine. Le vieillissement de la population est toutefois un peu plus prononcé dans le Grand Est que dans l'ensemble des autres régions : les jeunes de moins de 26 ans sont moins nombreux (29,9 %, contre 30,6 % en Métropole), tandis que les seniors pèsent davantage (40,3 %, contre 39,3 % pour les 50 ans et plus). Les Vosges et la Haute-Marne présentent un déséquilibre plus important, avec des proportions de seniors atteignant 45,5 % et 46,3 % respectivement (pour 27,3 % et 26,6 % de jeunes).

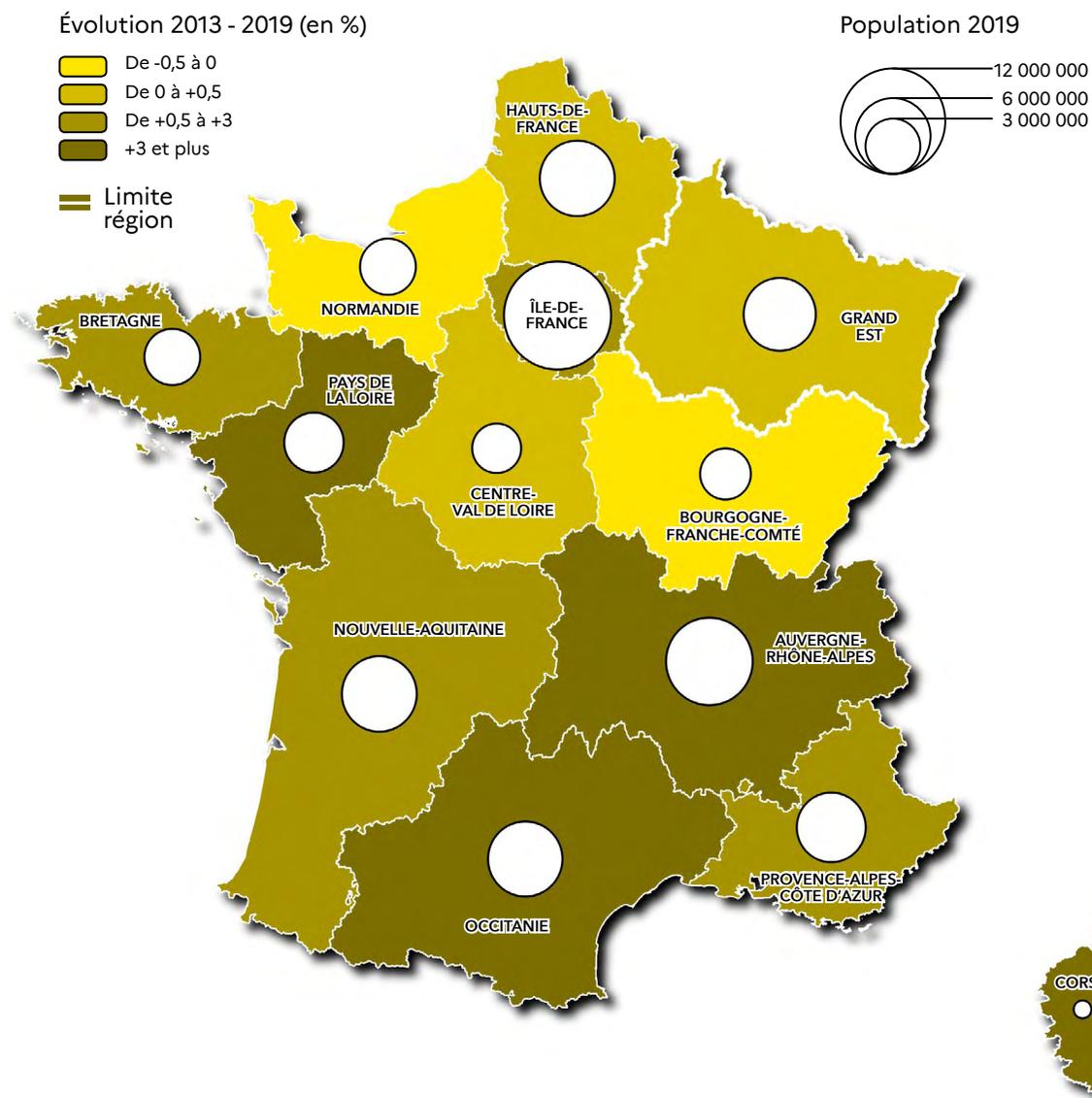
Par rapport au niveau national, la population régionale croît de manière bien plus réduite. Cela vaut aussi bien sur longue période – avec une hausse de 6,1 % de 1983 à 2023, alors que la population métropolitaine augmente de 20,5 % dans le même temps –, que sur le passé plus récent (+0,2 % depuis 2013). Sur ces dix dernières années, la population régionale s'est accrue légèrement jusqu'en 2015, et se stabilise depuis lors (+0,1 % entre 2015 et 2023). La crise sanitaire de 2020-2021 a eu un impact légèrement plus marqué dans le Grand Est qu'au niveau national. Sur dix ans, les quatre départements les moins peuplés (Haute-Marne, Meuse, Ardennes, Vosges) perdent de la population, enregistrant des baisses de plus de 5 %. Ces baisses sont compensées par la progression de la population dans les territoires les plus habités (avec +5,3 % dans le Bas-Rhin notamment).

La région présente une densité de population de 97 habitants par km² en 2023, plus faible que celle de la Métropole (121 hab./km²). Les départements les plus ruraux affichent une densité moindre, en particulier en Haute-Marne, dans la Meuse et les Ardennes, où la densité moyenne ne dépasse pas 50 hab./km². Quatre départements en revanche élèvent la moyenne régionale : la Meurthe-et-Moselle (139 hab./km²), la Moselle (169), et surtout le Haut-Rhin (218) et le Bas-Rhin (246). Ces quatre départements concentrent à eux seuls les deux tiers de la population régionale totale, et couvrent aussi la plus grande partie de la frontière du Grand Est avec l'étranger : avec l'Allemagne et la Suisse pour les départements alsaciens, l'Allemagne et le Luxembourg pour la Moselle, et le Luxembourg et la Belgique pour la Meurthe-et-Moselle.

Le Grand Est accroît légèrement sa population entre 2013 et 2019

ÉVOLUTION DE LA POPULATION 2013-2019 SELON LES RÉGIONS

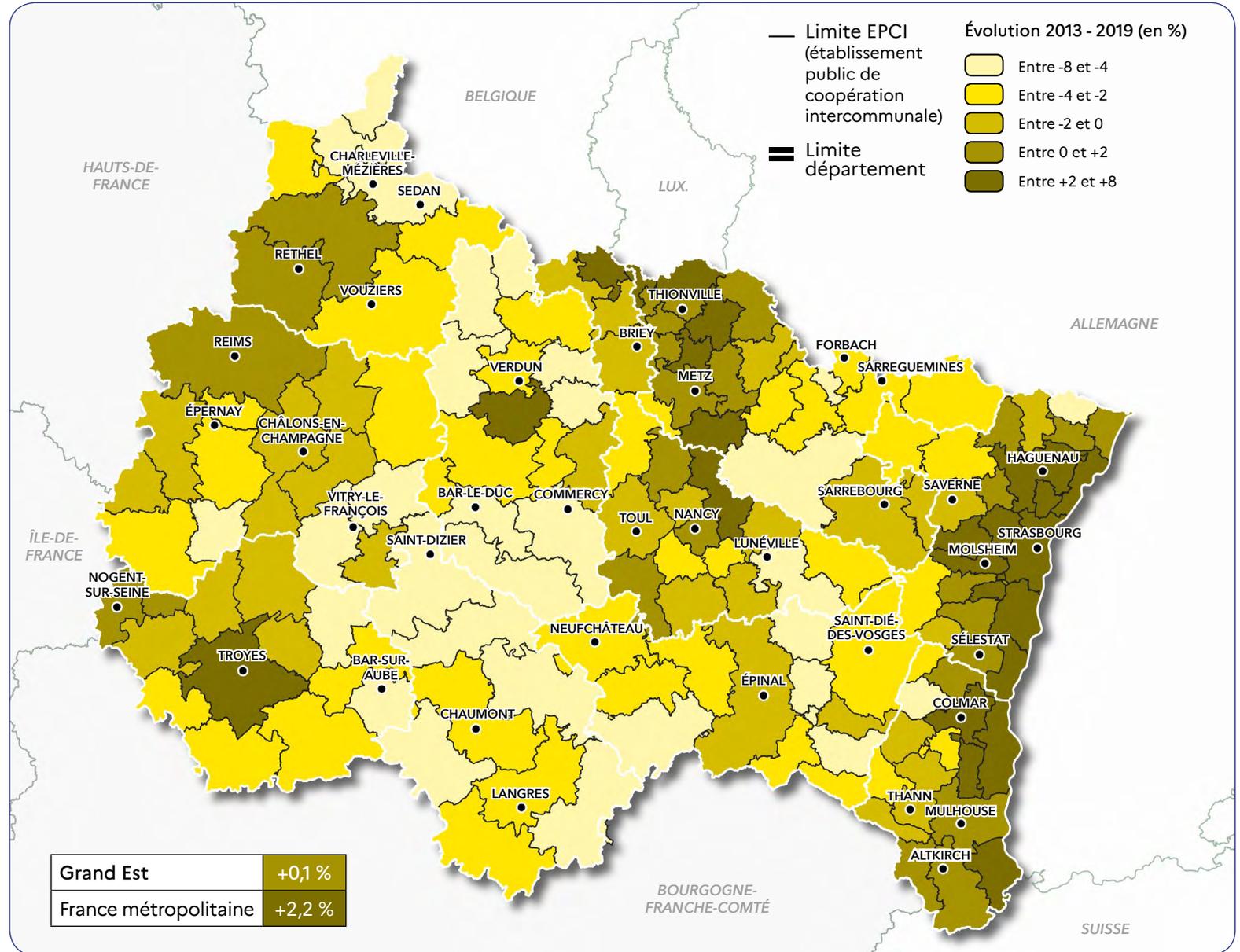
	Population 2013	Population 2019	Évol. (en %)
Île-de-France	11 959 807	12 262 544	2,5
Auvergne-Rhône-Alpes	7 757 595	8 042 936	3,7
Nouvelle-Aquitaine	5 844 177	6 010 289	2,8
Hauts-de-France	5 987 883	6 004 947	0,3
Occitanie	5 683 878	5 933 185	4,4
Grand Est	5 552 388	5 556 219	0,1
Provence-Alpes-Côte d'Azur	4 953 675	5 081 101	2,6
Pays de la Loire	3 660 852	3 806 461	4,0
Bretagne	3 258 707	3 354 854	3,0
Normandie	3 328 364	3 325 032	-0,1
Bourgogne-Franche-Comté	2 819 783	2 805 580	-0,5
Centre-Val de Loire	2 570 548	2 573 180	0,1
Corse	320 208	340 440	6,3
France métropolitaine	63 697 865	65 096 768	2,2



Source : Insee - Recensements de la population 2013 et 2019, exploitation principale

La population progresse surtout le long de la bande frontalière

ÉVOLUTION 2013 - 2019 DE LA POPULATION SELON LES EPCI



Source : Insee - Recensements de la population 2013 et 2019, exploitation principale

La population régionale croît de 6 % en quarante ans, et plus fortement dans l'Aube, le Haut-Rhin et le Bas-Rhin

STRUCTURE DE LA POPULATION

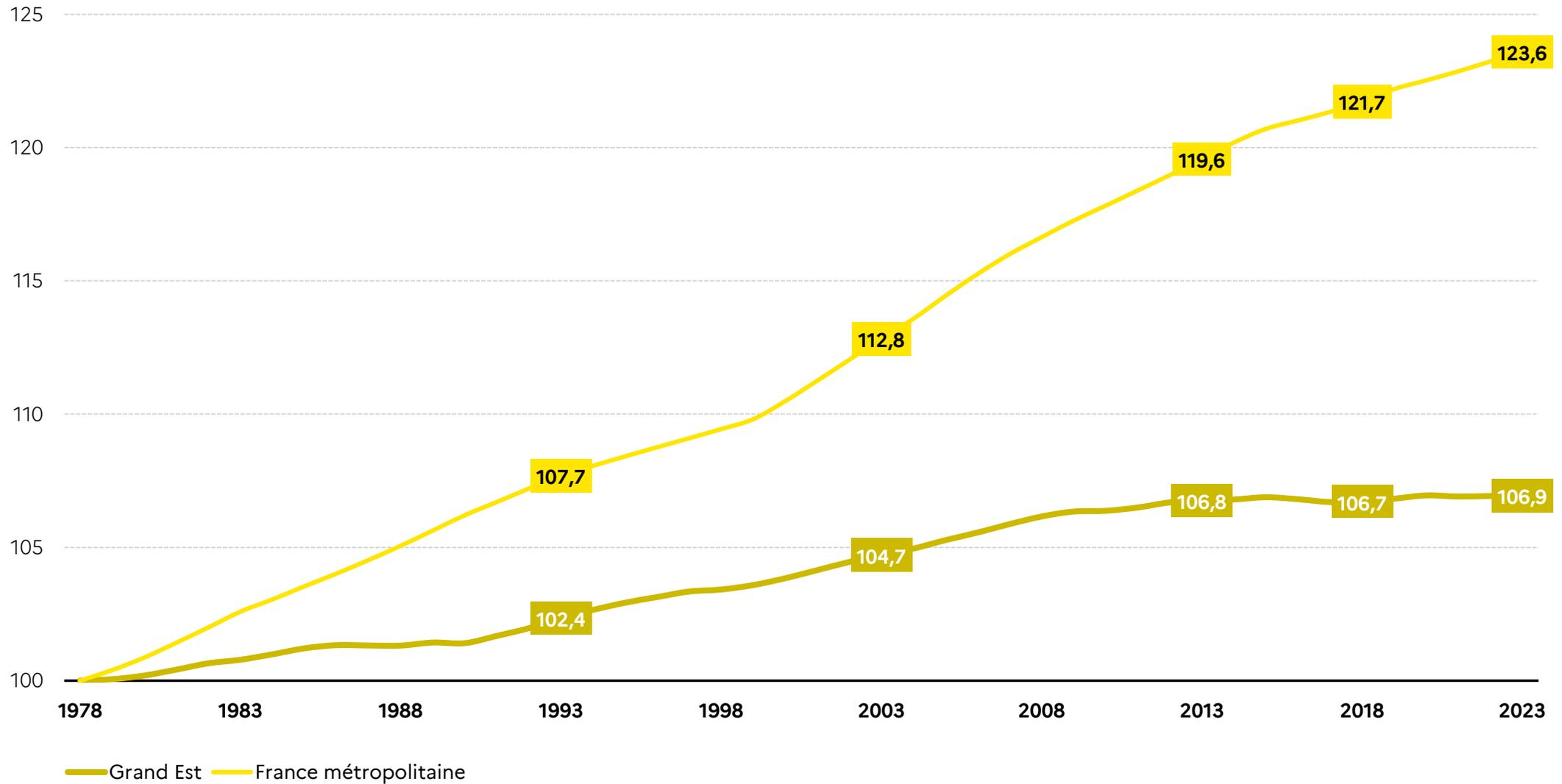
	1983		1993		2003		2013		2023	
	Population	Part (en %)								
Ardennes	302 026	5,8	294 604	5,5	287 820	5,3	280 907	5,1	265 417	4,8
Aube	289 128	5,5	291 359	5,5	296 294	5,4	306 581	5,5	312 713	5,6
Marne	546 183	10,4	562 053	10,6	565 830	10,4	569 999	10,3	564 108	10,1
Haute-Marne	211 014	4,0	200 882	3,8	190 907	3,5	181 521	3,3	167 544	3,0
Meurthe-et-Moselle	719 030	13,7	715 492	13,4	720 638	13,2	731 004	13,2	729 477	13,1
Meuse	199 481	3,8	195 709	3,7	193 321	3,5	192 094	3,5	178 010	3,2
Moselle	1 006 708	19,2	1 015 854	19,1	1 031 421	18,9	1 046 873	18,9	1 051 456	18,9
Bas-Rhin	920 386	17,6	978 610	18,4	1 055 890	19,4	1 109 460	20,0	1 168 422	21,0
Haut-Rhin	652 775	12,5	684 357	12,9	723 685	13,3	758 723	13,7	769 231	13,8
Vosges	394 913	7,5	384 459	7,2	380 639	7,0	375 226	6,8	355 884	6,4
Grand Est	5 241 644	100,0	5 323 379	100,0	5 446 445	100,0	5 552 388	100,0	5 562 262	100,0

Source : Insee - Estimations de population 2023

Un accroissement démographique sensiblement plus faible dans le Grand Est qu'au niveau national

ÉVOLUTION DE LA POPULATION

INDICE BASE 100 : ANNÉE 1978 (PÉRIODE 1978 - 2023)

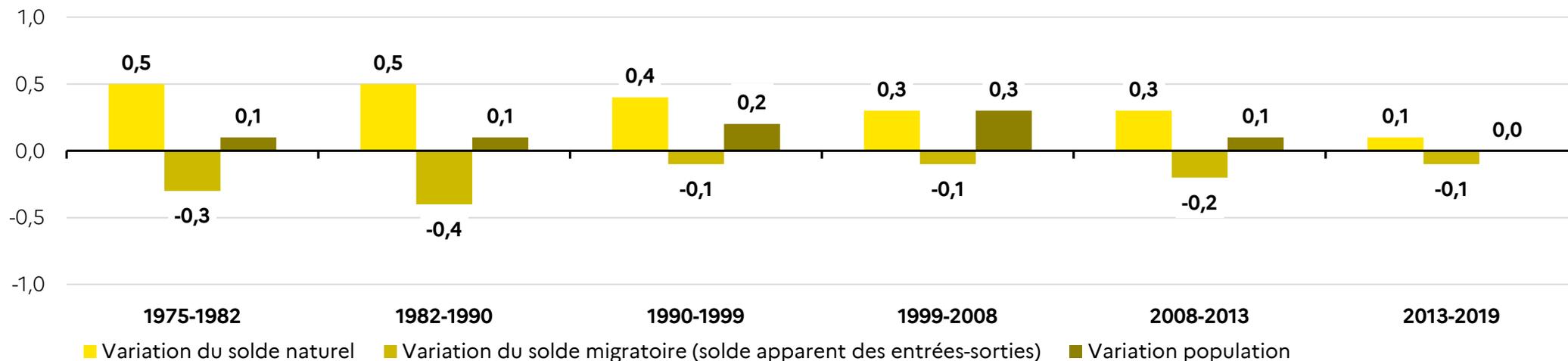


Source : Insee - Estimations de population 2023

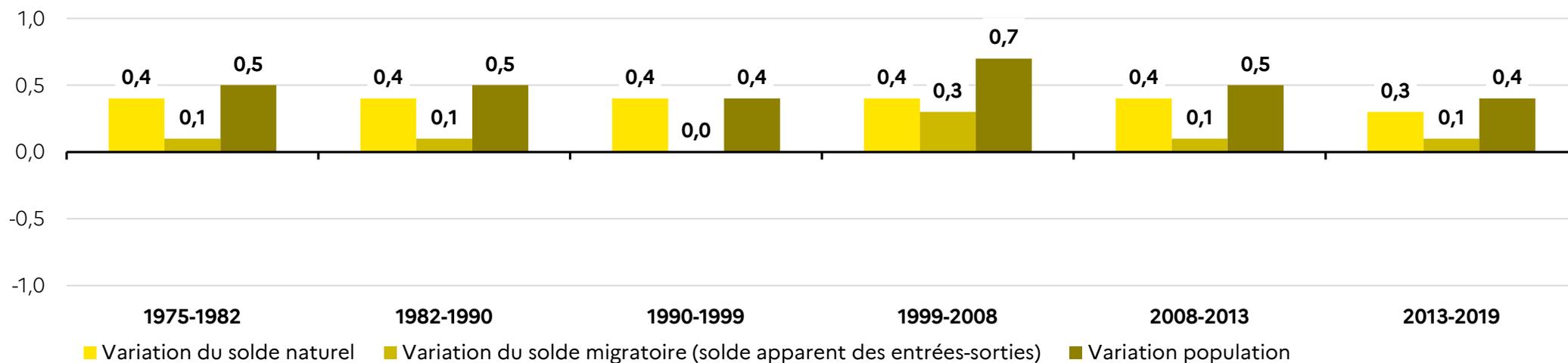
Un solde naturel en diminution et un solde migratoire toujours négatif expliquent la faible croissance démographique régionale

SOLDE NATUREL ET MIGRATOIRE

TAUX ANNUEL MOYEN DE VARIATION DE LA POPULATION (EN %) - GRAND EST



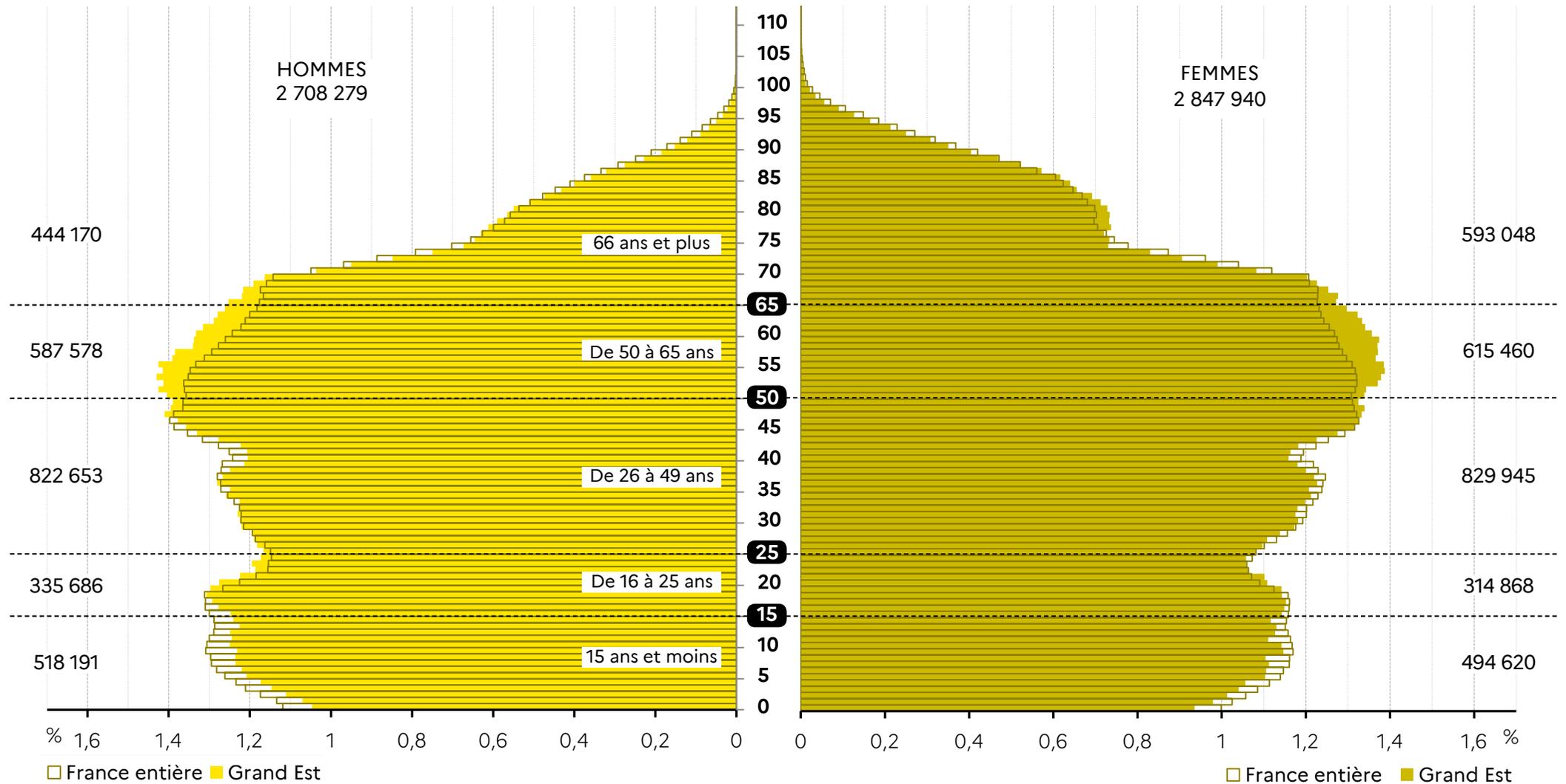
TAUX ANNUEL MOYEN DE VARIATION DE LA POPULATION (EN %) - FRANCE MÉTROPOLITAINE



Sources : Insee - Recensements de la population, exploitation principale, Etat civil

40 % de personnes de plus de 50 ans dans le Grand Est, contre 39 % en France métropolitaine, et moins de jeunes de moins de 26 ans qu'au niveau national

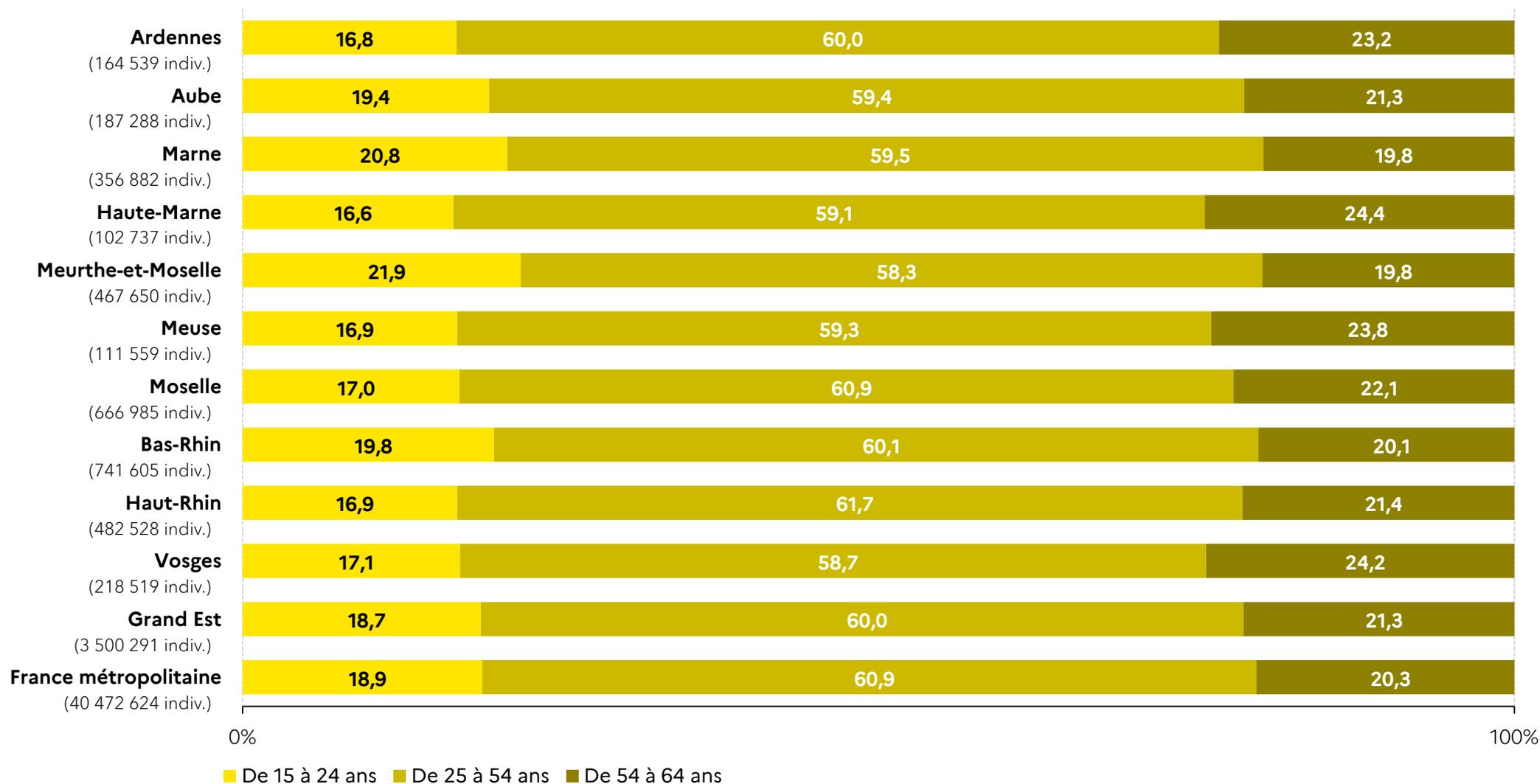
PYRAMIDE DES ÂGES ET POPULATION PAR TRANCHE D'ÂGE



Source : Insee - Recensement de la population 2019, exploitation principale

Une part plus élevée de jeunes en âge de travailler en Meurthe-et-Moselle, dans la Marne, le Bas-Rhin et l'Aube

RÉPARTITION DE LA POPULATION DE 15 À 64 ANS



Source : Insee - Recensement de la population 2019, exploitation principale Champ : Individus âgés de 15 à 64 ans

EMPLOI

Dans le prolongement de la reprise économique de 2021, l'emploi continue de progresser en 2022 dans le Grand Est, de 0,5 %. L'emploi salarié régional a franchi le seuil des 2 millions de salariés en 2022 (près de 2 004 700 salariés au 4^e trimestre). La croissance de l'emploi demeure cependant plus faible qu'au niveau national (+1,2 % en France métropolitaine sur un an).

L'emploi salarié est aussi orienté à la hausse sur dix ans : +2,8 % dans la région, et +9,5 % en France métropolitaine. Le poids moins important du tertiaire marchand dans la région (39,5 % de l'emploi salarié total, contre 46,7 % en Métropole), et celui, plus lourd, de l'industrie (15,5 %, contre 12,1 %) contribuent à expliquer cet écart : l'emploi tertiaire marchand progresse en effet sur dix ans (+7,9 %), alors que l'emploi salarié industriel continue de se rétracter (-9,7 % sur 10 ans). L'emploi intérimaire (+47,3 %) et l'emploi salarié agricole (+10,9 %) sont ceux qui progressent le plus sur dix ans.

En 2019, les taux d'activité et d'emploi de la population en âge de travailler s'élèvent respectivement à 73,6 % et 63,7 % dans le Grand Est ; ces taux sont légèrement inférieurs au niveau national (74,3 % et 64,7 %). Les deux départements alsaciens ont des taux d'emploi supérieurs au taux national (65,6 % dans le Haut-Rhin, et 66,0 % dans le Bas-Rhin).

Le travail frontalier demeure très prégnant dans la région : le Grand Est compte 183 100 travailleurs frontaliers en 2019. Plus d'un actif occupé sur douze résidant dans la région fait ainsi quotidiennement la navette de son lieu de résidence à son lieu de travail à l'étranger, essentiellement le Luxembourg, l'Allemagne, la Suisse ou la Belgique. Le Luxembourg et l'Allemagne sont les lieux de travail les plus fréquents des frontaliers (pour 74 % d'entre-eux).

Les salariés étrangers détachés dans le Grand Est pour effectuer des prestations internationales sont, pour près de la moitié, de nationalité allemande, portugaise, polonaise ou italienne.

En 2022, le Grand Est dépasse les 2 millions d'emplois salariés

EMPLOI SALARIÉ SELON LES SECTEURS D'ACTIVITÉ

	GRAND EST					FRANCE MÉTROPOLITAINE				
	2012 T4		2022 T4		Évol. (en %)	2012 T4		2022 T4		Évol. (en %)
	Effectif	Part (en %)	Effectif	Part (en %)		Effectif	Part (en %)	Effectif	Part (en %)	
AGRICULTURE	27 388	1,4	30 365	1,5	10,9	262 380	1,1	307 939	1,2	17,4
INDUSTRIE	345 022	17,7	311 473	15,5	-9,7	3 242 537	13,5	3 191 121	12,1	-1,6
Fab. de denrées alimentaires, boissons et produits à base de tabac	57 663	3,0	57 978	2,9	0,5	557 763	2,3	622 661	2,4	11,6
Cokéf. et raff., ind. extrac., énergie, eau, gestion déchets et dépollution	32 173	1,6	32 073	1,6	-0,3	382 592	1,6	397 846	1,5	4,0
Fab. d'équipements élect., inform.; fab. de machines	49 973	2,6	46 660	2,3	-6,6	431 236	1,8	410 450	1,6	-4,8
Fab. de matériels de transports	37 332	1,9	26 565	1,3	-28,8	392 807	1,6	356 673	1,4	-9,2
Fab. d'autres produits industriels	167 881	8,6	148 196	7,4	-11,7	1 478 140	6,1	1 403 491	5,3	-5,1
CONSTRUCTION	119 793	6,1	118 691	5,9	-0,9	1 455 042	6,1	1 556 048	5,9	6,9
TERTIAIRE MARCHAND HORS INTÉRIM	734 772	37,7	792 633	39,5	7,9	10 722 540	44,6	12 302 145	46,7	14,7
Commerce; réparation d'automobiles et de motocycles	250 209	12,8	257 337	12,8	2,8	3 041 669	12,7	3 328 840	12,6	9,4
Transports et entreposage	101 917	5,2	106 818	5,3	4,8	1 324 069	5,5	1 410 390	5,4	6,5
Hébergement et restauration	71 722	3,7	85 847	4,3	19,7	998 997	4,2	1 227 475	4,7	22,9
Information et communication	24 175	1,2	27 287	1,4	12,9	709 715	3,0	921 454	3,5	29,8
Activités financières et d'assurance	49 702	2,5	51 364	2,6	3,3	819 623	3,4	894 263	3,4	9,1
Activités immobilières	13 584	0,7	14 427	0,7	6,2	225 091	0,9	250 837	1,0	11,4
Activités scientifiques et techniques; services admin. et de soutien	141 235	7,2	165 683	8,3	17,3	2 370 164	9,9	2 964 871	11,3	25,1
Autres activités de services	82 227	4,2	83 870	4,2	2,0	1 233 212	5,1	1 304 015	5,0	5,7
INTÉRIM	46 528	2,4	68 540	3,4	47,3	532 997	2,2	804 930	3,1	51,0
TERTIAIRE NON MARCHAND	676 926	34,7	682 974	34,1	0,9	7 826 441	32,6	8 169 588	31,0	4,4
Ensemble	1 950 429	100,0	2 004 676	100,0	2,8	24 041 936	100,0	26 331 771	100,0	9,5

Sources : Insee, estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Urssaf, Dares, Insee

L'emploi total (salarié ou non) s'établit à près de 2,1 millions en 2019

ÉVOLUTION DE L'EMPLOI 2008 - 2019 SELON LES RÉGIONS ET RÉPARTITION ENTRE SPHÈRE PRODUCTIVE ET PRÉSENTIELLE

(PAR ORDRE CROISSANT D'ÉVOLUTION DE L'EMPLOI TOTAL ENTRE 2008 ET 2019)	EMPLOI TOTAL		EMPLOI SPHÈRE PRODUCTIVE		EMPLOI SPHÈRE PRÉSENTIELLE		Part de la sphère présenteielle dans l'emploi total (en %)
	Niveau 2019	Évolution 2008 - 2019 (en %)	Niveau 2019	Évolution 2008 - 2019 (en %)	Niveau 2019	Évolution 2008 - 2019 (en %)	
Bourgogne-Franche-Comté	1 070 862	-4,7	385 399	-7,2	685 464	-3,2	64,0
Grand Est	2 070 238	-4,1	720 394	-8,1	1 349 844	-1,9	65,2
Normandie	1 268 815	-3,1	452 752	-5,9	816 063	-1,4	64,3
Centre-Val de Loire	976 338	-3,0	356 529	-4,0	619 809	-2,4	63,5
Hauts-de-France	2 119 599	-1,9	723 720	-6,0	1 395 879	0,3	65,9
Île-de-France	5 795 605	3,3	2 106 676	5,3	3 688 929	2,3	63,7
Nouvelle-Aquitaine	2 361 570	3,3	781 312	1,7	1 580 258	4,1	66,9
Provence-Alpes-Côte d'Azur	1 930 458	3,3	560 810	7,1	1 369 647	1,8	70,9
Bretagne	1 330 071	3,6	469 010	2,5	861 060	4,2	64,7
Auvergne-Rhône-Alpes	3 249 508	4,6	1 197 340	3,2	2 052 168	5,5	63,2
Pays de la Loire	1 558 250	5,8	617 462	5,5	940 788	6,0	60,4
Occitanie	2 260 348	7,9	726 724	9,0	1 533 624	7,4	67,8
Corse	134 484	15,4	27 535	18,4	106 949	14,6	79,5
France métropolitaine	26 126 144	2,1	9 125 663	1,3	17 000 481	2,5	65,1

Les sphères présenteielle et productive

La partition de l'économie en deux sphères, présenteielle et productive permet de mieux comprendre les logiques de spatialisation des activités et de mettre en évidence le degré d'ouverture des systèmes productifs locaux. Elle permet aussi de fournir une grille d'analyse des processus d'externalisation et autres mutations économiques à l'œuvre dans les territoires.

Les activités présenteielles sont les activités mises en œuvre localement pour la production de biens et de services visant la satisfaction des besoins de personnes présentes dans la zone, qu'elles soient résidentes ou touristes.

Les activités productives sont déterminées par différence. Il s'agit des activités qui produisent des biens majoritairement consommés hors de la zone et des activités de services tournées principalement vers les entreprises de cette sphère.

Source : Insee - Recensements de la population 2008 et 2019, exploitation complémentaire

L'emploi total croît de 2,6 % dans le Bas-Rhin entre 2008 et 2019, mais baisse de près de 10 % dans quatre départements

ÉVOLUTION DE L'EMPLOI 2008 - 2019 SELON LES DÉPARTEMENTS ET RÉPARTITION ENTRE SPHÈRE PRODUCTIVE ET PRÉSENTIELLE

(PAR ORDRE CROISSANT D'ÉVOLUTION DE L'EMPLOI TOTAL ENTRE 2008 ET 2019)	EMPLOI TOTAL		EMPLOI SPHÈRE PRODUCTIVE		EMPLOI SPHÈRE PRÉSENTIELLE		Part de la sphère présenteielle dans l'emploi total (en %)
	Niveau 2018	Évolution 2008 - 2019 (en %)	Niveau 2019	Évolution 2008 - 2019 (en %)	Niveau 2019	Évolution 2008 - 2019 (en %)	
Haute-Marne (52)	68 407	-10,0	24 137	-15,6	44 269	-6,7	64,7
Vosges (88)	133 419	-9,8	45 897	-19,0	87 523	-4,2	65,6
Meuse (55)	62 739	-9,8	21 136	-10,7	41 603	-9,4	66,3
Ardennes (08)	90 771	-9,6	31 533	-17,0	59 238	-5,1	65,3
Moselle (57)	352 368	-6,5	110 964	-10,1	241 404	-4,7	68,5
Aube (10)	113 061	-5,6	42 512	-11,5	70 549	-1,6	62,4
Meurthe-et-Moselle (54)	255 554	-5,6	74 129	-7,9	181 425	-4,6	71,0
Marne (51)	236 881	-4,2	86 983	-8,4	149 898	-1,6	63,3
Haut-Rhin (68)	281 805	-2,0	102 776	-8,6	179 029	2,3	63,5
Bas-Rhin (67)	475 233	2,6	180 327	1,5	294 905	3,2	62,1
Grand Est	2 070 238	-4,1	720 394	-8,1	1 349 844	-1,9	65,2

Les sphères présenteielle et productive

La partition de l'économie en deux sphères, présenteielle et productive permet de mieux comprendre les logiques de spatialisation des activités et de mettre en évidence le degré d'ouverture des systèmes productifs locaux. Elle permet aussi de fournir une grille d'analyse des processus d'externalisation et autres mutations économiques à l'œuvre dans les territoires.

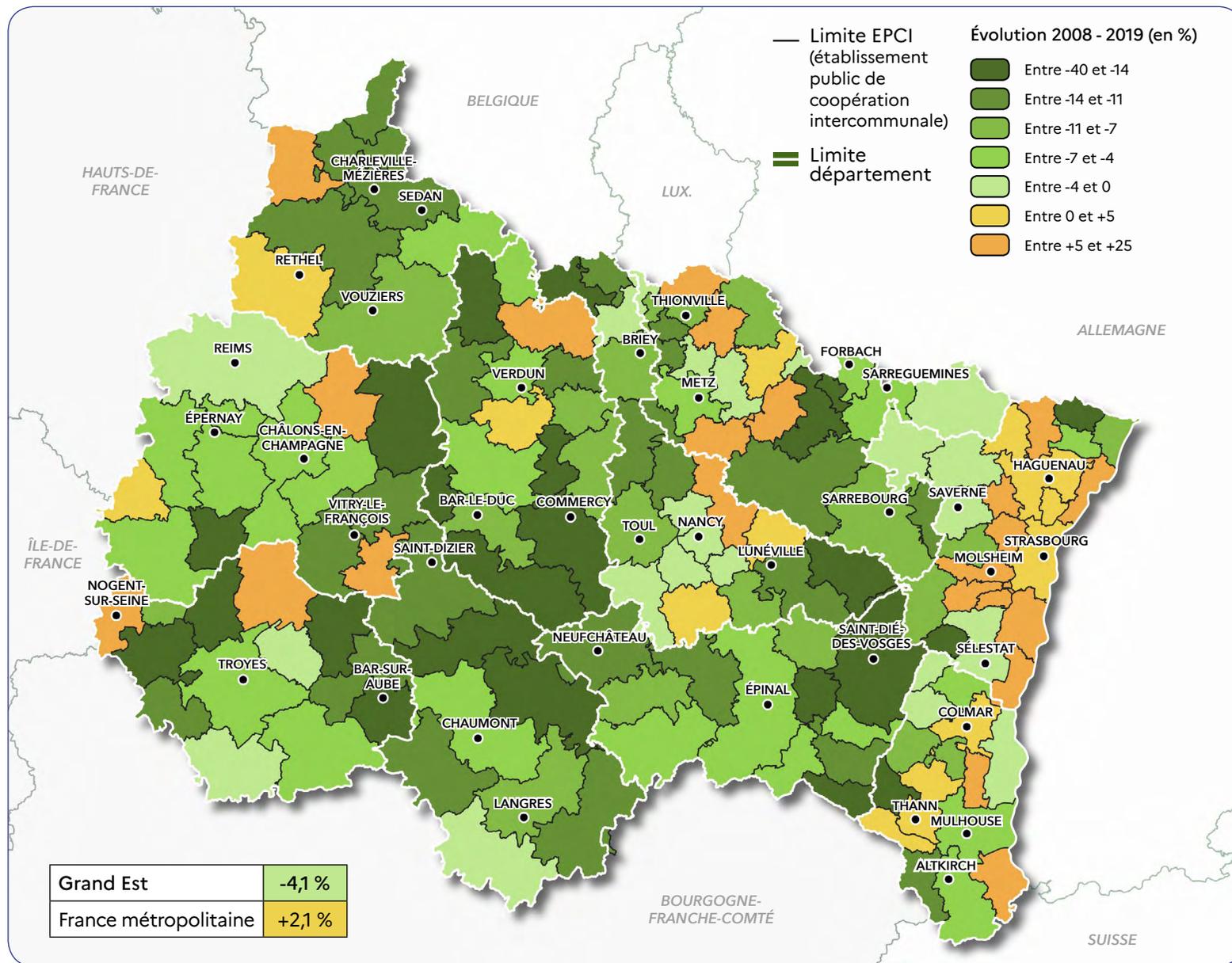
Les activités présenteielles sont les activités mises en œuvre localement pour la production de biens et de services visant la satisfaction des besoins de personnes présentes dans la zone, qu'elles soient résidentes ou touristes.

Les activités productives sont déterminées par différence. Il s'agit des activités qui produisent des biens majoritairement consommés hors de la zone et des activités de services tournées principalement vers les entreprises de cette sphère.

Source : Insee - Recensements de la population 2008 et 2019, exploitation complémentaire

Un développement favorable de l'emploi principalement sur la plaine d'Alsace

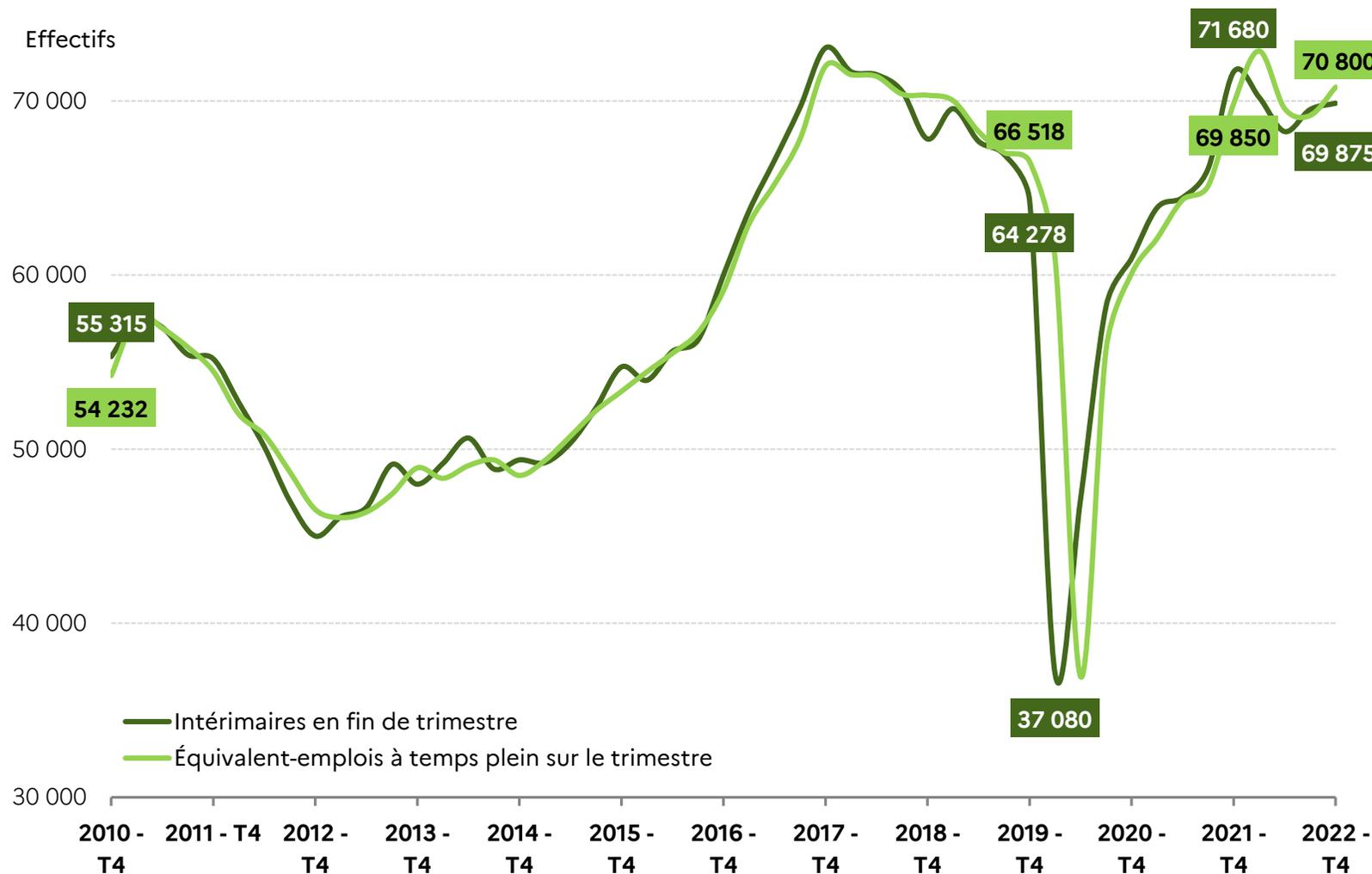
ÉVOLUTION 2008 - 2019 DE L'EMPLOI SELON LES EPCI



Source : Insee - Recensements de la population 2008 et 2019, exploitation principale

À fin 2022, l'effectif intérimaire est en progression de 8,7 % sur trois ans dans le Grand Est

ÉVOLUTION DE L'INTÉRIM



Sources : Dares, données CVS - exploitation des déclarations sociales nominatives (DSN) et des fichiers Pôle emploi des déclarations mensuelles des agences d'intérim - en géographie des établissements utilisateurs

Depuis mi-2016, la source historique des statistiques d'intérim (les relevés mensuels de mission – RMM – adressés à Pôle emploi par les établissements de travail temporaire) est progressivement substituée par la nouvelle déclaration sociale nominative (DSN). Le taux de substitution se situe, depuis début 2017, à près de 95 %. À partir de cette information mensuelle, la Dares élabore divers indicateurs mensuels, trimestriels et annuels. Ces statistiques intègrent désormais les CDI intérimaires. Les séries des principaux indicateurs figurent sur le site du ministère du Travail.

Les indicateurs sur l'intérim sont ventilés selon le secteur et le département des établissements utilisateurs des intérimaires. La nomenclature utilisée pour la description des secteurs utilisateurs est la Nomenclature agrégée (NA) afférente à la nouvelle Nomenclature d'activités française (NAF rév.2). Les données sont régulièrement révisées en raison de l'actualisation des coefficients de correction des variations saisonnières.

Équivalent-emploi à temps plein (EETP) : rapport du nombre total de semaines de travail réalisées par les intérimaires au nombre total de semaines ouvrées. Par convention, ce nombre est fixé à 52 semaines pour une année. Cette convention de calcul conduit à sous-estimer légèrement l'équivalent-emplois à temps plein, dans la mesure où une partie des missions ne comptabilise pas les périodes de congés. À l'inverse, cette mesure de l'équivalent-emplois à temps plein ne prend pas en compte le fait que certaines missions peuvent être à temps partiel.

On pourra parler de « volume de travail temporaire » pour désigner l'équivalent-emplois à temps plein. Cet indicateur donne une idée du volume moyen d'intérim sur le mois, et se différencie donc du nombre d'intérimaires qui donne une idée sur le stock en fin de trimestre.

Hausse de l'intérim notamment dans le médico-social et les transports et entreposage

ÉVOLUTION DE L'INTÉRIM SELON LE SECTEUR A38...

EETP : équivalent-emplois à temps-plein		EETP moyen 2019	EETP moyen 2020	EETP moyen 2021	EETP moyen 2022	Évolution 2019 - 2022 (en %)	Évolution 2019 - 2022 France métro. (en %)
AZ	AGRICULTURE	301	237	271	343	13,9	11,7
	INDUSTRIE	31 567	23 187	29 051	31 848	0,9	-3,4
BZ	Industries extractives	129	126	157	142	10,3	-1,0
CA	Fab. aliments, boiss. & prdts base tabac	4 233	3 724	4 311	4 550	7,5	6,7
CB	Fab. textiles, ind. hab., cuir & chauss.	1 132	993	1 130	950	-16,1	-18,1
CC	Travail bois, ind. papier & imprimerie	1 880	1 508	1 880	2 033	8,1	11,8
CD	Cokéfaction et raffinage	4	4	3	4	-0,8	-2,9
CE	Industrie chimique	714	630	714	830	16,2	-1,4
CF	Industrie pharmaceutique	282	289	458	361	28,3	2,9
CG	Fab. ps caou., plas., aut. ps mi. non m.	3 129	2 332	3 217	3 295	5,3	0,9
CH	Métallurgie & fab. ps mét. sauf machines	5 796	3 848	5 388	5 625	-3,0	-7,7
CI	Fab. prod. informat., électroniq. & opt.	771	557	747	834	8,2	-7,1
CJ	Fabrication d'équipements électriques	1 525	1 312	1 710	1 825	19,7	-4,1
CK	Fabric. de machines & équipements n.c.a.	2 682	1 893	2 558	2 997	11,7	1,3
CL	Fabrication de matériels de transport	5 054	2 473	2 623	4 250	-15,9	-21,7
CM	Aut. ind. manif.; répa. & inst. de mach. et d'équipements	2 420	1 910	2 290	2 378	-1,7	-4,5
DZ	Prdn & distr. élec. gaz vap. & air cond.	382	355	348	295	-22,8	-2,1
EZ	Gestion eau, déchets & dépollution	1 435	1 234	1 515	1 481	3,2	1,4
FZ	CONSTRUCTION	11 583	8 883	10 523	9 602	-17,1	-10,4
	COMMERCE	5 792	5 044	5 750	5 840	0,8	9,8
GZ1	Commerce et répar. automobiles & motocycles	459	326	386	416	-9,5	-15,0
GZ2	Commerce de gros, à l'exception des automobiles & motocycles	3 374	2 828	3 162	3 113	-7,7	4,2
GZ3	Commerce de détail, sauf automobiles & motocycles	1 959	1 890	2 202	2 311	18,0	23,2

Sources : Dares, données CVS - exploitation des déclarations sociales nominatives (DSN) et des fichiers Pôle emploi des déclarations mensuelles des agences d'intérim - en géographie des établissements utilisateurs

...ÉVOLUTION DE L'INTÉRIM SELON LE SECTEUR A38 (SUITE)

EETP : équivalent-emplois à temps-plein		EETP moyen 2019	EETP moyen 2020	EETP moyen 2021	EETP moyen 2022	Évolution 2019 - 2022 (en %)	Évolution 2019 - 2022 France métro. (en %)
	SERVICE (HORS COMMERCE)	18 718	16 075	19 764	22 975	22,7	13,6
HZ	Transports et entreposage	6 611	5 788	7 910	9 858	49,1	16,3
IZ	Hébergement et restauration	981	489	660	1 039	6,0	5,6
JA	Édition, audiovisuel et diffusion	46	32	40	53	14,2	2,9
JB	Télécommunications	122	104	105	139	13,3	-4,2
JC	Act. informatique & services d'information	99	78	76	75	-24,8	-17,2
KZ	Activités financières et d'assurance	741	464	436	409	-44,8	-28,9
LZ	Activités immobilières	177	161	196	207	17,2	-5,9
MA	Act. juri., compta., gest., arch., ingé.	955	711	812	880	-7,8	-13,4
MB	Recherche-développement scientifique	45	32	41	52	14,3	29,1
MC	Autres act. spécial., scientif. et tech.	114	81	119	71	-37,3	-11,6
NZ	Act. de services administratifs & soutien	6 771	6 330	6 968	7 253	7,1	14,1
OZ	Administration publique	171	193	271	392	129,7	130,3
PZ	Enseignement	270	191	271	257	-4,8	17,8
QA	Activités pour la santé humaine	497	485	668	744	49,8	52,9
QB	Héb. méd.-soc. & soc. & ac. soc. ss héb.	548	551	719	1 003	82,9	66,3
RZ	Arts, spectacles & activités récréatives	123	53	78	140	13,6	16,2
STU	Autres activ de services (y.c. part. empl. et act. extra-terr.)	447	331	393	404	-9,6	-3,9
Ensemble		67 961	53 426	65 360	70 608	3,9	2,3

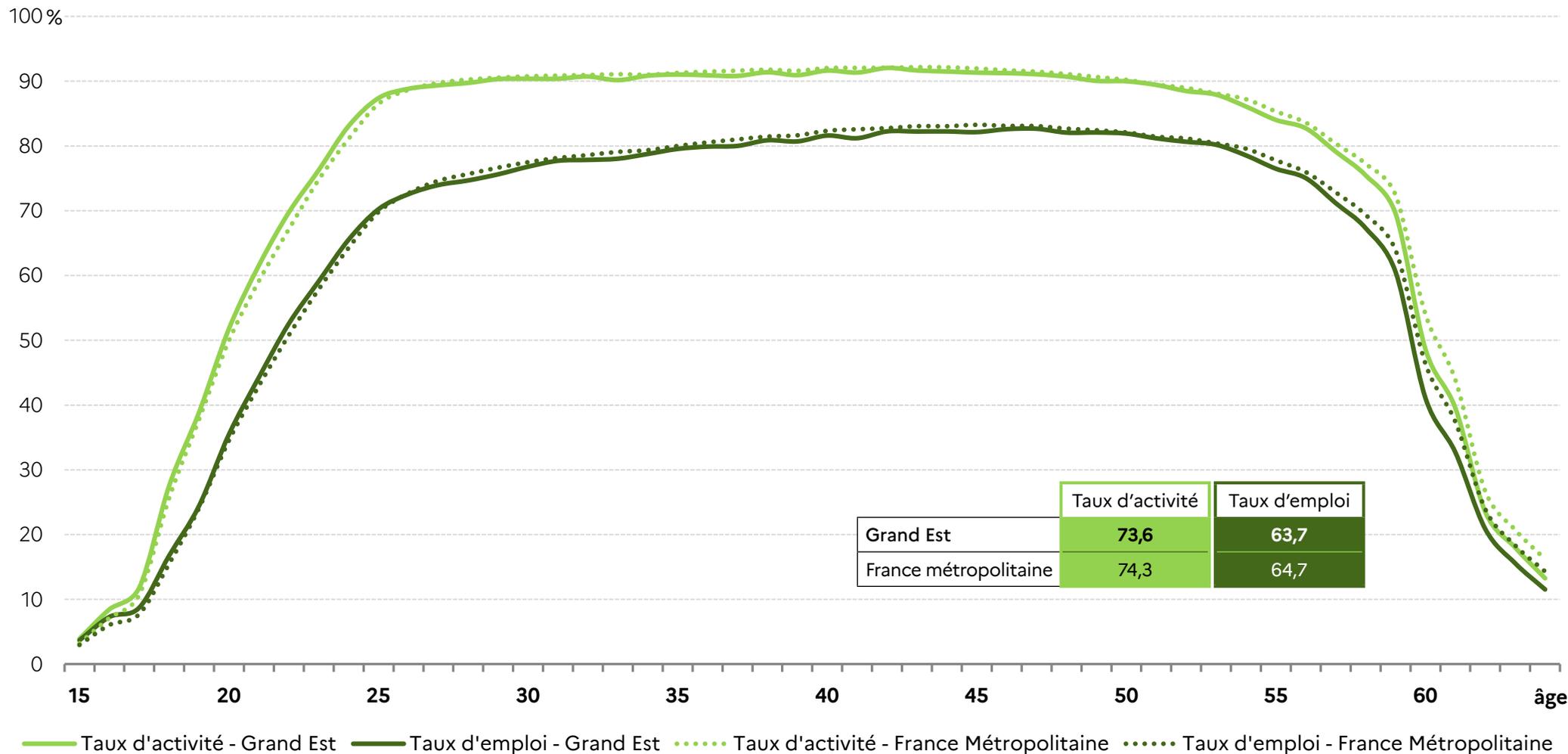
Sources : Dares, données CVS - exploitation des déclarations sociales nominatives (DSN) et des fichiers Pôle emploi des déclarations mensuelles des agences d'intérim - en géographie des établissements utilisateurs

Un taux d'activité et un taux d'emploi un peu inférieurs aux taux métropolitains, surtout pour les seniors

TAUX D'ACTIVITÉ ET D'EMPLOI

Le **taux d'activité** est le rapport entre le nombre d'actifs (actifs occupés et chômeurs) et l'ensemble de la population correspondante.

Le **taux d'emploi** est calculé en rapportant le nombre d'individus ayant un emploi au nombre total d'individus. Il peut être calculé sur l'ensemble de la population d'un pays, mais on se limite le plus souvent à la population en âge de travailler (généralement définie, en comparaison internationale, comme les personnes âgées de 15 à 64 ans), ou à une sous-catégorie de la population en âge de travailler (femmes de 25 à 29 ans par exemple).

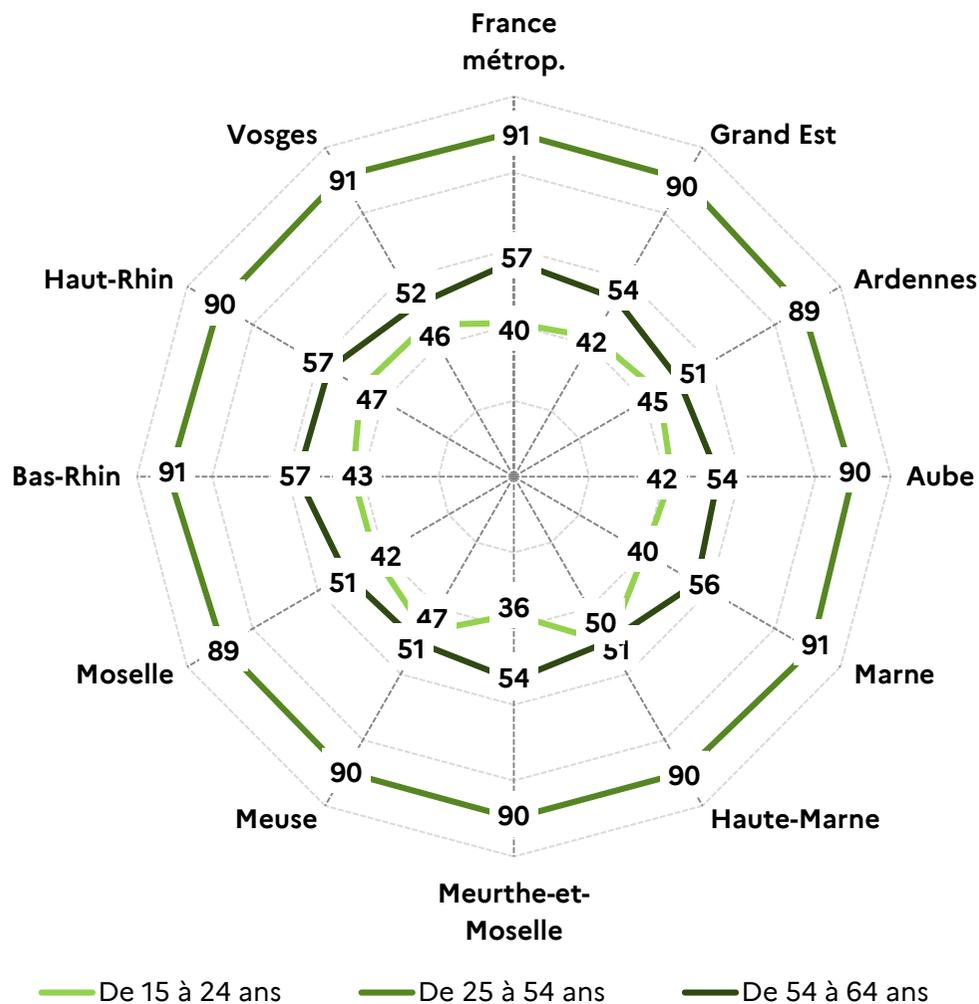


Source : Insee - Recensement de la population 2019, exploitation principale Champ : Individus âgés de 15 à 64 ans

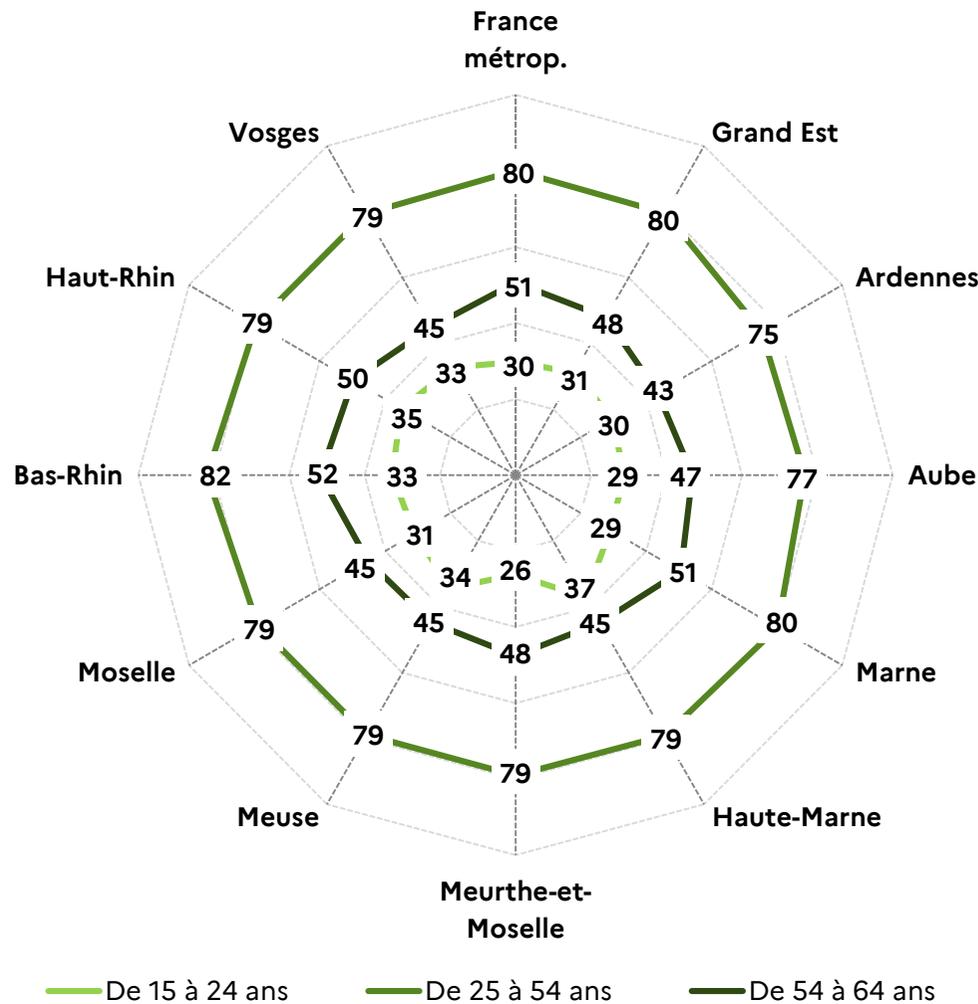
Un taux d'emploi plus élevé dans le Bas-Rhin et la Marne pour les seniors, et en Haute-Marne, la Meuse et le Haut-Rhin pour les jeunes

TAUX D'ACTIVITÉ ET D'EMPLOI (SUITE)

TAUX D'ACTIVITÉ SELON LA TRANCHE D'ÂGE (EN %)



TAUX D'EMPLOI SELON LA TRANCHE D'ÂGE (EN %)



Source : Insee - Recensement de la population 2019, exploitation principale Champ : Individus âgés de 15 à 64 ans

Dans le domaine de la mécanique / travail des métaux et celui des industries de process, plus de 10 % des salariés du travaillent dans le Grand Est

RÉPARTITION DES ACTIFS OCCUPÉS SELON LE DOMAINE PROFESSIONNEL (EN EFFECTIF)

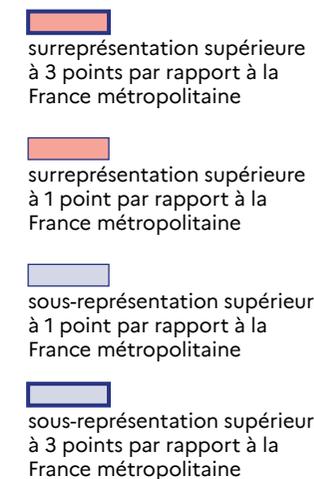
Domaines professionnels	Ardennes	Aube	Marne	Haute-Marne	Meurthe-et-Moselle	Meuse	Moselle	Bas-Rhin	Haut-Rhin	Vosges	Grand Est	France métrop.
Agriculture, marine, pêche	4 290	8 169	18 666	3 536	4 985	4 620	6 133	8 587	7 754	5 091	71 830	811 844
Bâtiment, travaux publics	6 780	7 988	15 865	4 447	16 520	4 538	24 472	31 325	19 700	10 463	142 098	1 851 255
Électricité, électronique	952	569	1 226	259	1 435	256	2 609	5 689	2 454	815	16 264	172 470
Mécanique, travail des métaux	5 059	3 200	6 844	5 117	7 850	2 746	16 898	19 615	13 593	5 771	86 694	777 068
Industries de process	4 722	3 617	8 443	3 377	6 902	2 797	13 434	16 744	11 978	6 191	78 205	743 331
Matériaux souples, bois, industries graphiques	1 106	2 503	2 110	777	2 048	951	2 478	4 953	3 516	4 009	24 450	248 883
Maintenance	3 809	4 436	8 745	3 048	9 640	2 517	14 758	18 060	12 341	5 017	82 372	922 567
Ingénieurs et cadres de l'industrie	893	1 242	2 236	615	2 252	360	3 600	6 186	3 318	1 090	21 793	348 805
Transports, logistique et tourisme	6 382	8 956	18 957	5 264	19 405	4 480	26 166	36 198	21 337	10 077	157 222	1 899 470
Artisanat	603	587	1 307	552	1 757	320	2 399	2 786	2 066	1 276	13 654	146 681
Gestion, administration des entreprises	6 844	10 193	22 311	4 923	23 056	4 392	31 910	51 042	26 946	10 097	191 712	2 821 348
Informatique et télécommunications	411	855	1 984	225	3 259	346	3 566	9 179	2 483	788	23 096	553 103
Études et recherche	493	670	1 589	284	2 921	172	2 606	7 135	3 269	832	19 973	365 927
Admin. publiq., prof. juridiques, armée et police	8 475	10 206	22 155	8 379	27 926	7 809	34 896	39 444	20 931	11 353	191 574	2 285 573
Banque et assurances	1 485	2 218	6 735	1 287	7 208	1 024	7 847	14 418	5 586	2 639	50 447	726 676
Commerce	7 766	12 214	23 960	5 486	25 479	4 757	37 920	51 381	30 144	13 028	212 134	2 748 407
Hôtellerie, restauration, alimentation	3 328	4 949	9 087	2 584	10 381	2 356	15 706	23 108	14 369	6 699	92 567	1 192 338
Services aux particuliers et aux collectivités	11 187	12 150	24 414	7 861	29 414	7 261	41 187	46 848	29 743	14 884	224 950	2 790 126
Communication, information, art et spectacle	596	1 233	3 094	518	3 570	391	3 947	9 456	3 513	1 245	27 562	593 009
Santé, action sociale, culturelle et sportive	10 960	11 772	25 501	6 754	35 023	7 601	41 895	51 277	33 222	15 679	239 683	2 894 342
Enseignement, formation	4 560	5 251	11 056	3 049	14 315	2 941	17 528	20 971	13 179	6 293	99 142	1 208 024
Politique, religion	71	84	599	62	211	103	428	834	365	80	2 839	25 003
Ensemble	90 771	113 061	236 886	68 407	255 555	62 739	352 383	475 233	281 805	133 419	2 070 259	26 126 251

Source : Insee - Recensement de la population 2019, exploitation complémentaire

Un emploi régional spécialisé par endroit dans la métallurgie ou dans l'agriculture, et moins représenté dans la gestion d'entreprises ou l'informatique

RÉPARTITION DES ACTIFS OCCUPÉS SELON LE DOMAINE PROFESSIONNEL (EN PART, %)

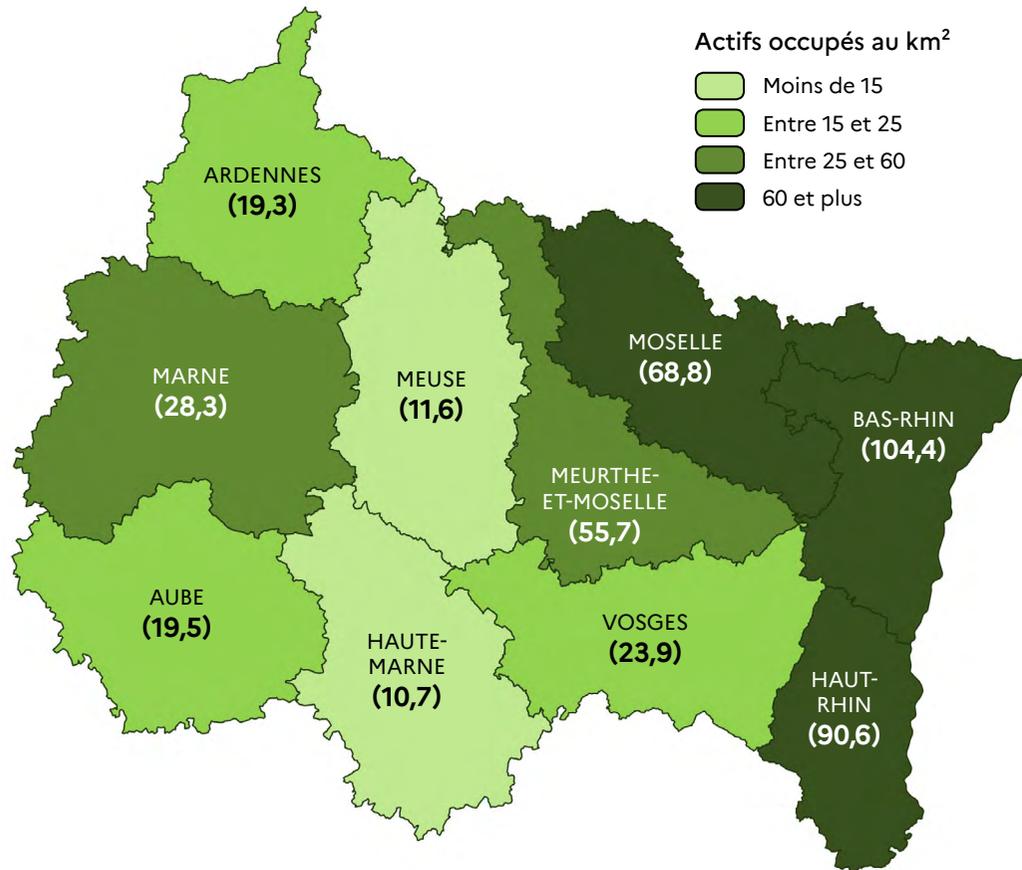
Domaines professionnels	Ardennes	Aube	Marne	Haute-Marne	Meurthe-et-Moselle	Meuse	Moselle	Bas-Rhin	Haut-Rhin	Vosges	Grand Est	France métrop.
Agriculture, marine, pêche	4,7	7,2	7,9	5,2	2,0	7,4	1,7	1,8	2,8	3,8	3,5	3,1
Bâtiment, travaux publics	7,5	7,1	6,7	6,5	6,5	7,2	6,9	6,6	7,0	7,8	6,9	7,1
Électricité, électronique	1,0	0,5	0,5	0,4	0,6	0,4	0,7	1,2	0,9	0,6	0,8	0,7
Mécanique, travail des métaux	5,6	2,8	2,9	7,5	3,1	4,4	4,8	4,1	4,8	4,3	4,2	3,0
Industries de process	5,2	3,2	3,6	4,9	2,7	4,5	3,8	3,5	4,3	4,6	3,8	2,8
Matériaux souples, bois, industries graphiques	1,2	2,2	0,9	1,1	0,8	1,5	0,7	1,0	1,2	3,0	1,2	1,0
Maintenance	4,2	3,9	3,7	4,5	3,8	4,0	4,2	3,8	4,4	3,8	4,0	3,5
Ingénieurs et cadres de l'industrie	1,0	1,1	0,9	0,9	0,9	0,6	1,0	1,3	1,2	0,8	1,1	1,3
Transports, logistique et tourisme	7,0	7,9	8,0	7,7	7,6	7,1	7,4	7,6	7,6	7,6	7,6	7,3
Artisanat	0,7	0,5	0,6	0,8	0,7	0,5	0,7	0,6	0,7	1,0	0,7	0,6
Gestion, administration des entreprises	7,5	9,0	9,4	7,2	9,0	7,0	9,1	10,7	9,6	7,6	9,3	10,8
Informatique et télécommunications	0,5	0,8	0,8	0,3	1,3	0,6	1,0	1,9	0,9	0,6	1,1	2,1
Études et recherche	0,5	0,6	0,7	0,4	1,1	0,3	0,7	1,5	1,2	0,6	1,0	1,4
Admin. publiq., prof. juridiques, armée et police	9,3	9,0	9,4	12,2	10,9	12,4	9,9	8,3	7,4	8,5	9,3	8,7
Banque et assurances	1,6	2,0	2,8	1,9	2,8	1,6	2,2	3,0	2,0	2,0	2,4	2,8
Commerce	8,6	10,8	10,1	8,0	10,0	7,6	10,8	10,8	10,7	9,8	10,2	10,5
Hôtellerie, restauration, alimentation	3,7	4,4	3,8	3,8	4,1	3,8	4,5	4,9	5,1	5,0	4,5	4,6
Services aux particuliers et aux collectivités	12,3	10,7	10,3	11,5	11,5	11,6	11,7	9,9	10,6	11,2	10,9	10,7
Communication, information, art et spectacle	0,7	1,1	1,3	0,8	1,4	0,6	1,1	2,0	1,2	0,9	1,3	2,3
Santé, action sociale, culturelle et sportive	12,1	10,4	10,8	9,9	13,7	12,1	11,9	10,8	11,8	11,8	11,6	11,1
Enseignement, formation	5,0	4,6	4,7	4,5	5,6	4,7	5,0	4,4	4,7	4,7	4,8	4,6
Politique, religion	0,1	0,1	0,3	0,1	0,1	0,2	0,1	0,2	0,1	0,1	0,1	0,1
Ensemble	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0



Source : Insee - Recensement de la population 2019, exploitation complémentaire

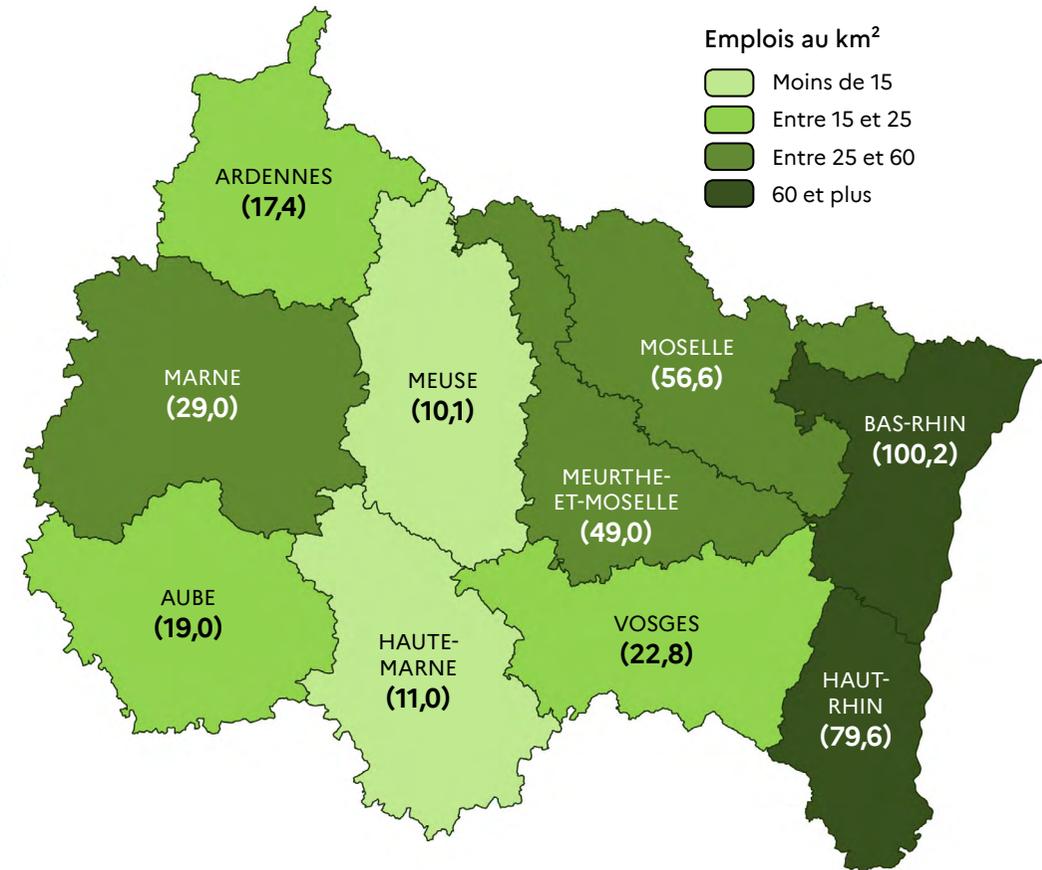
Plus d'actifs occupés que d'emplois disponibles dans la Meuse, la Moselle et le Haut-Rhin, signe d'un volume plus important de navettes domicile / travail dans ces départements frontaliers

DENSITÉ AU KM² D'ACTIFS OCCUPÉS



Grand Est	39,4
France métropolitaine	48,9

DENSITÉ AU KM² D'EMPLOIS



Grand Est	36,1
France métropolitaine	48,0

Source : Insee - Recensement de la population 2019, exploitation principale

Plus d'actifs occupés que d'emplois parmi les ouvriers et parmi les cadres

ÉQUILIBRE ENTRE ACTIFS OCCUPÉS ET EMPLOIS PAR CATÉGORIE SOCIOPROFESSIONNELLE

	GRAND EST			FRANCE MÉTROPOLITAINE		
	Actifs occupés	Emplois	Nombre d'emplois pour 100 actifs occupés	Actifs occupés	Emplois	Nombre d'emplois pour 100 actifs occupés
Agriculteurs exploitants	35 411	35 332	99,8	405 428	405 073	99,9
Artisans, commerçants, chefs d'entreprise	124 476	120 805	97,1	1 768 896	1 757 181	99,3
Cadres, professions intellectuelles supérieures	320 048	286 938	89,7	4 930 822	4 841 789	98,2
Professions intermédiaires	584 243	538 930	92,2	6 922 666	6 808 163	98,3
Employés	640 379	596 989	93,2	7 244 396	7 149 702	98,7
Ouvriers	554 965	491 265	88,5	5 295 899	5 164 343	97,5
Ensemble	2 259 522	2 070 259	91,6	26 568 106	26 126 251	98,3

Ce tableau permet d'identifier au niveau d'un territoire d'éventuels déséquilibres entre le profil socioprofessionnel des actifs occupés et le profil socioprofessionnel des emplois offerts.

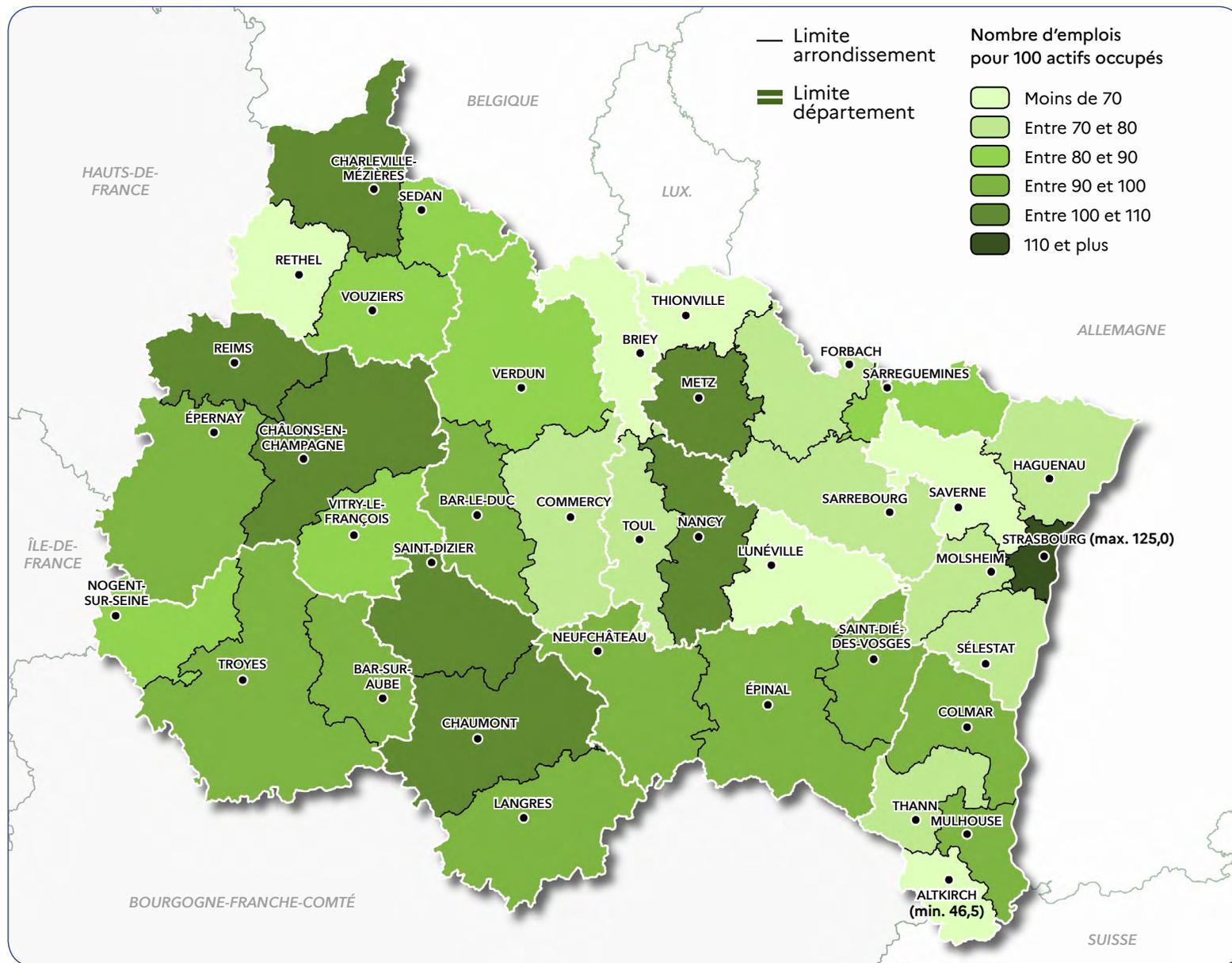
Les actifs occupés au lieu de résidence comprennent tous les actifs occupés, sans limite d'âge.

Le nombre d'emplois pour 100 actifs occupés rapporte le nombre d'emplois au lieu de travail au nombre d'actifs occupés au lieu de résidence d'un territoire pour la catégorie socioprofessionnelle considérée. Un taux supérieur à 100, par exemple pour les cadres, indique que le territoire offre plus d'emplois de cadres qu'elle ne compte d'actifs occupés résidents appartenant à la catégorie des cadres.

Source : Insee - Recensement de la population 2019, exploitation complémentaire

Avec le travail frontalier, les arrondissements d'Altkirch, Briey et Thionville concentrent près de deux fois plus d'actifs occupés que d'emplois

ÉQUILIBRE ENTRE ACTIFS OCCUPÉS ET EMPLOIS PAR ARRONDISSEMENT



Source : Insee - Recensement de la population 2019, exploitation complémentaire

Les Ardennes, la Moselle et le Haut-Rhin, trois départements frontaliers déficitaires au niveau des échanges de la population active occupée, à l'inverse de la Marne et de la Haute-Marne

ATTRACTIVITÉ ET INTENSITÉ DES DÉPLACEMENTS DOMICILE - TRAVAIL

	Actifs occupés résidents	Actifs résidents et travaillant dans la zone (stables)	Actifs travaillant en dehors de la zone (sortants)	Actifs venant travailler dans la zone (entrants)	Solde des échanges (entrants - sortants)	Volume des échanges (entrants + sortants)	Attractivité (solde / volume)	Intensité des échanges (volume / actifs occupés résidents)
Ardennes	100 919	86 962	13 957	4 255	-9 703	18 212	-0,53	0,18
Aube	117 125	106 205	10 920	7 783	-3 137	18 703	-0,17	0,16
Marne	230 936	211 945	18 990	25 167	+6 177	44 158	+0,14	0,19
Haute-Marne	66 470	59 595	6 876	8 881	+2 005	15 757	+0,13	0,24
Meurthe-et-Moselle	292 291	228 900	63 391	28 267	-35 124	91 658	-0,38	0,31
Meuse	72 175	55 825	16 350	7 085	-9 265	23 435	-0,40	0,32
Moselle	427 732	317 242	110 490	34 787	-75 704	145 277	-0,52	0,34
Bas-Rhin	496 268	449 920	46 348	26 423	-19 925	72 772	-0,27	0,15
Haut-Rhin	319 438	260 266	59 173	20 341	-38 831	79 514	-0,49	0,25
Vosges	140 136	125 559	14 577	8 579	-5 997	23 156	-0,26	0,17
Grand Est	2 263 491	2 033 776	229 715	40 212	-189 504	269 927	-0,70	0,12
France métropolitaine	26 578 230	26 120 166	458 064		-458 064	458 064	-1,00	0,02

nb : les travailleurs en provenance des pays étrangers ne sont pas comptabilisés

Source : Insee - Recensement de la population 2019, exploitation principale

Les travailleurs d'Altkirch, de Briey et de Thionville tournés vers la Suisse et le Luxembourg alors que Strasbourg, Reims, et Nancy attirent les travailleurs en provenance d'autres arrondissements

ATTRACTIVITÉ ET INTENSITÉ DES DÉPLACEMENTS DOMICILE - TRAVAIL PAR ARRONDISSEMENT



nb : la superficie des bulles est proportionnelle au nombre d'actifs résidants de la zone (stables + sortants), les travailleurs en provenance des pays étrangers ne sont pas pris en compte dans les calculs

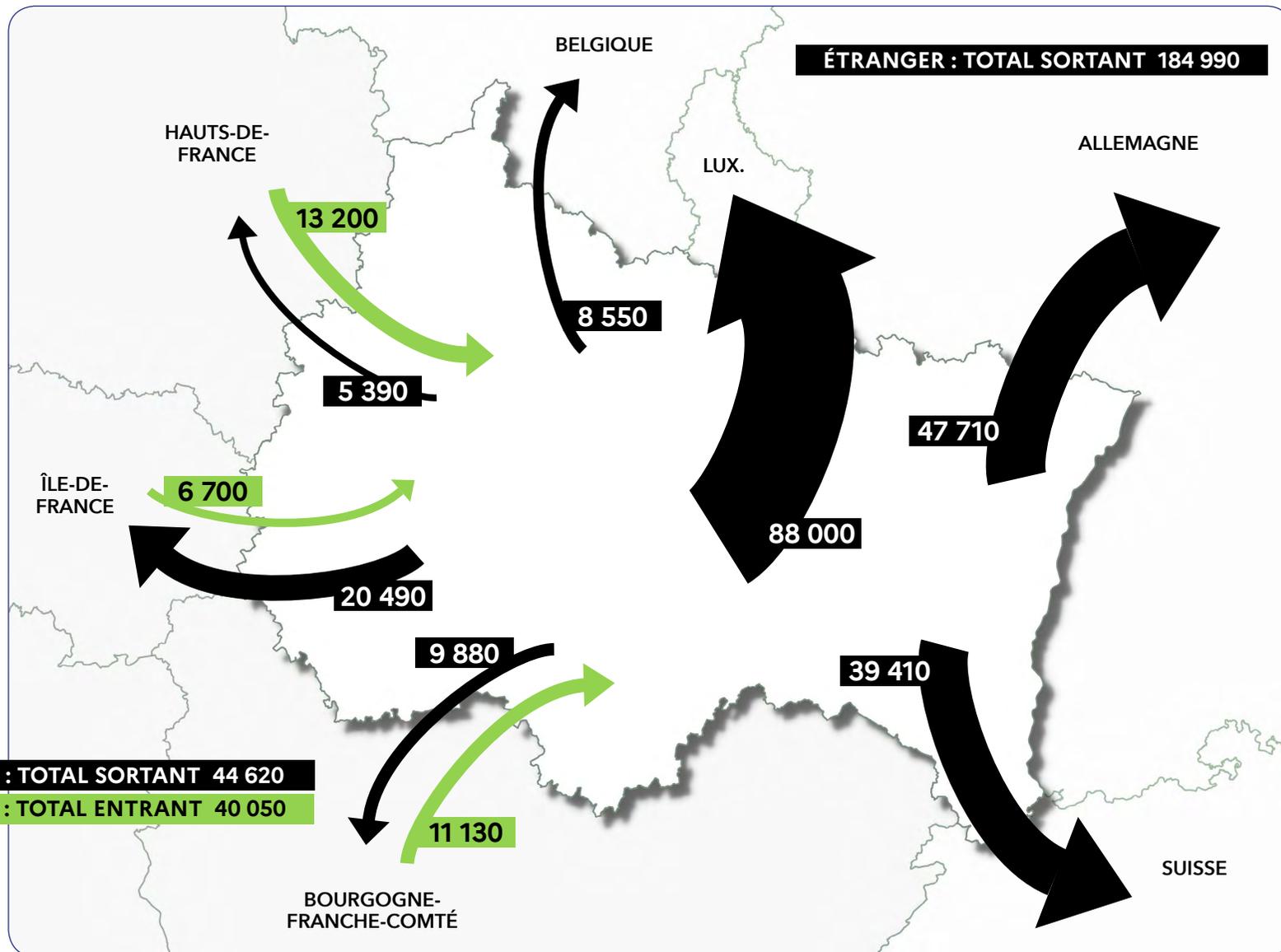
Source : Insee - Recensement de la population 2019, exploitation principale

Plus des trois quarts des flux sortants de travailleurs se font vers le Luxembourg, l'Allemagne et la Suisse

FLUX INTERNES ET EXTERNES



FLUX INTERNES

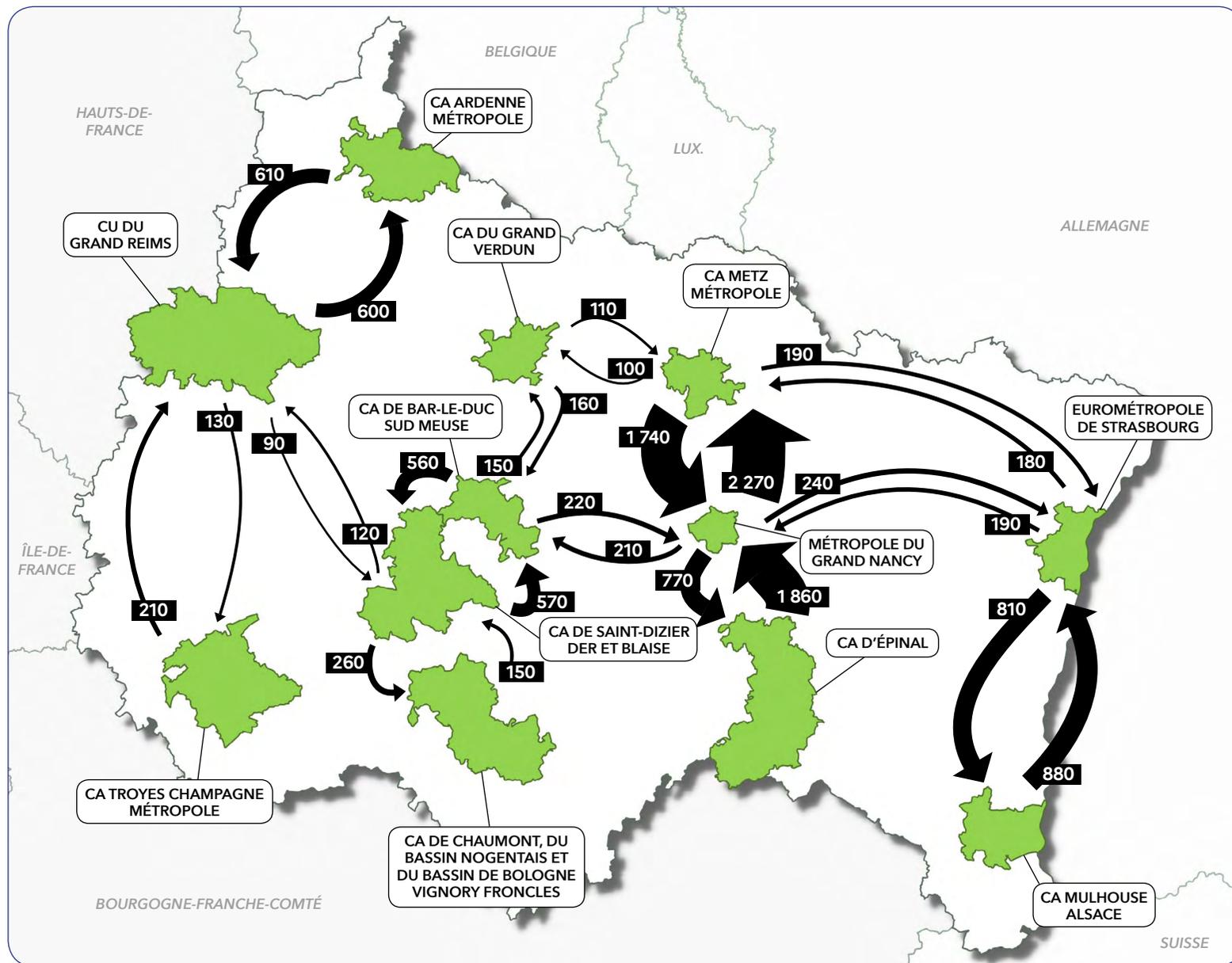


Source : Insee - Recensement de la population 2019, exploitation principale

Outre les flux transfrontaliers, de multiples échanges de travailleurs entre les principales agglomérations de la région

FLUX DOMICILE - TRAVAIL ENTRE LES PRINCIPAUX EPCI

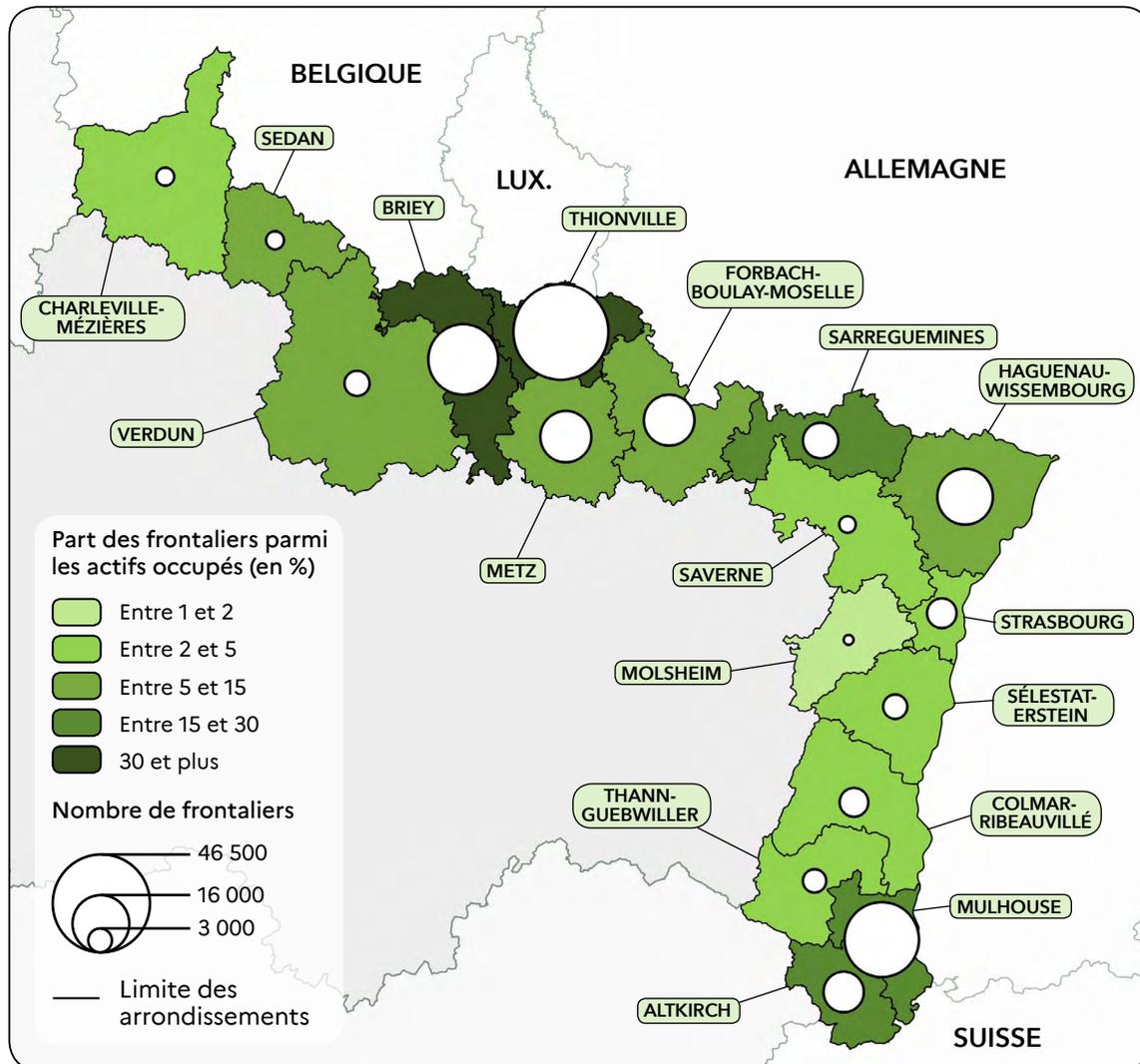
EPCI : établissement public de coopération intercommunale



Source : Insee - Recensement de la population 2019, exploitation principale

7 arrondissements du Grand Est ont plus de 10 % de travailleurs frontaliers en 2019

RÉPARTITION DES FRONTALIERS SELON LES ARRONDISSEMENTS



Arrondissements du Grand Est	Non frontaliers	Frontaliers	Ensemble	Part de frontaliers (en %)
Thionville	68 202	46 530	114 732	40,6
Briey	40 814	25 145	65 959	38,1
Altkirch	23 675	8 406	32 081	26,2
Mulhouse	110 911	28 551	139 462	20,5
Sarreguemines	34 063	6 589	40 652	16,2
Forbach-Boulay-Moselle	75 144	13 197	88 341	14,9
Haguenau-Wissembourg	96 344	16 081	112 424	14,3
Verdun	29 606	3 241	32 847	9,9
Metz	131 923	13 438	145 361	9,2
Sedan	18 437	1 720	20 157	8,5
Thann-Guebwiller	53 661	2 787	56 448	4,9
Colmar-Ribeauvillé	88 089	4 235	92 325	4,6
Sélestat-Erstein	69 226	3 020	72 246	4,2
Charleville-Mézières	55 226	1 671	56 897	2,9
Saverne	56 623	1 424	58 046	2,5
Strasbourg	201 142	4 582	205 724	2,2
Molsheim	47 062	530	47 592	1,1
Autres arrondissements du Grand Est	876 274	1 955	878 229	0,2
Grand Est	2 076 420	183 102	2 259 522	8,1

Source : Insee - Recensement de la population 2019, exploitation complémentaire

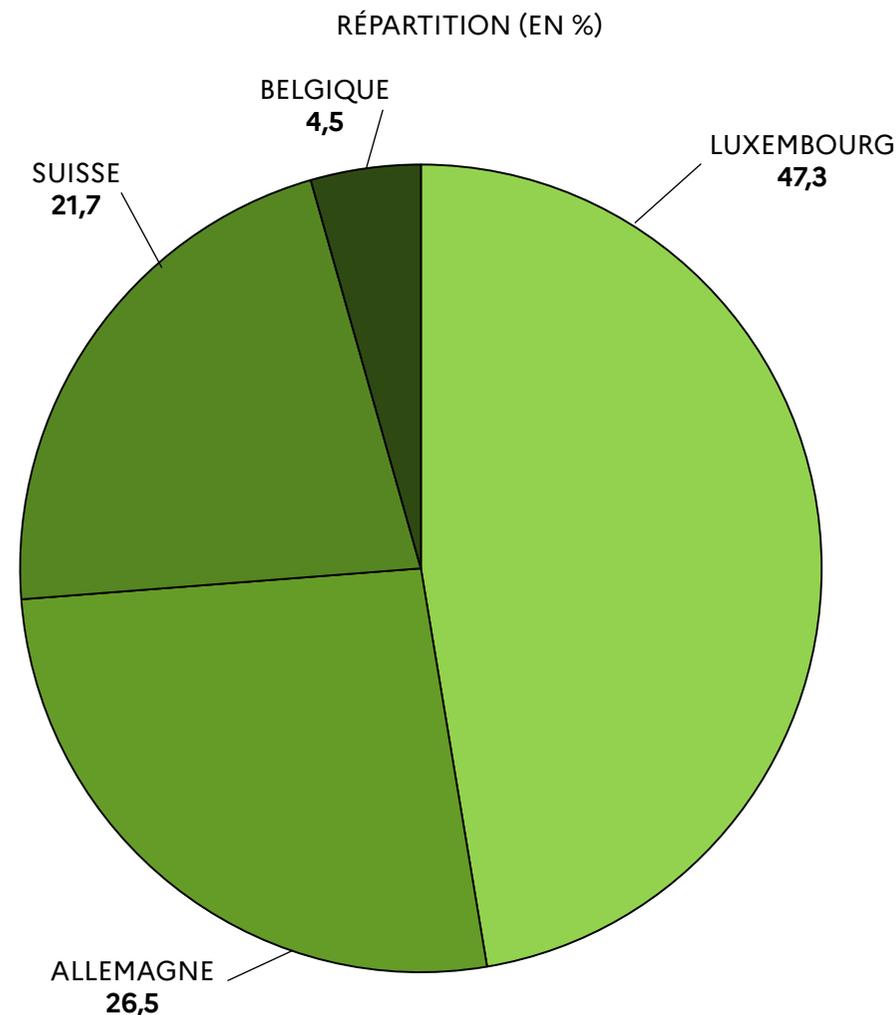
Plus d'un habitant sur trois des arrondissements de Thionville et Briey travaillent au Luxembourg

LES FRONTALIERS SELON LE PAYS DE TRAVAIL

Lieu de travail	Luxembourg	Allemagne	Suisse	Belgique	France*	Ensemble
Arrondissements limitrophes						
Thionville	45 980	404	11	136	68 165	114 732
Briey	22 077	23	5	3 040	40 784	65 959
Altkirch	5	204	8 197		23 665	32 081
Mulhouse	25	2 201	26 306	14	110 840	139 462
Sarreguemines	239	6 309	31	10	34 053	40 652
Forbach-Boulay-Moselle	2 031	11 095	51	20	75 119	88 341
Haguenau-Wissembourg	54	15 877	134	16	96 298	112 424
Verdun	1 572	s	s	1 668	29 593	32 847
Metz	13 240	122	30	46	131 895	145 361
Sedan	243	s	s	1 474	18 431	20 157
Thann-Guebwiller	5	370	2 409		53 617	56 448
Colmar-Ribeauvillé	35	2 671	1 519	5	88 017	92 325
Sélestat-Erstein	6	2 759	245	5	69 189	72 246
Charleville-Mézières	125			1 545	55 205	56 897
Saverne	61	1 278	73	11	56 614	58 046
Strasbourg	78	4 075	385	39	201 016	205 724
Molsheim		460	65		47 037	47 592
Ensemble	85 776	47 850	39 464	8 029	1 199 539	1 381 294

s : secret statistique

* individus travaillant généralement en France, ou marginalement, dans un pays étranger autre que les 4 cités.

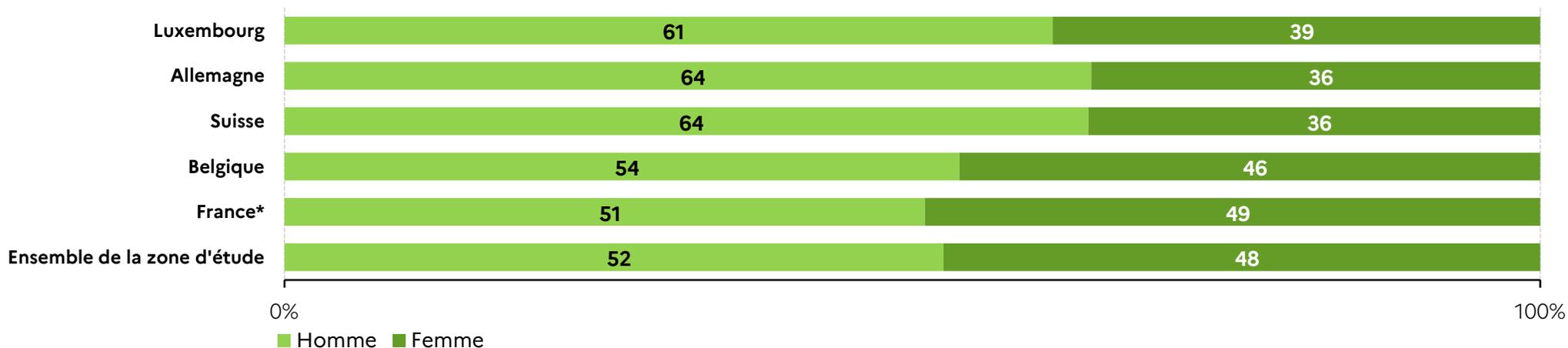


Source : Insee - Recensement de la population 2019, exploitation complémentaire Champ : actifs occupés résidant dans les 17 arrondissements limitrophes à la Belgique, au Luxembourg, à l'Allemagne et à la Suisse

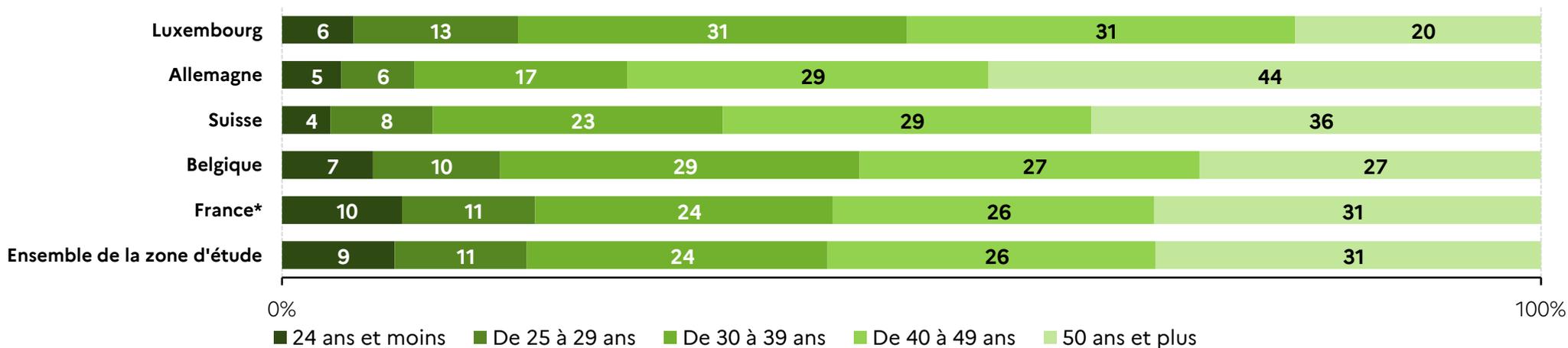
Les frontaliers qui travaillent en Belgique et au Luxembourg sont un peu plus jeunes et plus souvent des femmes

LES FRONTALIERS SELON LE PAYS DE TRAVAIL (SUITE)

RÉPARTITION PAR SEXE (EN %)



RÉPARTITION PAR TRANCHE D'ÂGE (EN %)



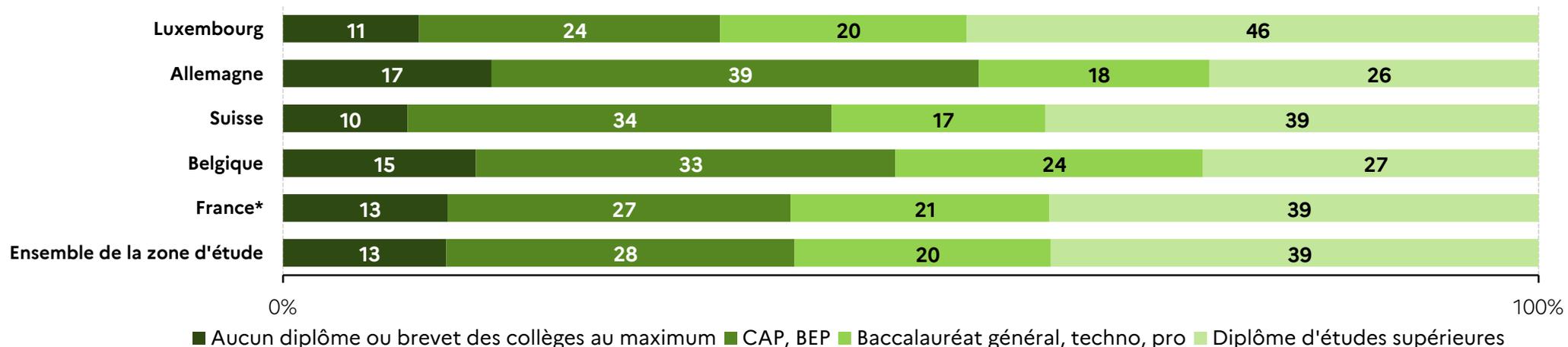
* individus travaillant généralement en France, ou marginalement, dans un pays étranger autre que les 4 cités.

Source : Insee - Recensement de la population 2019, exploitation complémentaire Champ : actifs occupés résidant dans les 17 arrondissements limitrophes à la Belgique, au Luxembourg, à l'Allemagne et à la Suisse

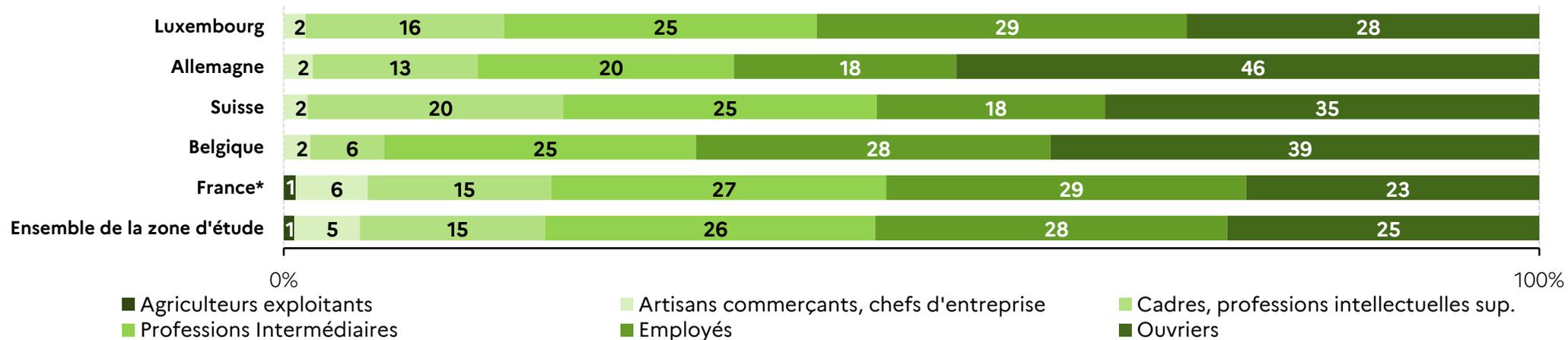
Un plus haut niveau de diplôme pour les frontaliers travaillant au Luxembourg et en Suisse, et davantage d'ouvriers en Allemagne et en Belgique

LES FRONTALIERS SELON LE PAYS DE TRAVAIL (SUITE)

RÉPARTITION PAR NIVEAU DE DIPLÔME (EN %)



RÉPARTITION PAR CATÉGORIE SOCIO-PROFESSIONNELLE (EN %)



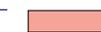
* individus travaillant généralement en France, ou marginalement, dans un pays étranger autre que les 4 cités.

Source : Insee - Recensement de la population 2019, exploitation complémentaire Champ : actifs occupés résidant dans les 17 arrondissements limitrophes à la Belgique, au Luxembourg, à l'Allemagne et à la Suisse

Les ouvriers, employés et techniciens sont surreprésentés parmi les travailleurs frontaliers du Grand Est, et les cadres et ingénieurs au Luxembourg et en Suisse

LES FRONTALIERS SELON LE PAYS DE TRAVAIL (SUITE)

RÉPARTITION PAR POSITION PROFESSIONNELLE (EN %)	LIEU DE TRAVAIL					Ensemble de la zone d'étude
	Luxembourg	Allemagne	Suisse	Belgique	France*	
Indépendant	1,0	1,3	0,8	1,1	5,8	5,2
Employeur	2,0	2,5	1,5	2,1	4,9	4,5
Ingénieur, cadre d'entreprise	13,3	10,2	18,7	3,7	8,1	8,8
Agent de maîtrise, VRP	2,3	2,5	2,3	1,9	4,0	3,8
Technicien (non cadre)	7,2	7,0	11,3	5,6	6,9	7,0
Employé	40,5	23,4	27,7	33,9	25,6	26,6
OQ ou OHQ, technicien d'atelier	17,5	24,2	19,6	21,6	10,7	11,9
Mancœuvre, ouvrier spécialisé	10,7	21,8	12,5	19,9	9,6	10,2
Agent de cat. A de la fonction publique	0,7	0,9	0,6	2,2	6,6	5,8
Agent de cat. B de la fonction publique	0,6	0,7	0,6	2,6	4,6	4,1
Agent de cat. C ou D fonction publique	0,2	0,4	0,2	0,7	5,2	4,6
Aide familial	0,0	0,1	0,0	0,1	0,1	0,1
Position professionnelle non précisée	3,8	5,0	4,2	4,7	7,9	7,4
Ensemble	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

 surreprésentation ≥ 2 points par rapport à la répartition professionnelle de la zone d'étude

 sous-représentation ≥ 2 points par rapport à la répartition professionnelle de la zone d'étude

* individus travaillant généralement en France, ou marginalement, dans un pays étranger autre que les 4 cités.

Source : Insee - Recensement de la population 2019, exploitations complémentaires Champ : actifs occupés résidant dans les 17 arrondissements limitrophes à la Belgique, au Luxembourg, à l'Allemagne et à la Suisse

Les frontaliers travaillent essentiellement dans l'industrie dans les pays voisins, sauf au Luxembourg plus orienté vers les services

LES FRONTALIERS SELON LE PAYS DE TRAVAIL (SUITE)

RÉPARTITION PAR SECTEUR D'ACTIVITÉ (EN %)	LIEU DE TRAVAIL					Ensemble de la zone d'étude
	Luxembourg	Allemagne	Suisse	Belgique	France*	
Agriculture, sylviculture et pêche	0,1	0,2	0,3	0,6	1,7	1,5
Industries extractives	0,1	0,4	0,2	0,4	0,1	0,1
Industrie manufacturière	12,3	41,4	33,0	25,3	14,8	16,1
Prod distrib élec gaz vapeur air condit	0,2	0,2	0,6	0,1	0,9	0,8
Prod distrib eau assainiss dépollution	0,6	0,8	0,9	0,7	0,8	0,7
Construction	10,0	7,2	8,1	6,7	6,2	6,5
Commerce réparation automobile	15,7	17,2	12,4	17,7	13,4	13,7
Transports et entreposage	5,0	4,6	9,7	3,3	4,5	4,7
Hébergement et restauration	5,4	1,8	3,5	4,0	3,9	3,9
Information et communication	5,3	2,0	2,3	0,3	1,7	1,9
Activités financières et d'assurance	11,9	1,6	2,1	1,0	2,8	3,3
Activités immobilières	0,7	0,3	0,3	0,5	1,0	0,9
Activ spécialisées scientif techniques	9,3	3,6	6,9	1,2	4,4	4,7
Activ services administratifs soutien	10,3	5,2	7,3	5,7	6,1	6,3
Administration publique	1,4	2,1	0,9	2,9	9,3	8,3
Enseignement	1,2	1,9	1,9	4,8	7,5	6,7
Santé humaine et action sociale	7,2	6,3	6,9	20,6	16,0	14,8
Arts spectacles et activités récréatives	0,5	1,8	0,8	1,3	1,2	1,1
Autres activités de services	1,7	1,4	1,5	1,8	3,2	3,0
Activités ménages en tant qu'employeurs	0,1	0,0	0,4	0,8	0,4	0,4
Activités extra-territoriales	0,7	0,0	0,0	0,3	0,2	0,2
Ensemble	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

 surreprésentation ≥ 2 points par rapport à la répartition Naf de la zone d'étude

 sous-représentation ≥ 2 points par rapport à la répartition Naf de la zone d'étude

* individus travaillant généralement en France, ou marginalement, dans un pays étranger autre que les 4 cités.

Source : Insee - Recensement de la population 2019, exploitation complémentaire Champ : actifs occupés résidant dans les 17 arrondissements limitrophes à la Belgique, au Luxembourg, à l'Allemagne et à la Suisse

36 400 travailleurs détachés en 2022 sur le Grand Est

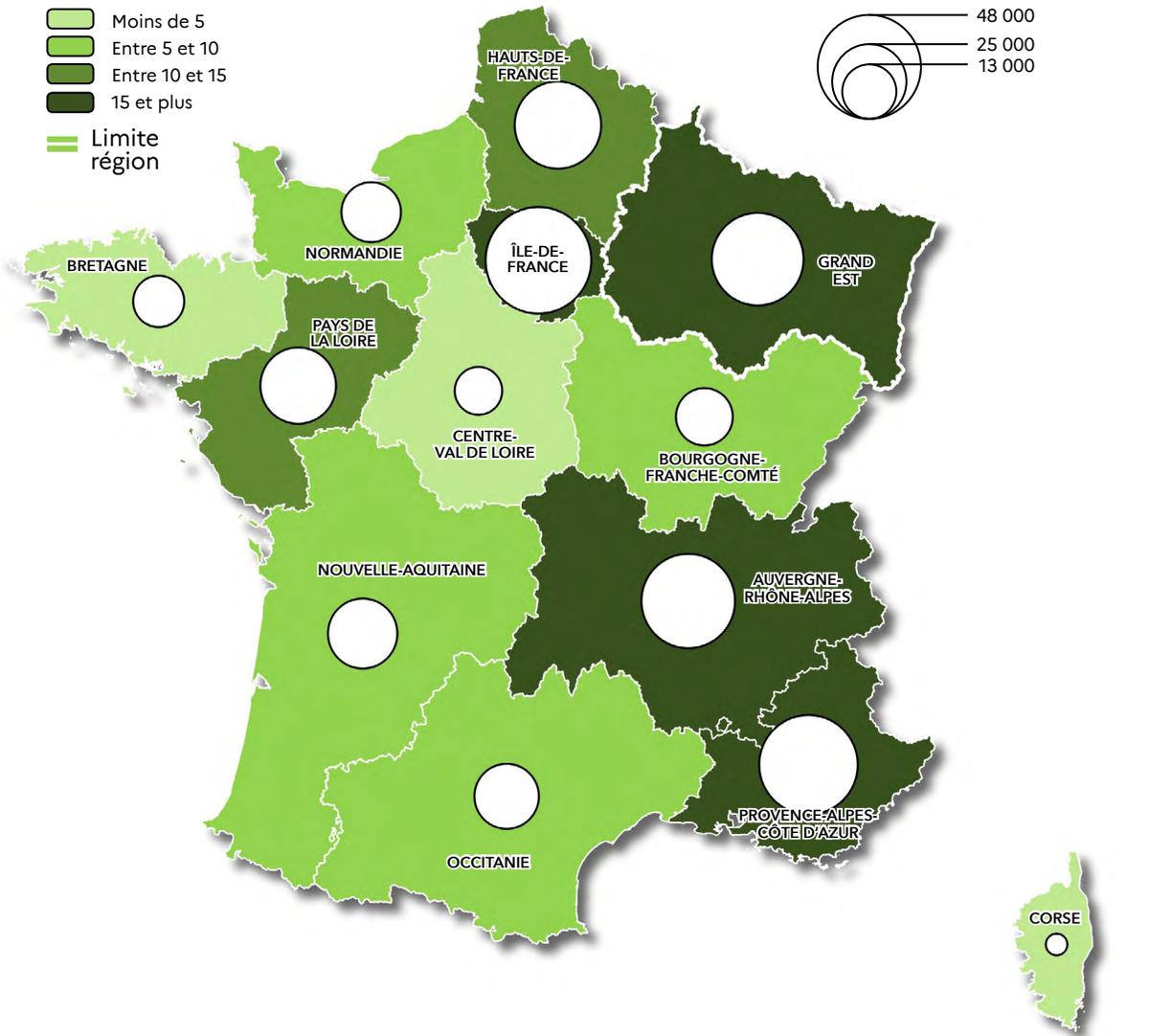
EFFECTIFS DE TRAVAILLEURS DÉTACHÉS SELON LES RÉGIONS

	Travailleurs détachés distincts (TDD) en 2022	TDD région / TDD France métro. (en %)	Nombre total de jours travaillés
Ile-de-France	48 220	20,3	3 526 557
Provence-Alpes-Côte-d'Azur	41 988	17,7	3 394 241
Auvergne-Rhône-Alpes	38 105	16,0	2 984 299
Grand Est	36 413	15,3	2 126 461
Hauts-de-France	32 450	13,7	1 893 147
Pays-de-la-Loire	24 886	10,5	2 603 794
Nouvelle-Aquitaine	20 924	8,8	1 483 160
Occitanie	18 136	7,6	1 271 156
Normandie	15 432	6,5	1 132 449
Bourgogne-Franche-Comté	14 094	5,9	724 910
Bretagne	11 311	4,8	657 506
Centre-Val de Loire	9 870	4,2	491 377
Corse	2 018	0,8	262 246
France métropolitaine	237 488		22 740 137

La somme des effectifs des régions est supérieure à l'effectif France, car un travailleur détaché travaillant dans deux régions est compté dans chaque région en tant que travailleur détaché distinct, et une unique fois, pour la France.

Source : Sipsi - Refonte, extraction du 9 juin 2023

Travailleurs détachés distincts région / TDD France métro. (en %)



Près d'un travailleur détaché sur deux en provenance d'Allemagne, du Portugal, de Pologne ou d'Italie

TOP 10 SELON LA NATIONALITÉ DES TRAVAILLEURS DÉTACHÉS

GRAND EST		FRANCE MÉTROPOLITAINE	
Nationalité (pays)	Travailleurs détachés distincts 2022	Nationalité (pays)	Travailleurs détachés distincts 2022
Allemagne	7 858	Allemagne	24 075
France	3 399	Italie	23 068
Portugal	3 328	Pologne	20 767
Pologne	3 137	Roumanie	20 093
Italie	2 874	Portugal	19 447
Belgique	2 270	Espagne	17 241
Roumanie	2 154	Belgique	14 363
Espagne	1 900	France	10 057
Ukraine	772	Royaume-Uni	7 843
Brésil	655	Ukraine	6 195
Total top 10	28 347	Total top 10	163 149

Source : Sipsi - Refonte, extraction du 9 juin 2023

Près de la moitié des prestations internationales assurées par des entreprises allemandes, luxembourgeoises ou portugaises

TOP 10 SELON LE PAYS D'ORIGINE DES ENTREPRISES

GRAND EST		FRANCE MÉTROPOLITAINE	
Pays	Travailleurs détachés distincts 2022	Pays	Travailleurs détachés distincts 2022
Allemagne	10 147	Espagne	30 208
Luxembourg	3 640	Allemagne	30 064
Portugal	3 594	Italie	26 394
Pologne	3 172	Portugal	25 546
Italie	3 001	Pologne	20 236
Belgique	2 773	Belgique	18 428
Espagne	2 515	Roumanie	13 916
Roumanie	1 422	Royaume-Uni	9 608
Autriche	729	Suisse	6 918
Suisse	696	Lituanie	6 347
Total top 10	31 689	Total top 10	187 665

Source : Sipsi - Refonte, extraction du 9 juin 2023

Une majorité de travailleurs détachés dans l'industrie manufacturière ou la construction

TOP 5 DES SECTEURS D'ACTIVITÉ DES TRAVAILLEURS DÉTACHÉS

GRAND EST		FRANCE MÉTROPOLITAINE	
Secteur d'activité	Part de travailleurs détachés distincts 2022 (en %)	Secteur d'activité	Part de travailleurs détachés distincts 2022 (en %)
INDUSTRIE MANUFACTURIÈRE	32,5	CONSTRUCTION	31,1
CONSTRUCTION	30,2	INDUSTRIE MANUFACTURIÈRE	26,6
AUTRES ACTIVITÉS DE SERVICES	8,0	AGRICULTURE, SYLVICULTURE ET PÊCHE	6,8
ACTIVITÉS SPÉCIALISÉES, SCIENTIFIQUES ET TECHNIQUES	7,0	ACTIVITÉS SPÉCIALISÉES, SCIENTIFIQUES ET TECHNIQUES	6,7
TRANSPORTS ET ENTREPOSAGE	4,1	AUTRES ACTIVITÉS DE SERVICES	6,5

Source : Sipsi - Refonte, extraction du 9 juin 2023

MARCHÉ DU TRAVAIL

Dans le prolongement de 2021, l'année 2022 s'inscrit également dans un contexte de réduction de la demande d'emploi. Le nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A s'établit à 233 510 dans le Grand Est au 4^e trimestre 2022, étant ainsi à son plus bas niveau depuis plus de dix ans. Il se replie de 10,1 % sur un an, après avoir déjà enregistré une baisse de 11,8 % en 2021.

En intégrant les demandeurs d'emploi de catégorie B et C, c'est-à-dire ceux bénéficiant d'une activité réduite, le total des catégories A, B, C s'élève à 414 730 résidents du Grand Est. Ce nombre est en baisse de 5,9 % sur un an. En 2022, les évolutions sont légèrement plus favorables que celles de la France métropolitaine (-9,4 % en catégorie A, et -5,2 % en catégories A, B, C sur un an).

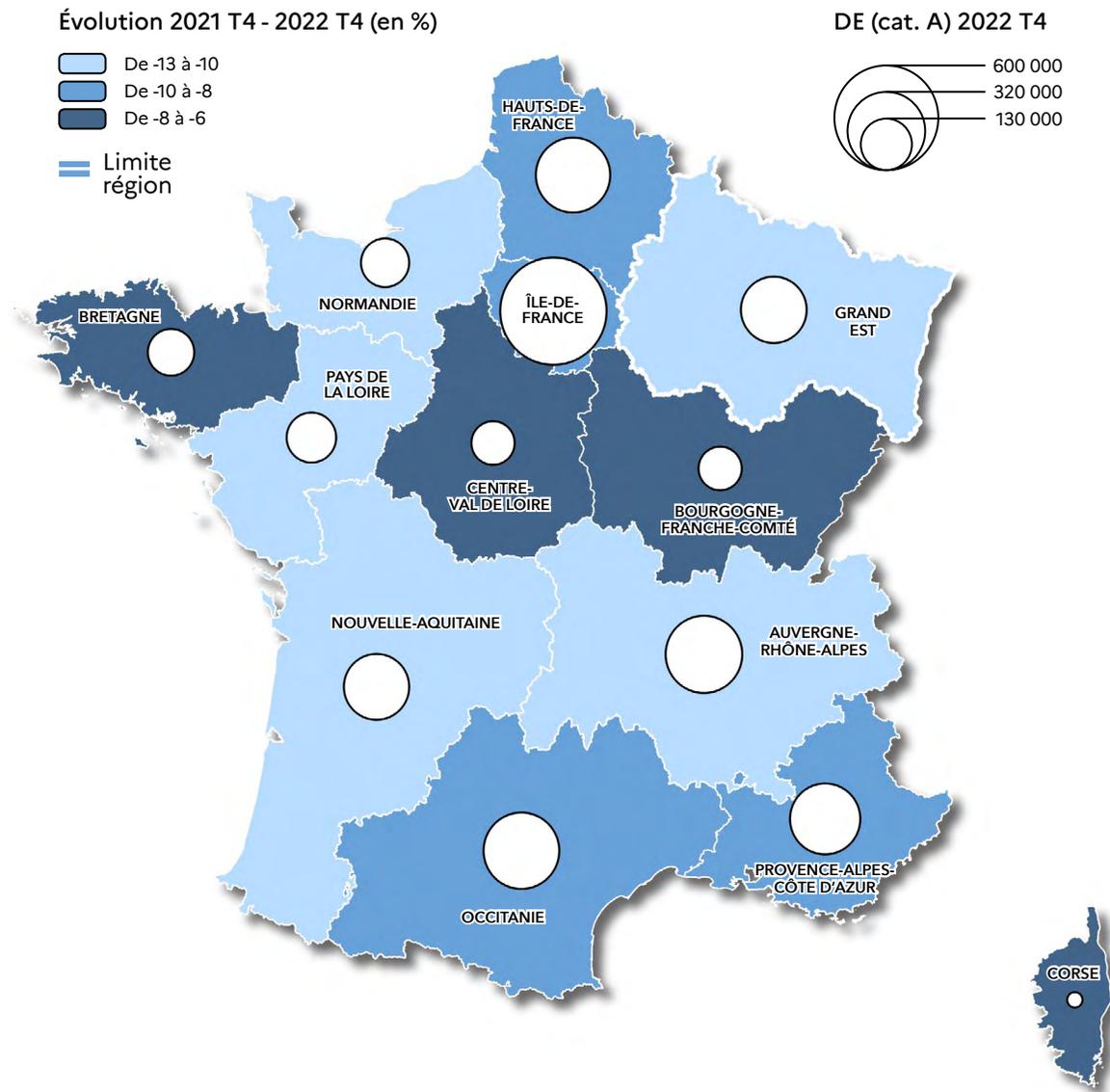
Par rapport à l'avant crise sanitaire, c'est-à-dire sur trois ans, les replis s'établissent à -14,5 % en catégorie A et -6,5 % en catégories A, B, C dans la région. Toutes les strates de la population en bénéficient. Les hommes bénéficient d'une baisse un peu plus marquée (-15,6 %, contre -13,3 % pour les femmes), et par âge, ce sont les jeunes qui bénéficient du recul le plus prononcé : -19,9 % pour les moins de 25 ans en catégorie A. La demande d'emploi est en baisse de 15,2 % pour les 25-49 ans et le repli est de 10,4 % pour les séniors. Le fort développement de l'apprentissage ces dernières années, ainsi que d'autres politiques d'emploi à destination des jeunes contribuent à la baisse sensible de leur demande d'emploi. La demande d'emploi de longue durée (au moins un an d'ancienneté d'inscription à Pôle emploi, en catégories A, B, C) se réduit aussi significativement sur trois ans : -10,8 % par rapport à fin 2019.

La progression de l'emploi salarié contribue à faire refluer le taux de chômage dans le Grand Est, qui s'établit, comme en France métropolitaine, à 7,0 % de la population active à fin 2022, son plus bas niveau depuis quatorze ans. Le taux de chômage des 15-24 ans est celui qui se rétracte le plus (-9,3 points depuis le pic atteint en 2013), passant de 26,8 % en 2013 à 17,1 % en 2022.

Le Grand Est fait partie des 5 régions de Métropole où le nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A baisse d'au moins 10 % sur un an à fin 2022

ÉVOLUTION DE LA DEMANDE D'EMPLOI (CATÉGORIE A) 2021-2022 SELON LES RÉGIONS

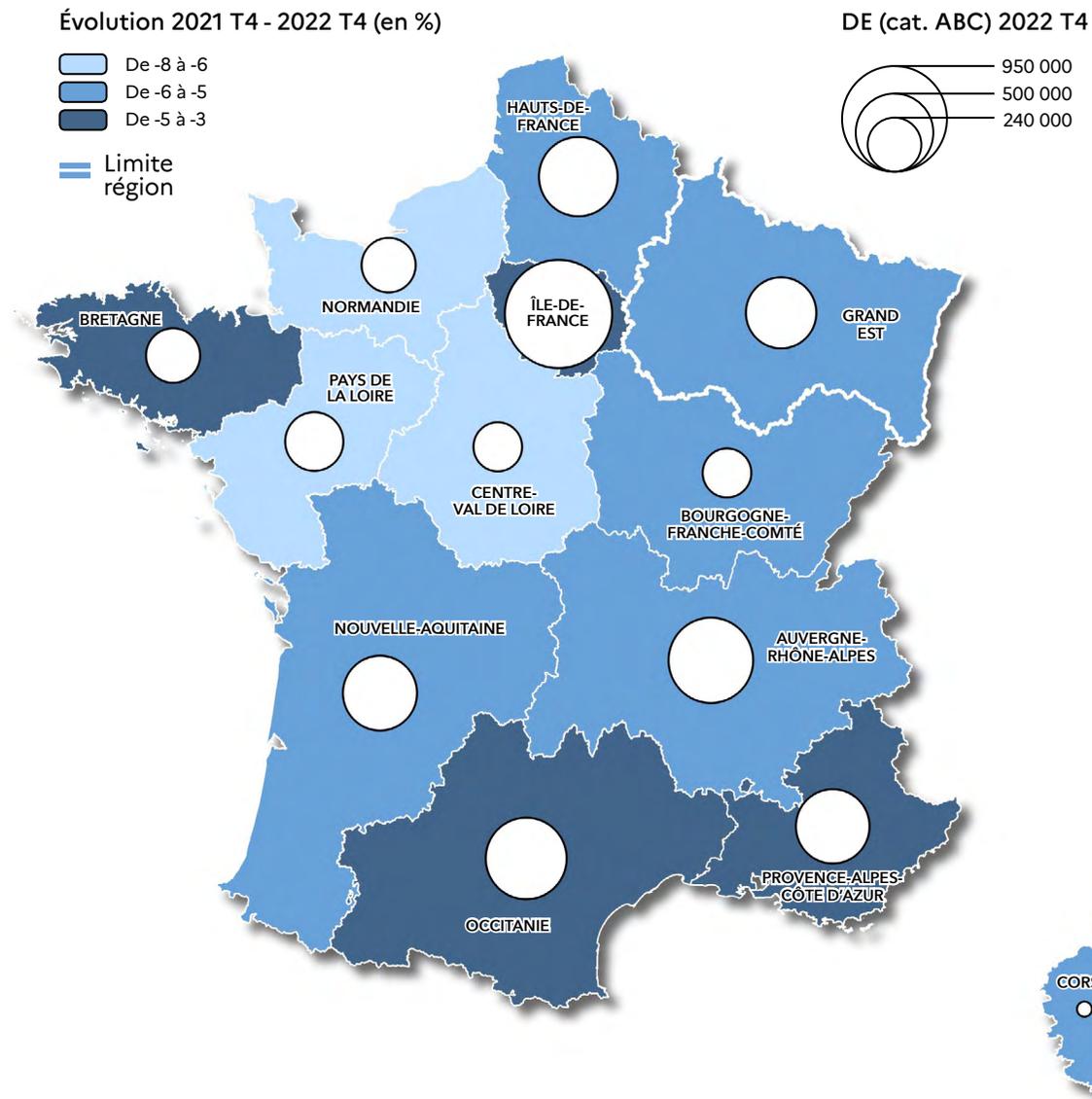
	DE (cat. A) 4 ^e trim. 2021	DE (cat. A) 4 ^e trim. 2022	Évol. (en %)
Île-de-France	663 140	603 410	-9,0
Auvergne-Rhône-Alpes	351 830	314 510	-10,6
Occitanie	335 590	307 050	-8,5
Hauts-de-France	323 990	295 040	-8,9
Provence-Alpes-Côte d'Azur	289 950	264 250	-8,9
Grand Est	259 640	233 510	-10,1
Nouvelle-Aquitaine	255 180	229 460	-10,1
Pays de la Loire	148 800	131 360	-11,7
Normandie	143 370	125 040	-12,8
Bretagne	126 360	116 530	-7,8
Bourgogne-Franche-Comté	108 160	100 690	-6,9
Centre-Val de Loire	107 870	100 590	-6,7
Corse	13 580	12 590	-7,3
France métropolitaine	3 127 500	2 834 000	-9,4



Source : Statistiques du marché du travail (STMT) - Pôle emploi, Dares - données CVSCJO (4^e trimestre 2022)

ÉVOLUTION DE LA DEMANDE D'EMPLOI (CATÉGORIES ABC) 2021-2022 SELON LES RÉGIONS

	DE (cat. ABC) 4 ^e trim. 2021	DE (cat. ABC) 4 ^e trim. 2022	Évol. (en %)
Île-de-France	997 320	955 150	-4,2
Auvergne-Rhône-Alpes	627 080	592 430	-5,5
Occitanie	569 180	547 390	-3,8
Hauts-de-France	546 070	513 650	-5,9
Nouvelle-Aquitaine	482 790	455 960	-5,6
Provence-Alpes-Côte d'Azur	474 670	453 270	-4,5
Grand Est	440 770	414 730	-5,9
Pays de la Loire	301 550	281 100	-6,8
Normandie	262 930	243 640	-7,3
Bretagne	252 500	242 980	-3,8
Bourgogne-Franche-Comté	210 220	197 760	-5,9
Centre-Val de Loire	209 160	196 370	-6,1
Corse	20 010	18 930	-5,4
France métropolitaine	5 394 200	5 113 400	-5,2



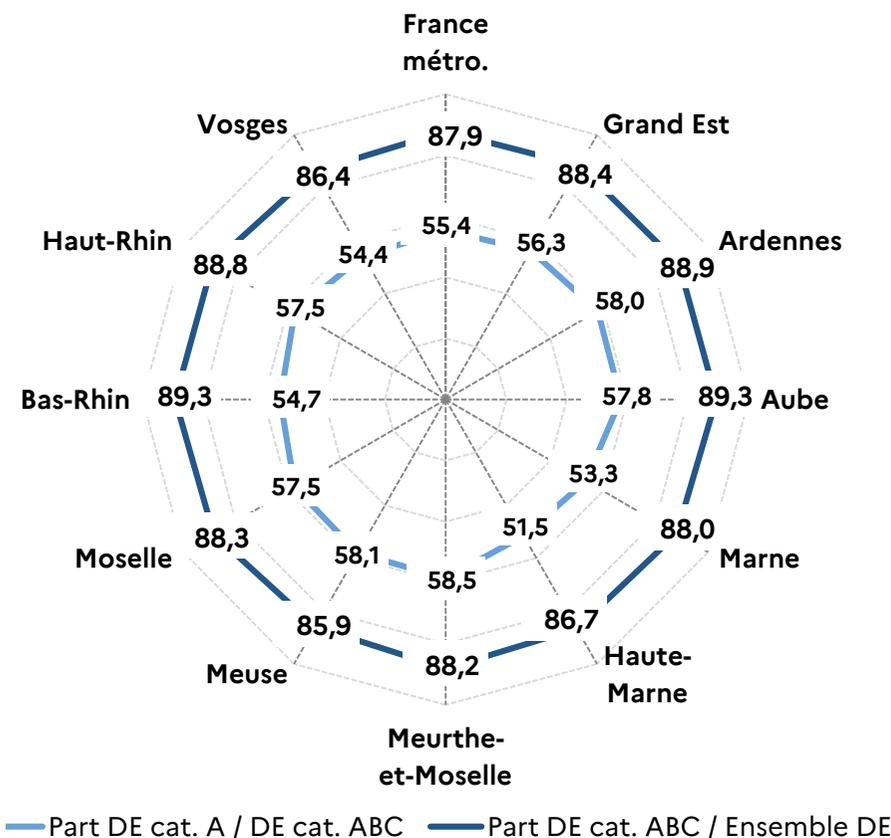
Source : STMT - Pôle emploi, Dares - données CVSCJO (4^e trimestre 2022)

233 510 demandeurs d'emploi de catégorie A dans la région, et 414 730 en catégories ABC ; une part des demandeurs d'emploi de catégorie A moins élevée dans la Marne et en Haute-Marne

RÉPARTITION DES DEMANDEURS D'EMPLOI SELON LES CATÉGORIES

	Cat. A	Cat. B	Cat. C	Cat. ABC	Cat. D	Cat. E	Ensemble
Ardennes	13 720	3 410	6 510	23 640	1 570	1 390	26 600
Aube	16 060	4 160	7 560	27 780	1 740	1 570	31 100
Marne	23 500	7 280	13 270	44 040	2 900	3 090	50 030
Haute-Marne	5 990	1 930	3 700	11 620	810	980	13 410
Meurthe-et-Moselle	29 730	6 990	14 080	50 800	3 530	3 280	57 610
Meuse	7 420	1 830	3 530	12 780	960	1 130	14 870
Moselle	44 920	11 380	21 860	78 170	4 940	5 400	88 510
Bas-Rhin	44 870	12 780	24 450	82 090	5 480	4 410	91 980
Haut-Rhin	32 280	8 240	15 640	56 160	3 750	3 290	63 210
Vosges	15 030	4 070	8 550	27 650	1 880	2 470	32 010
Grand Est	233 510	62 070	119 140	414 730	27 570	27 030	469 330
France métro.	2 834 000	789 300	1 490 100	5 113 400	343 300	363 600	5 820 300

PART DE DEMANDEURS D'EMPLOI SELON LES CATÉGORIES (EN %)

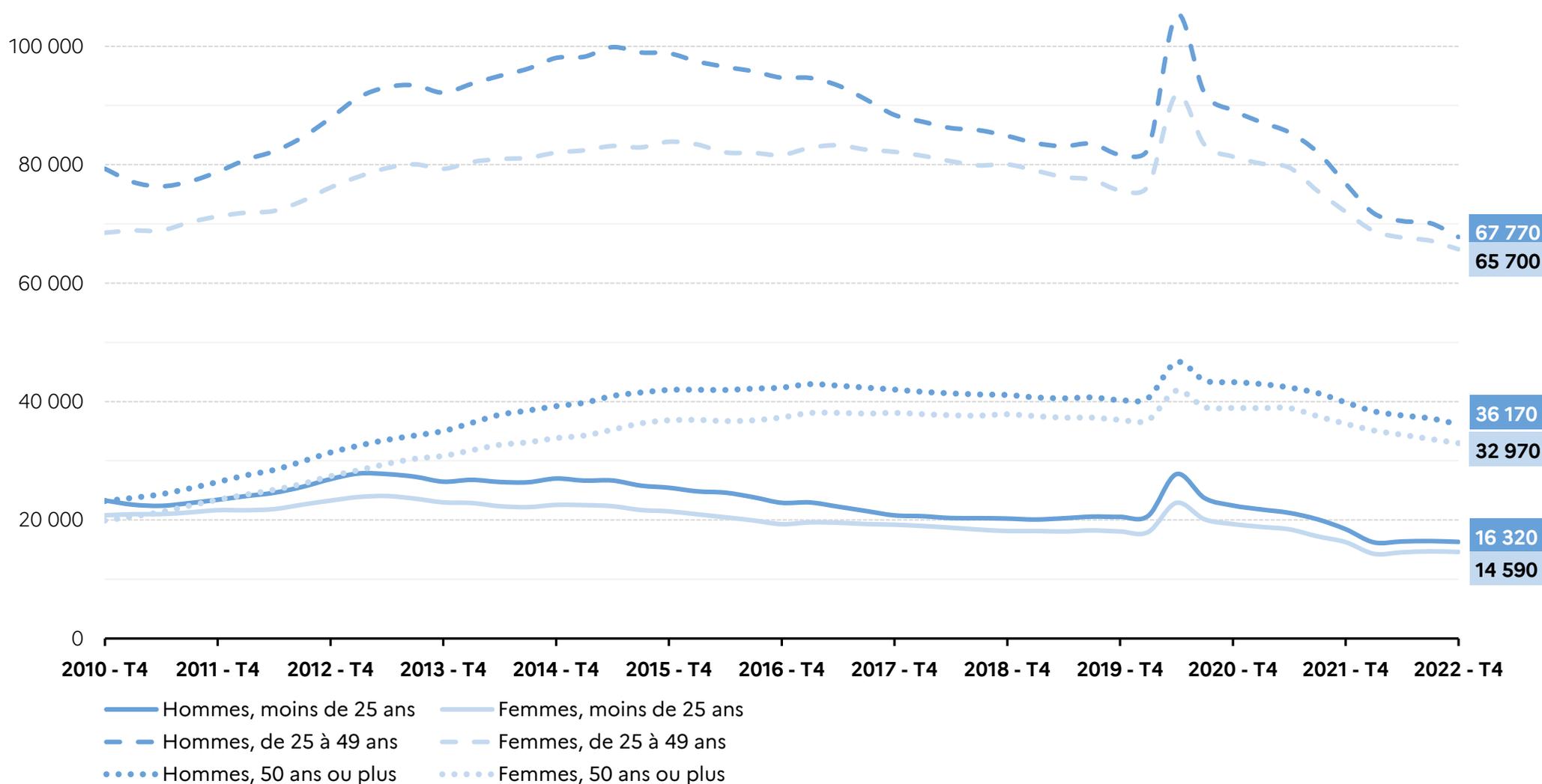


Cat. A : inscrits tenus de rechercher un emploi, sans emploi
Cat. B : inscrits tenus de rechercher un emploi, en activité réduite courte (<= 78 heures)
Cat. C : inscrits tenus de rechercher un emploi, en activité réduite longue (>= 79 heures)
Cat. D : inscrits non tenus de rechercher un emploi, sans emploi
Cat. E : inscrits non tenus de rechercher un emploi, en emploi

Source : STMT - Pôle emploi, Dares - données CVSCJO (4^e trimestre 2022)

En catégorie A, sur huit ans, toutes les tranches d'âge bénéficient d'une baisse de leur effectif à fin 2022

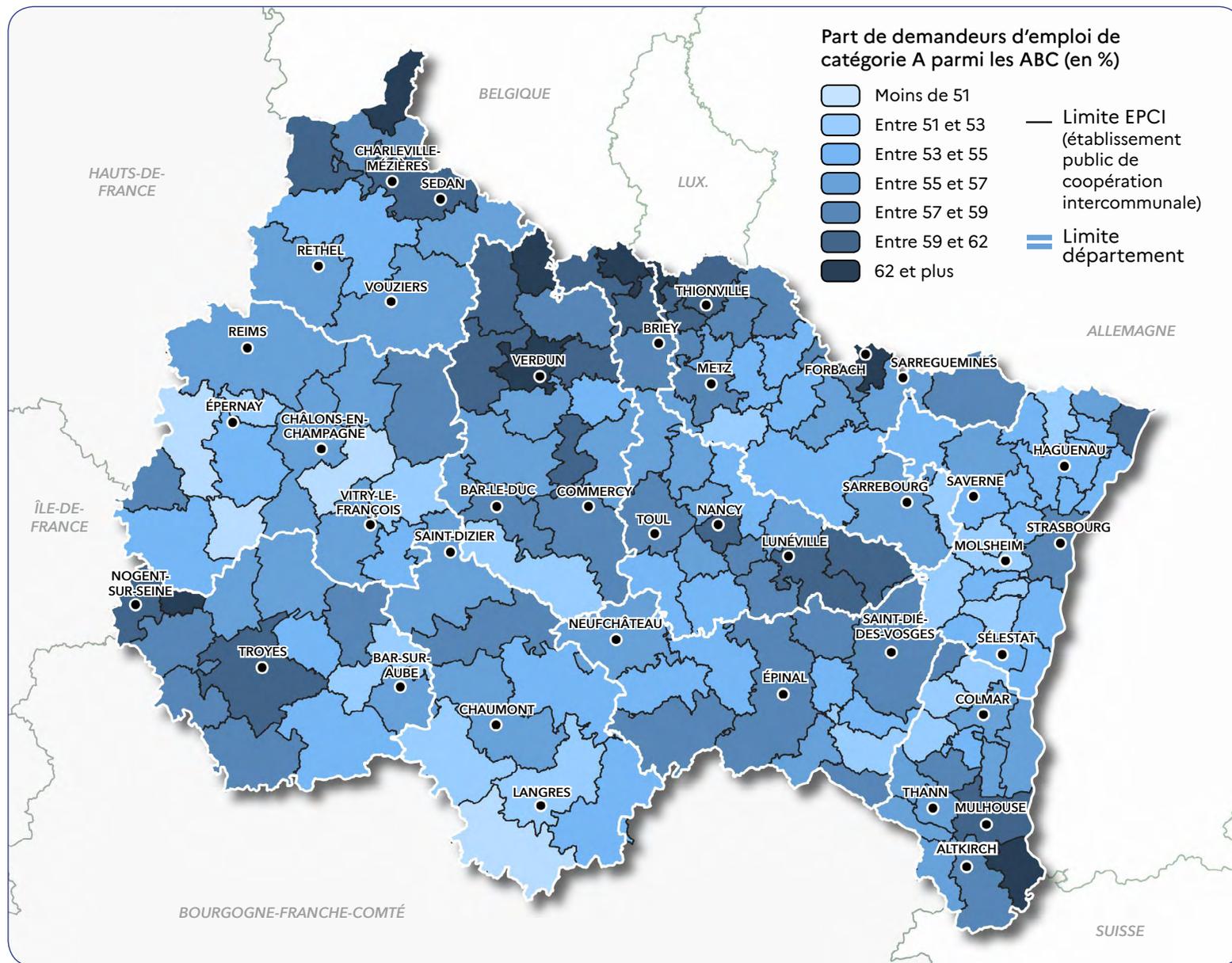
ÉVOLUTION DE LA DEMANDE D'EMPLOI SELON LA TRANCHE D'ÂGE ET LE SEXE



Source : STMT - Pôle emploi, Dares - données CVSCJO (4^e trimestre 2022) Champ : demandeurs d'emploi inscrits en catégorie A

Une part de demandeurs d'emploi de catégorie A plus importante dans les villes et les territoires frontaliers

**DEMANDEURS D'EMPLOI
CAT. A / CAT. ABC PAR EPCI**



Source : STMT - Pôle emploi, Dares données brutes
Champ : demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi à fin décembre 2022

Baisse de 13 % du nombre des demandeurs d'emploi du Grand Est inscrits à Pôle emploi depuis plus d'un an, et de 20 % pour ceux inscrits entre 2 et 3 ans

RÉPARTITION DES DEMANDEURS D'EMPLOI SELON L'ANCIENNETÉ D'INSCRIPTION

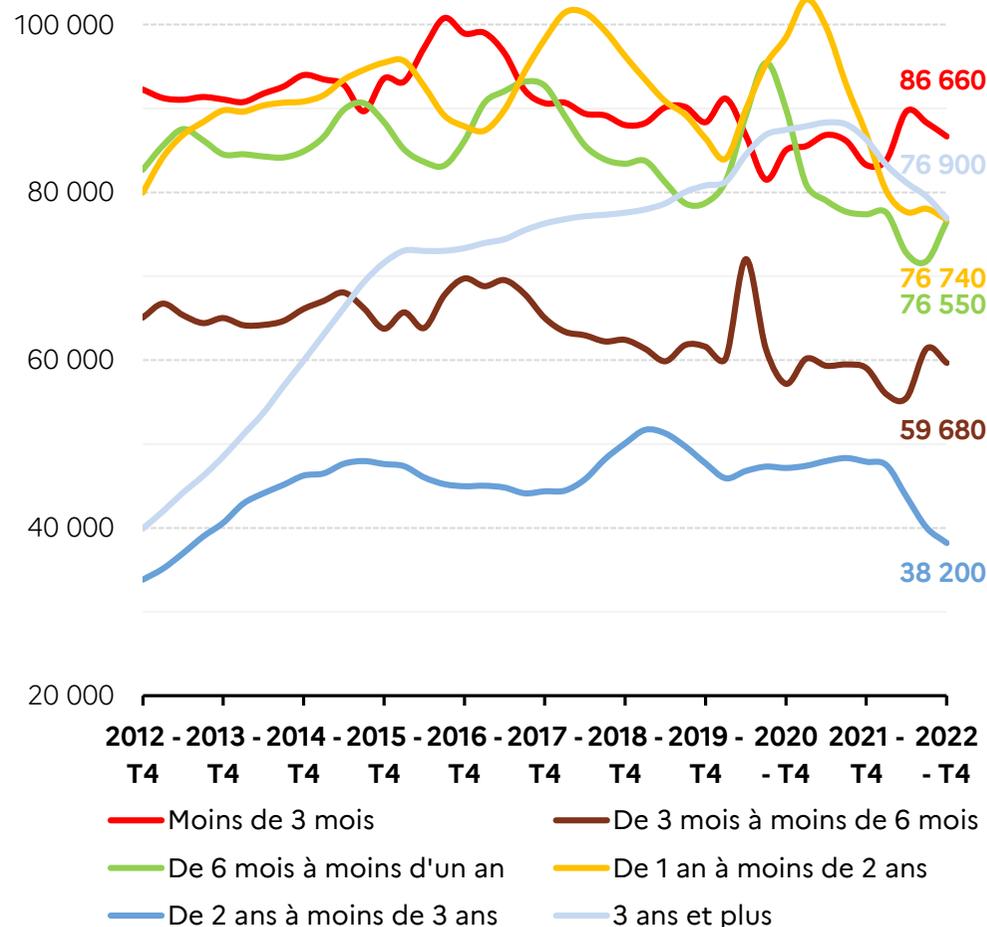
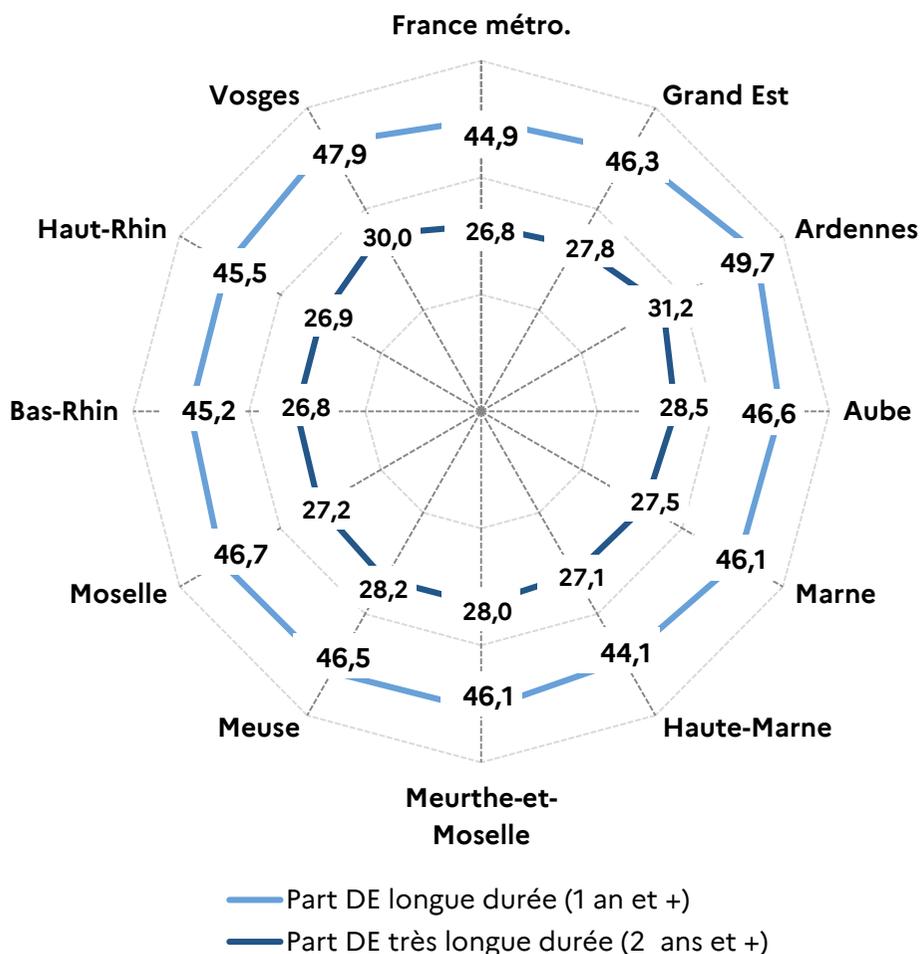
	MOINS D'UN AN		ENTRE 1 ET 2 ANS		ENTRE 2 ET 3 ANS		3 ANS ET PLUS		ENSEMBLE	
	Effectif	Évolution sur 1 an (en %)	Effectif	Évolution sur 1 an (en %)	Effectif	Évolution sur 1 an (en %)	Effectif	Évolution sur 1 an (en %)	Effectif	Évolution sur 1 an (en %)
Ardennes	11 880	3,7	4 380	-3,7	2 160	-25,8	5 210	-8,6	23 630	-4,0
Aube	14 840	3,3	5 030	-9,9	2 530	-20,2	5 380	-11,7	27 780	-4,9
Marne	23 720	2,2	8 190	-7,6	3 910	-19,5	8 220	-9,4	44 040	-4,3
Haute-Marne	6 490	5,4	1 980	-13,5	970	-28,1	2 180	-12,4	11 620	-5,5
Meurthe-et-Moselle	27 400	2,9	9 160	-12,1	4 490	-22,0	9 740	-12,9	50 790	-5,9
Meuse	6 840	2,7	2 340	-10,3	1 180	-19,2	2 420	-13,9	12 780	-5,6
Moselle	41 690	-2,8	15 180	-10,8	7 450	-17,6	13 850	-10,5	78 170	-7,4
Bas-Rhin	45 010	2,3	15 080	-13,5	7 550	-17,8	14 450	-10,0	82 090	-5,3
Haut-Rhin	30 630	-0,2	10 440	-17,3	5 420	-21,2	9 680	-10,4	56 170	-7,9
Vosges	14 400	5,7	4 950	-10,3	2 540	-22,6	5 760	-13,1	27 650	-4,8
Grand Est	222 890	1,5	76 740	-11,7	38 200	-20,2	76 900	-10,9	414 730	-5,9
France métropolitaine	2 817 600	2,9	926 200	-11,8	447 300	-22,8	922 400	-10,1	5 113 500	-5,2

Source : STMT - Pôle emploi, Dares - données CVSCJO (4^e trimestre 2022) Champ : demandeurs d'emploi inscrits en catégorie ABC

La Haute-Marne, le Bas-Rhin et le Haut-Rhin présentent une part de la demande d'emploi de longue durée plus faible que celle du Grand Est

PART DE LA DEMANDE D'EMPLOI SELON L'ANCIENNETÉ D'INSCRIPTION

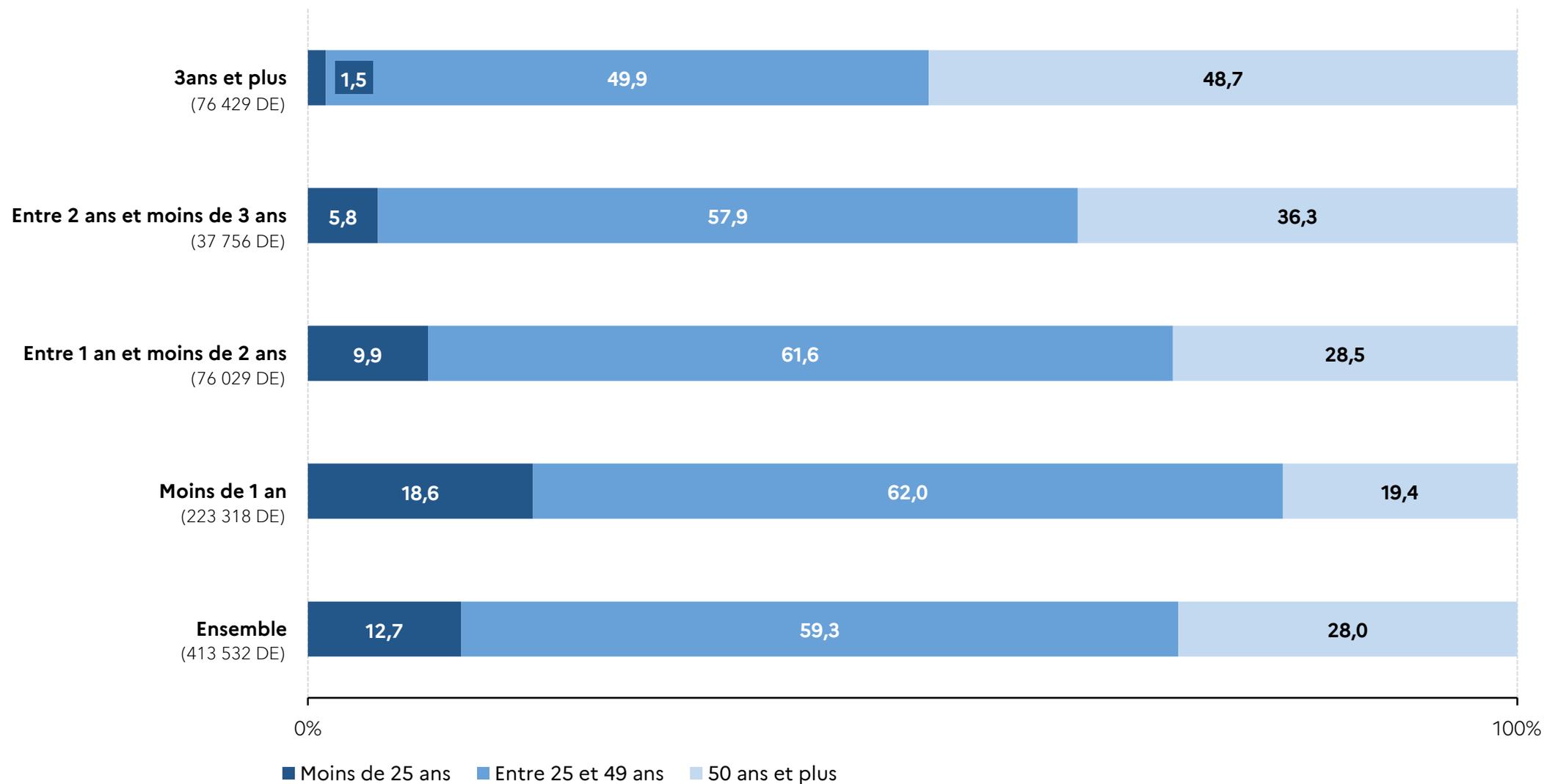
ÉVOLUTION DE LA DEMANDE D'EMPLOI SELON L'ANCIENNETÉ D'INSCRIPTION



Source : STMT - Pôle emploi, Dares - données CVSCJO (4^e trimestre 2022) Champ : demandeurs d'emploi inscrits en catégorie ABC

Les seniors représentent près de la moitié des demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi depuis au moins 3 ans

RÉPARTITION DES DEMANDEURS D'EMPLOI SELON L'ANCIENNETÉ D'INSCRIPTION ET LA TRANCHE D'ÂGE (EN %)



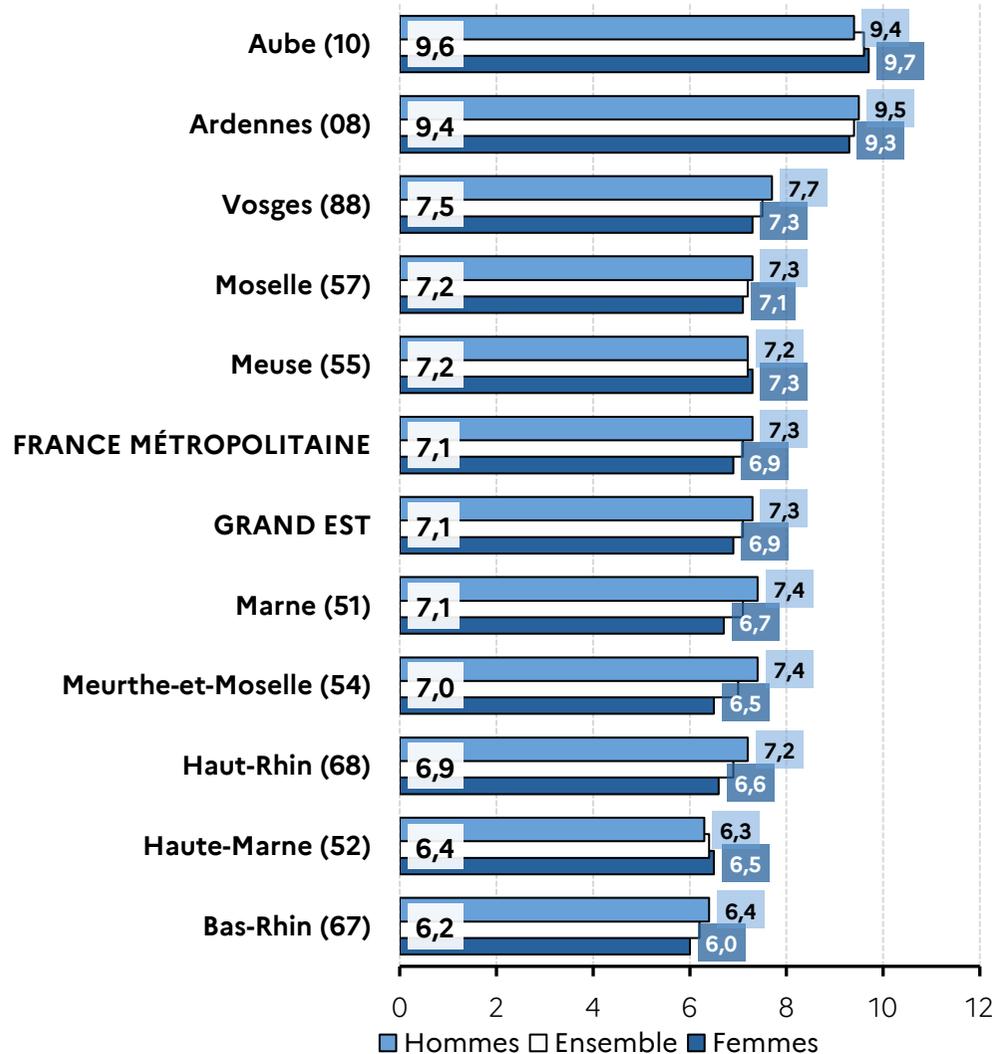
Source : STMT - Pôle emploi, Dares - données brutes Champ : demandeurs d'emploi inscrits en catégorie ABC, à fin décembre 2022

Un taux de chômage féminin peu élevé dans le Bas-Rhin et demeurant élevés chez les jeunes actifs dans l'Aube et les Ardennes en 2022

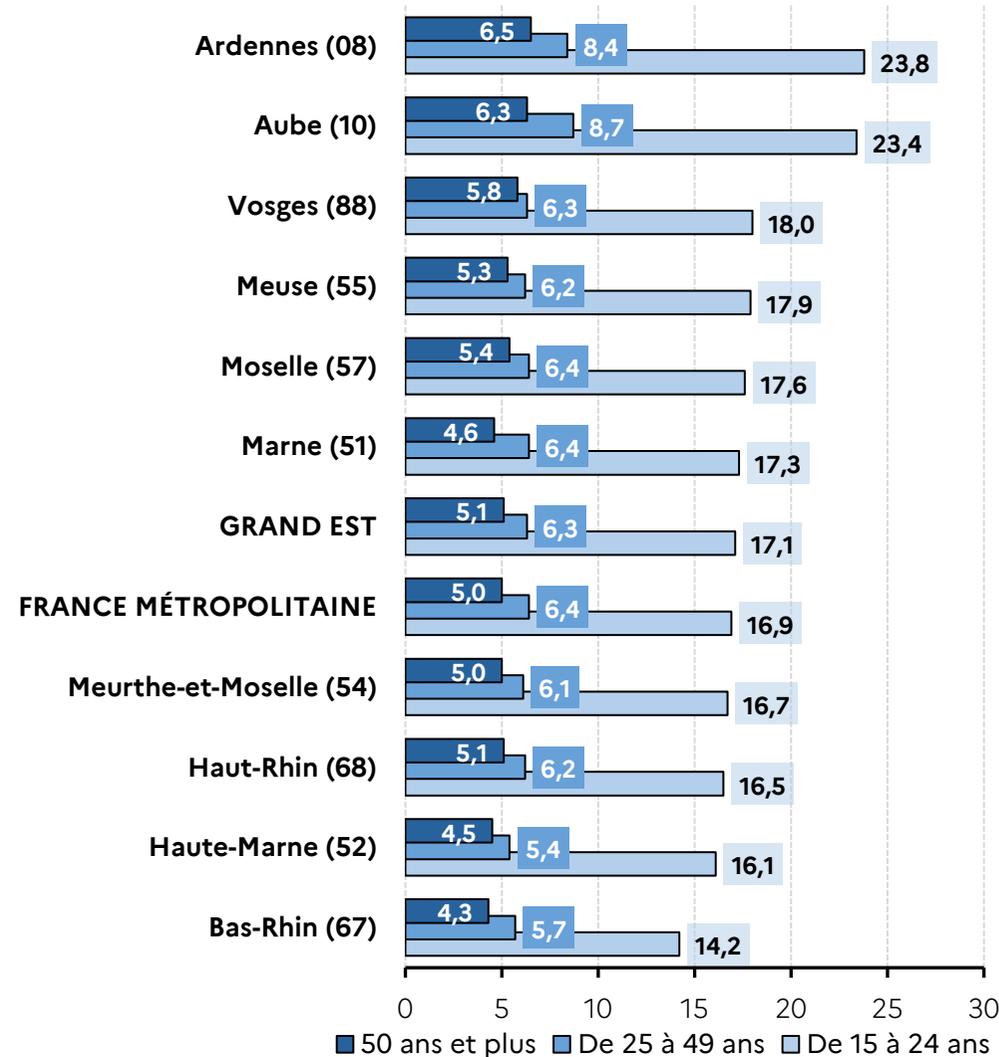
TAUX DE CHÔMAGE ANNUEL MOYEN

ANNÉE 2022

SELON LE SEXE (EN %)



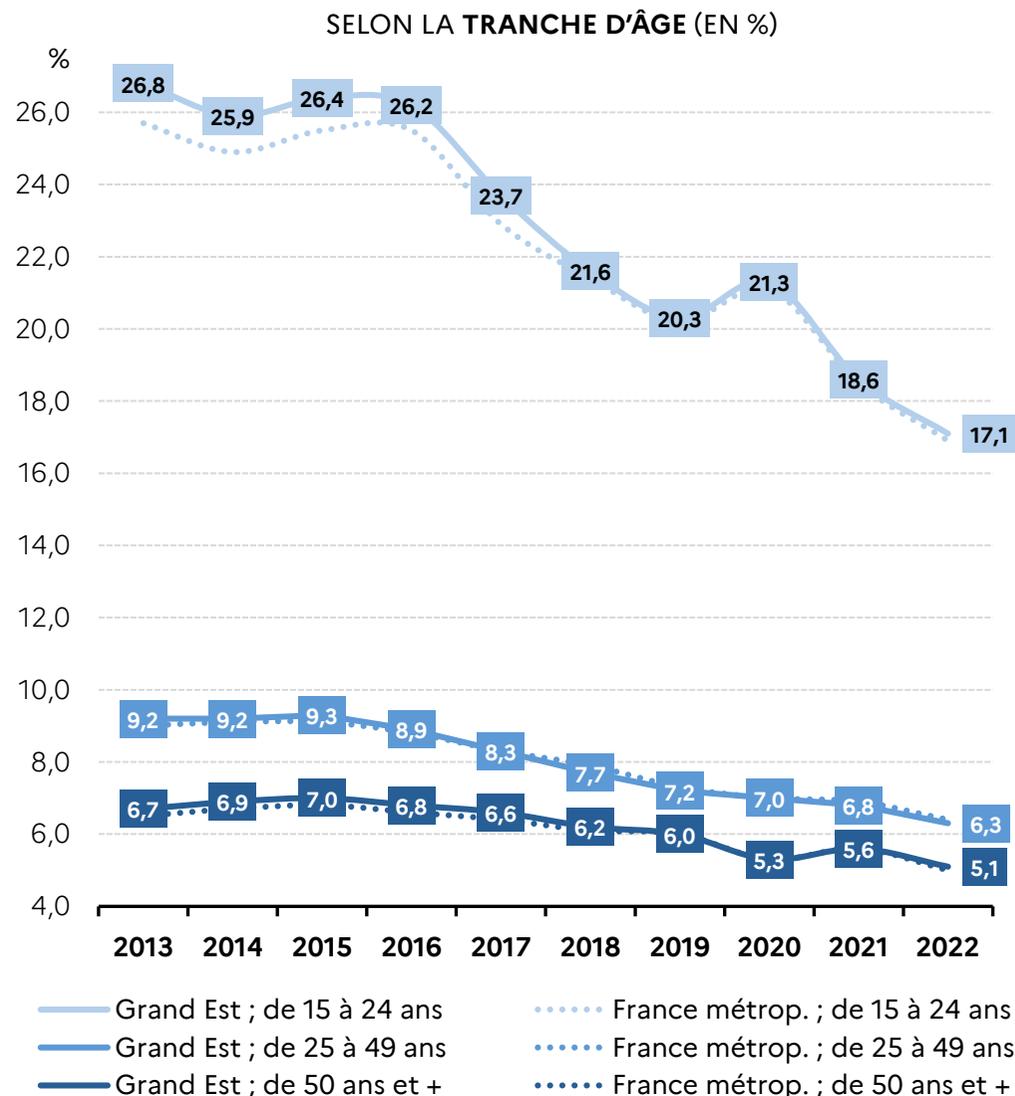
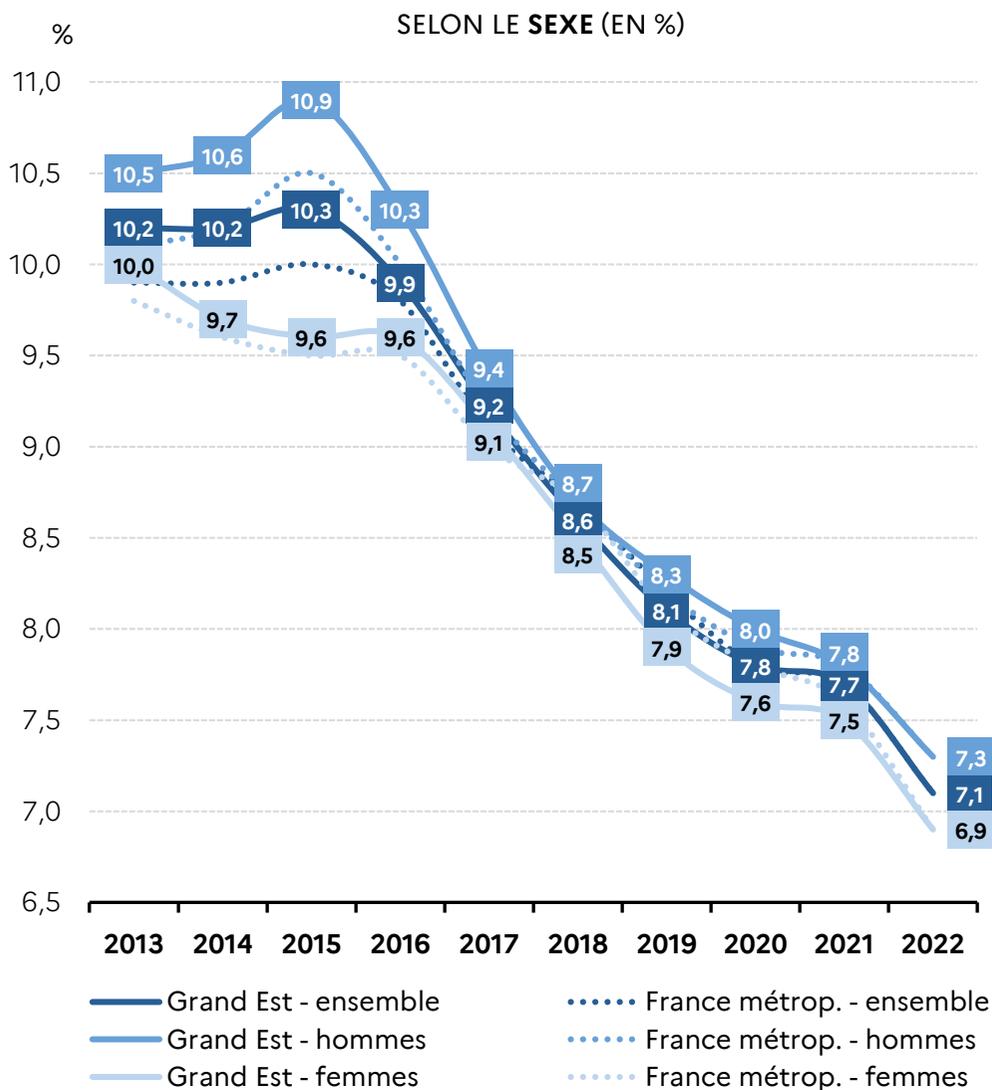
SELON LA TRANCHE D'ÂGE (EN %)



Source : Insee, taux de chômage, enquête emploi Champ : personnes âgées de 15 ans ou plus

Une baisse des taux de chômage depuis 2015 légèrement plus forte dans le Grand Est qu'en France métropolitaine
Les 15-24 ans bénéficient de la plus forte baisse des taux de chômage par âge depuis 2015 (-9,3 points)

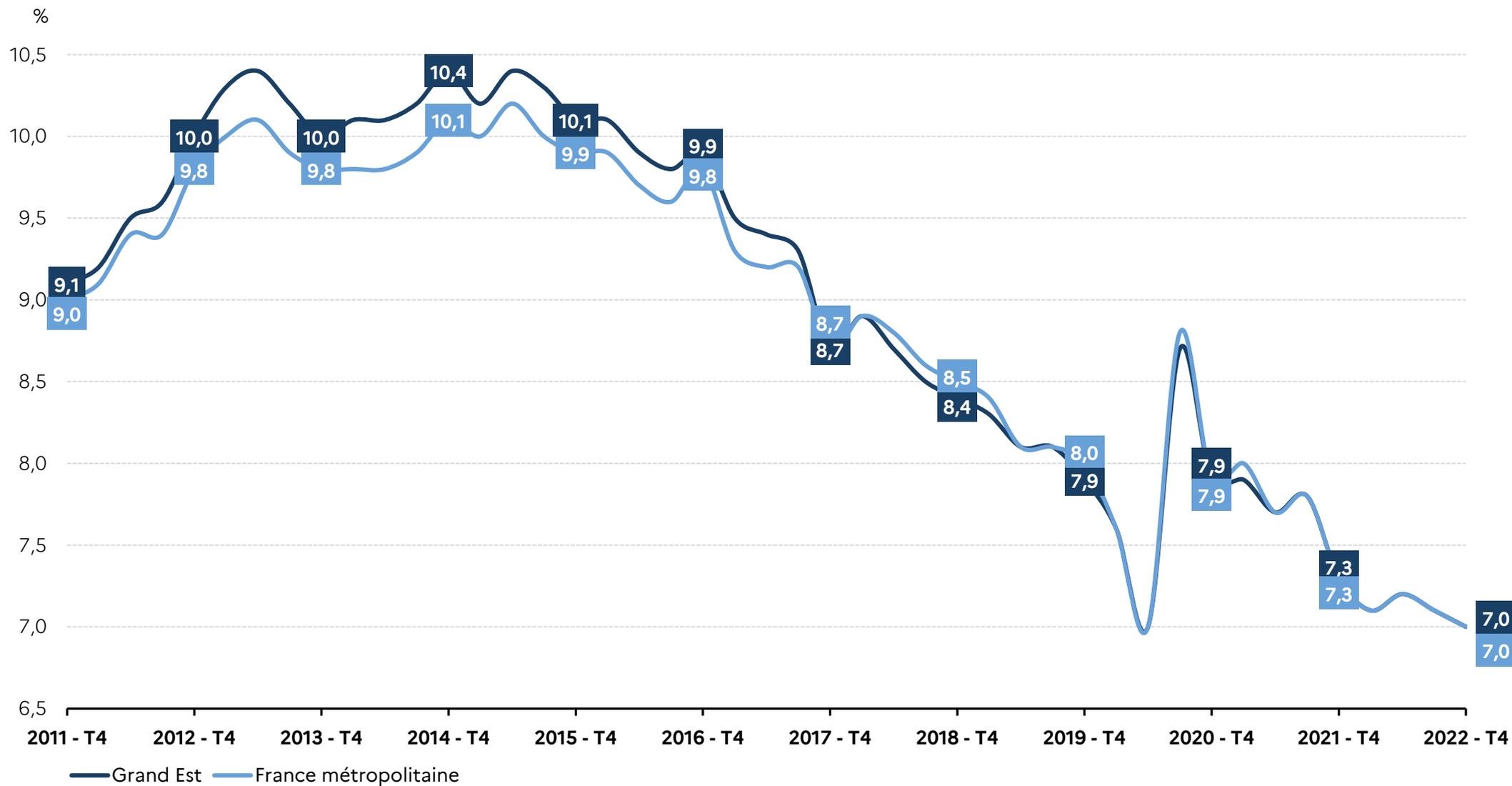
ÉVOLUTION 2013-2022 DU TAUX DE CHÔMAGE ANNUEL MOYEN



Source : Insee, taux de chômage, enquête emploi Champ : personnes âgées de 15 ans ou plus

Un taux de chômage au plus bas depuis 2008

ÉVOLUTION DU TAUX DE CHÔMAGE



Source : Insee, taux de chômage trimestriels

PAUVRETÉ - PRÉCARITÉ

Avec un niveau de vie médian de 22 300 € en 2020, le Grand Est se situe au 5^e rang des régions les plus riches de France métropolitaine. Le niveau de vie médian dans la région est légèrement inférieur au niveau de vie médian en France métropolitaine. Dans les deux départements de la Collectivité européenne d'Alsace, ce niveau de vie médian dépasse 23 000 €, tandis qu'il est inférieur à 20 500 € dans les Ardennes.

Après transferts, impôts et prestations sociales, en 2020, un habitant du Grand Est sur deux vit avec moins de 1 860 € par mois, à peine moins qu'au niveau national (1 870 €). Cette même année, 14,5 % des habitants de la région vivaient sous le seuil de pauvreté (14,4 % au national). Au niveau départemental, ce taux varie de 18,3 % pour les Ardennes à 13,2 % pour le Bas-Rhin et le Haut-Rhin. Le taux de pauvreté est variable suivant les catégories. Ainsi, il s'élève à 24,2 % pour les ménages dont le référent fiscal a moins de 30 ans ou dépasse 30 % pour les familles monoparentales.

En 2018, près de 390 000 personnes habitent dans l'un des 116 quartiers politique de la ville (QPV), soit 6,9 % de la population. Cette part varie suivant les départements, et notamment en fonction de leur aspect plus ou moins rural. Ainsi, la population habitant en QPV dépasse 8 % dans le Haut-Rhin et la Marne, alors qu'elle est inférieure à 4 % dans les Vosges et la Meuse.

L'ensemble des départements du Grand Est affiche un taux de pauvreté en QPV supérieur à la moyenne des taux de pauvreté dans l'ensemble des QPV de France. Le taux de pauvreté en QPV est plus élevé dans l'Aube, les Ardennes, les Vosges et la Marne. Au total, près d'un tiers des QPV dans le Grand Est affiche un taux de pauvreté supérieur à 50 %, tandis qu'au niveau national, 21 % des QPV sont dans ce cas. Cette pauvreté accrue des QPV du Grand Est, par rapport à ceux de la France métropolitaine se retrouve dans le taux d'emploi au sein des QPV : celui-ci est inférieur dans le Grand Est, tant pour les hommes que pour les femmes.

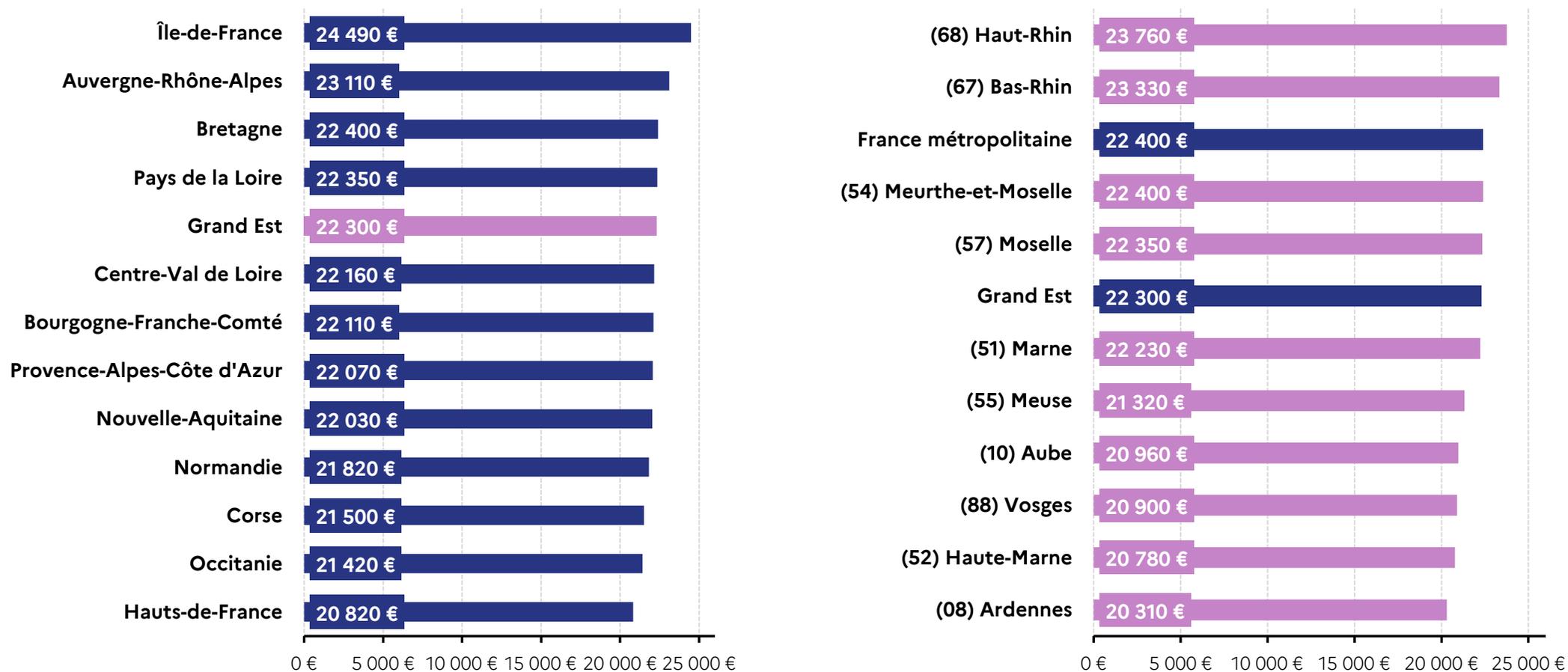
Des niveaux de vie médians plus faibles dans l'Aube, en Haute-Marne, Vosges et dans les Ardennes

NIVEAU DE VIE

Le **niveau de vie** est égal au revenu disponible du ménage divisé par le nombre d'unités de consommation (UC). Le niveau de vie est donc le même pour tous les individus d'un même ménage. Le niveau de vie correspond à ce qu'Eurostat nomme « revenu disponible équivalent ».

Les **unités de consommation** sont généralement calculées selon l'échelle d'équivalence dite de l'OCDE modifiée qui attribue 1 UC au premier adulte du ménage, 0,5 UC aux autres personnes de 14 ans ou plus et 0,3 UC aux enfants de moins de 14 ans.

REVENUS DÉCLARÉS PAR UNITÉ DE CONSOMMATION (MÉDIANE)

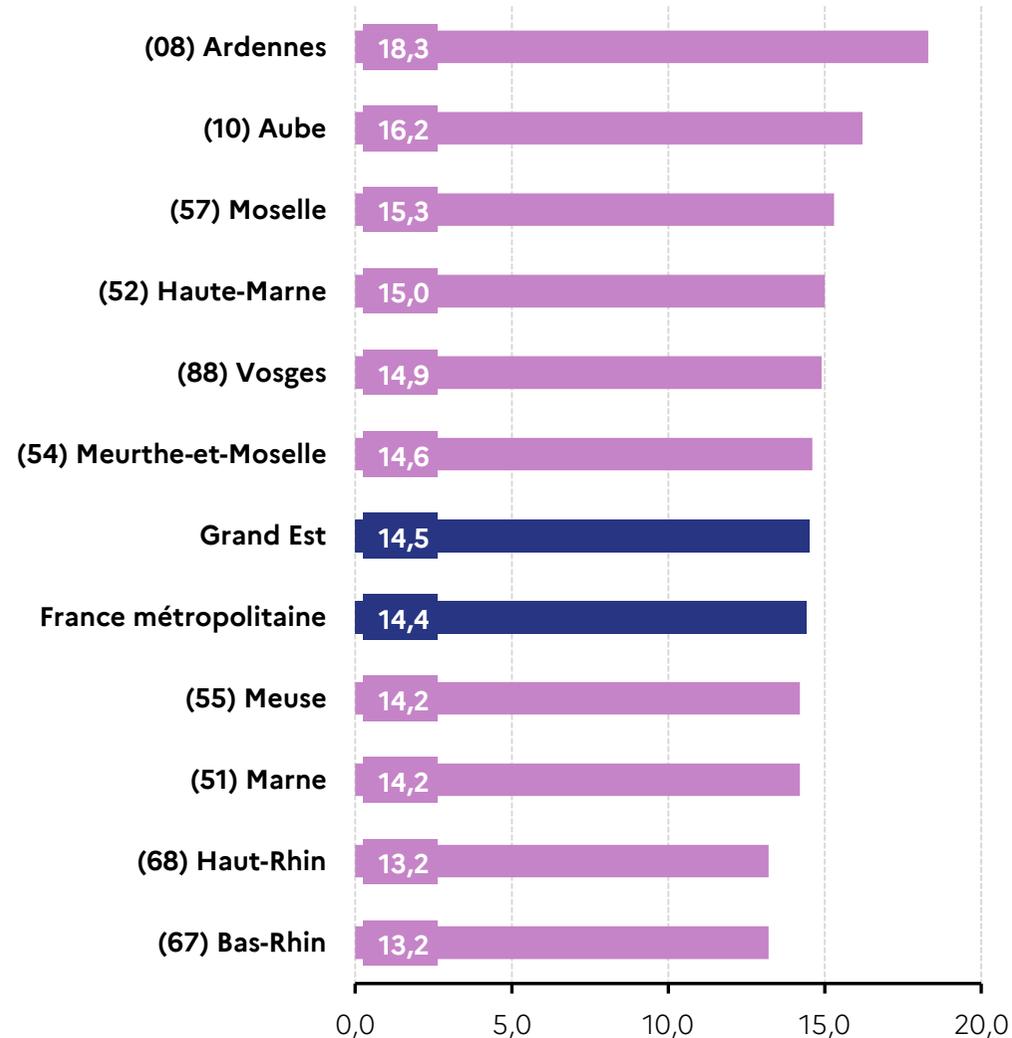
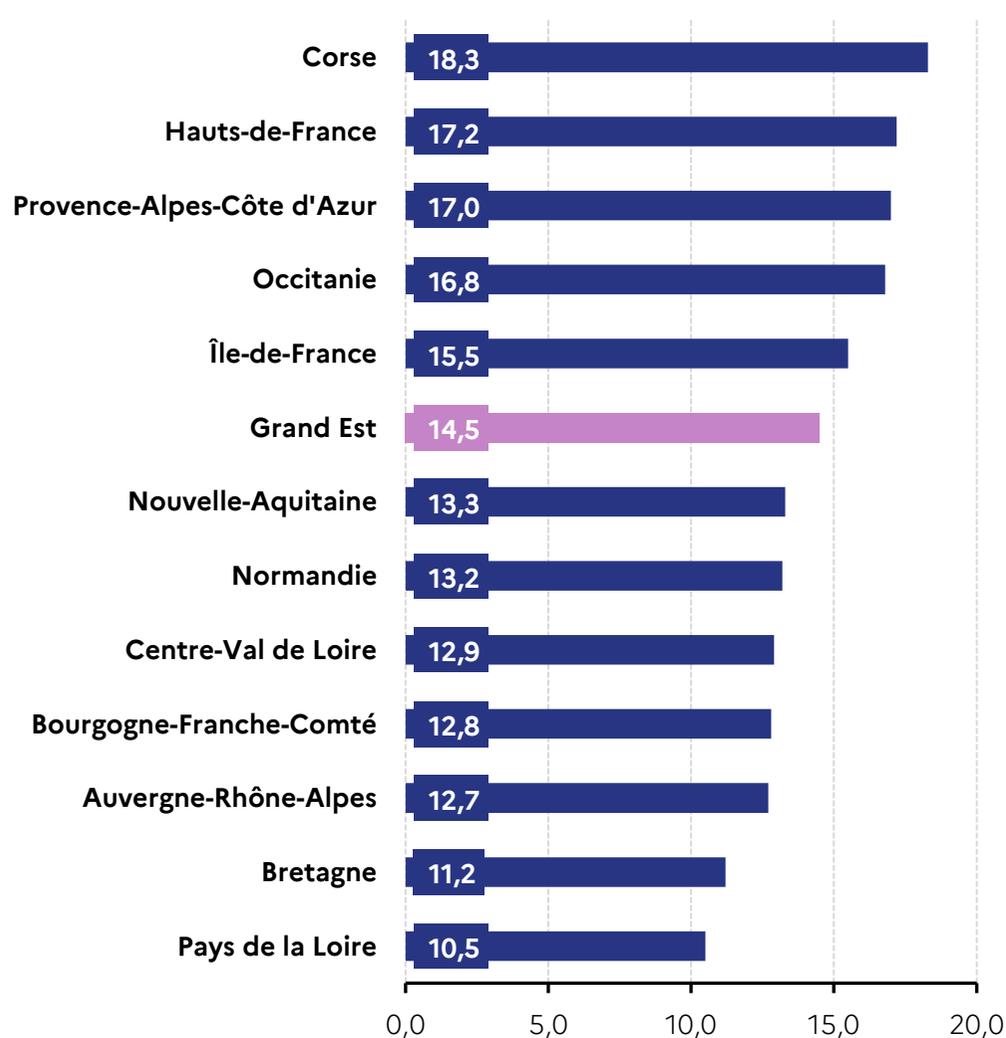


Sources : Insee - DGFIP - Cnaf - Cnav - CCMSA, fichier localisé social et fiscal - Année 2020

Plus de 18 % des ardennais vivent sous le seuil de pauvreté contre 13,2 % des alsaciens

TAUX DE PAUVRETÉ À 60 %

Le seuil de pauvreté est fixé par convention à 60 % du niveau de vie médian de la population. Il correspond à un revenu disponible de 1 102 euros par mois pour une personne vivant seule et de 2 314 euros pour un couple avec deux enfants âgés de moins de 14 ans.



Sources : Insee - DGFIP - Cnaf - Cnav - CCMSA, fichier localisé social et fiscal - Année 2020

Les ménages les plus jeunes et les familles monoparentales sont plus souvent pauvres dans le Grand Est que dans le reste de la France

TAUX DE PAUVRETÉ À 60 % SELON LE TYPE DE MÉNAGE

	Ensemble des ménages	Ménages dont le référent fiscal a moins de 30 ans	Ménages dont le référent fiscal a 75 ans ou plus	Familles mono-parentales
Île-de-France	15,5	19,3	9,6	24,4
Centre-Val de Loire	12,9	21,4	8,0	28,0
Bourgogne-Franche-Comté	12,8	20,6	8,8	27,0
Normandie	13,2	21,7	8,4	30,1
Hauts-de-France	17,2	28,3	10,6	34,5
Grand Est	14,5	24,2	8,8	30,2
Pays de la Loire	10,5	17,5	7,9	26,9
Bretagne	11,2	20,2	8,5	26,9
Nouvelle-Aquitaine	13,3	22,6	10,8	27,2
Occitanie	16,8	27,2	12,6	31,5
Auvergne-Rhône-Alpes	12,7	20,3	8,8	25,7
Provence-Alpes-Côte d'Azur	17,0	24,9	11,7	30,2
Corse	18,3	23,8	18,5	26,9

	Ensemble des ménages	Ménages dont le référent fiscal a moins de 30 ans	Ménages dont le référent fiscal a 75 ans ou plus	Familles mono-parentales
Ardennes	18,3	30,2	12,0	37,6
Aube	16,2	26,5	8,3	35,2
Marne	14,2	25,3	7,6	31,3
Haute-Marne	15,0	22,7	11,1	31,2
Meurthe-et-Moselle	14,6	26,6	8,7	29,6
Meuse	14,2	23,1	11,3	30,8
Moselle	15,3	24,6	10,1	30,2
Bas-Rhin	13,2	21,9	7,6	27,3
Haut-Rhin	13,2	21,2	7,5	27,8
Vosges	14,9	24,0	9,0	31,8
Grand Est	14,5	24,2	8,8	30,2
France métropolitaine	14,4	22,4	9,9	28,2

Sources : Insee - DGFIP - Cnaf - Cnav - CCMSA, fichier localisé social et fiscal - Année 2020

Des indicateurs de pauvreté dans la moyenne nationale

INDICATEURS DE PAUVRETÉ

L'intensité de la pauvreté permet d'apprécier à quel point le niveau de vie de la population pauvre est éloigné du seuil de pauvreté. Comme Eurostat, l'Insee mesure cet indicateur comme l'écart relatif entre le niveau de vie médian de la population pauvre et le seuil de pauvreté. Plus cet indicateur est élevé et plus la pauvreté est dite intense, au sens où le niveau de vie des plus pauvres est très inférieur au seuil de pauvreté. Formellement, il est calculé de la manière suivante : (seuil de pauvreté - niveau de vie médian de la population pauvre) / seuil de pauvreté.

Les rapports interdéciles des revenus sont utilisés pour mettre en évidence les disparités (ou écarts) entre les plus riches et les plus pauvres. Il s'agit ici de comparer les revenus des 10 % des ménages les plus riches aux 10 % des ménages les plus pauvres.

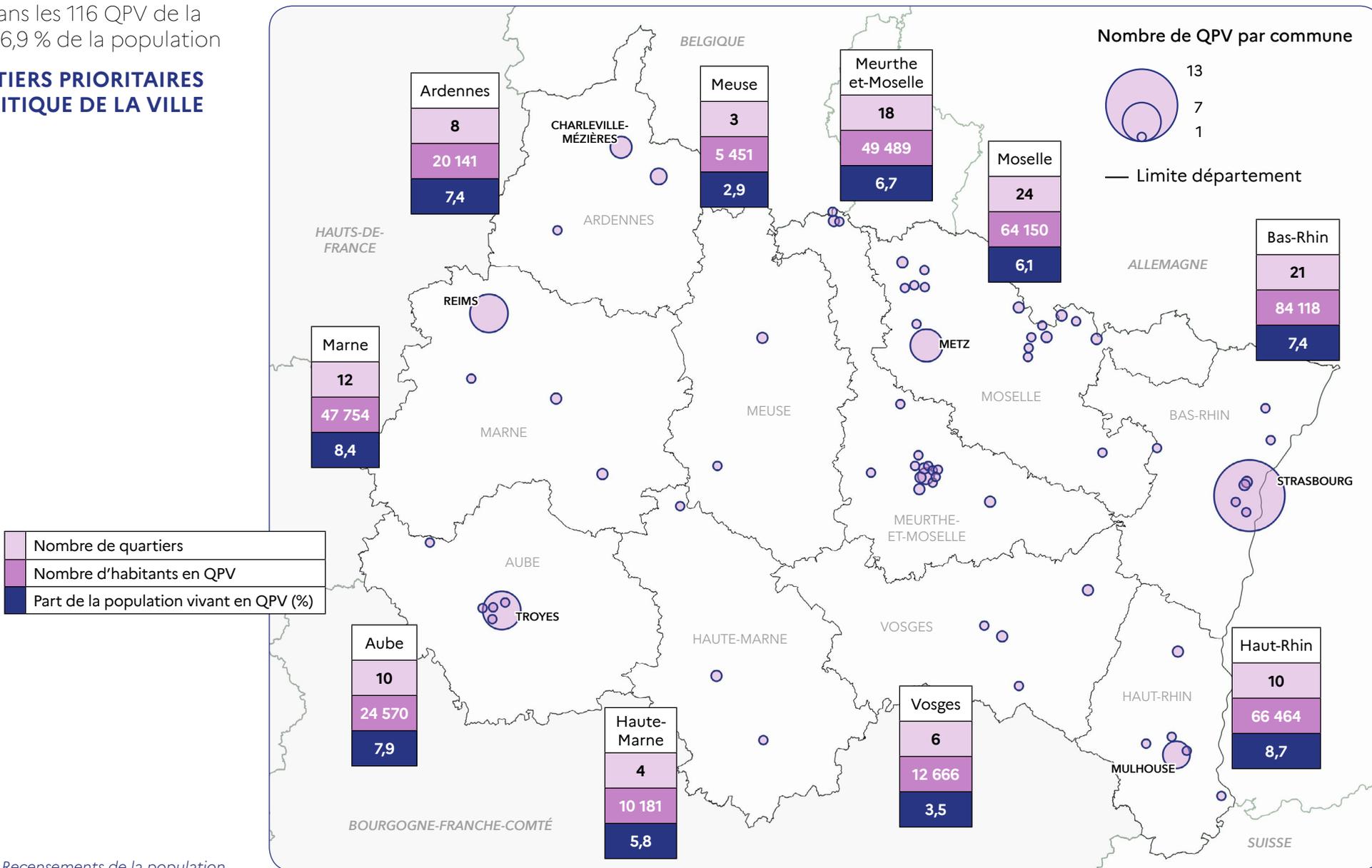
	Intensité de la pauvreté au seuil de 60%	Rapport interdécile 9 ^e décile / 1 ^{er} decile
Île-de-France	0,230	4,3
Centre-Val de Loire	0,189	2,9
Bourgogne-Franche-Comté	0,184	3,0
Normandie	0,185	2,9
Hauts-de-France	0,187	3,1
Grand Est	0,198	3,3
Pays de la Loire	0,179	2,7
Bretagne	0,187	2,8
Nouvelle-Aquitaine	0,191	3,0
Occitanie	0,202	3,3
Auvergne-Rhône-Alpes	0,195	3,3
Provence-Alpes-Côte d'Azur	0,212	3,6
Corse	0,209	3,5

	Intensité de la pauvreté au seuil de 60%	Rapport interdécile 9 ^e décile / 1 ^{er} decile
Ardennes	0,191	3,0
Aube	0,191	3,1
Marne	0,190	3,2
Haute-Marne	0,178	2,8
Meurthe-et-Moselle	0,210	3,2
Meuse	0,184	2,8
Moselle	0,209	3,5
Bas-Rhin	0,199	3,3
Haut-Rhin	0,197	3,6
Vosges	0,186	2,9
Grand Est	0,198	3,3
France métropolitaine	0,201	3,4

Sources : Insee - DGFIP - Cnaf - Cnav - CCMSA, fichier localisé social et fiscal - Année 2020

En 2018, près de 390 000 personnes habitent dans les 116 QPV de la région soit 6,9 % de la population

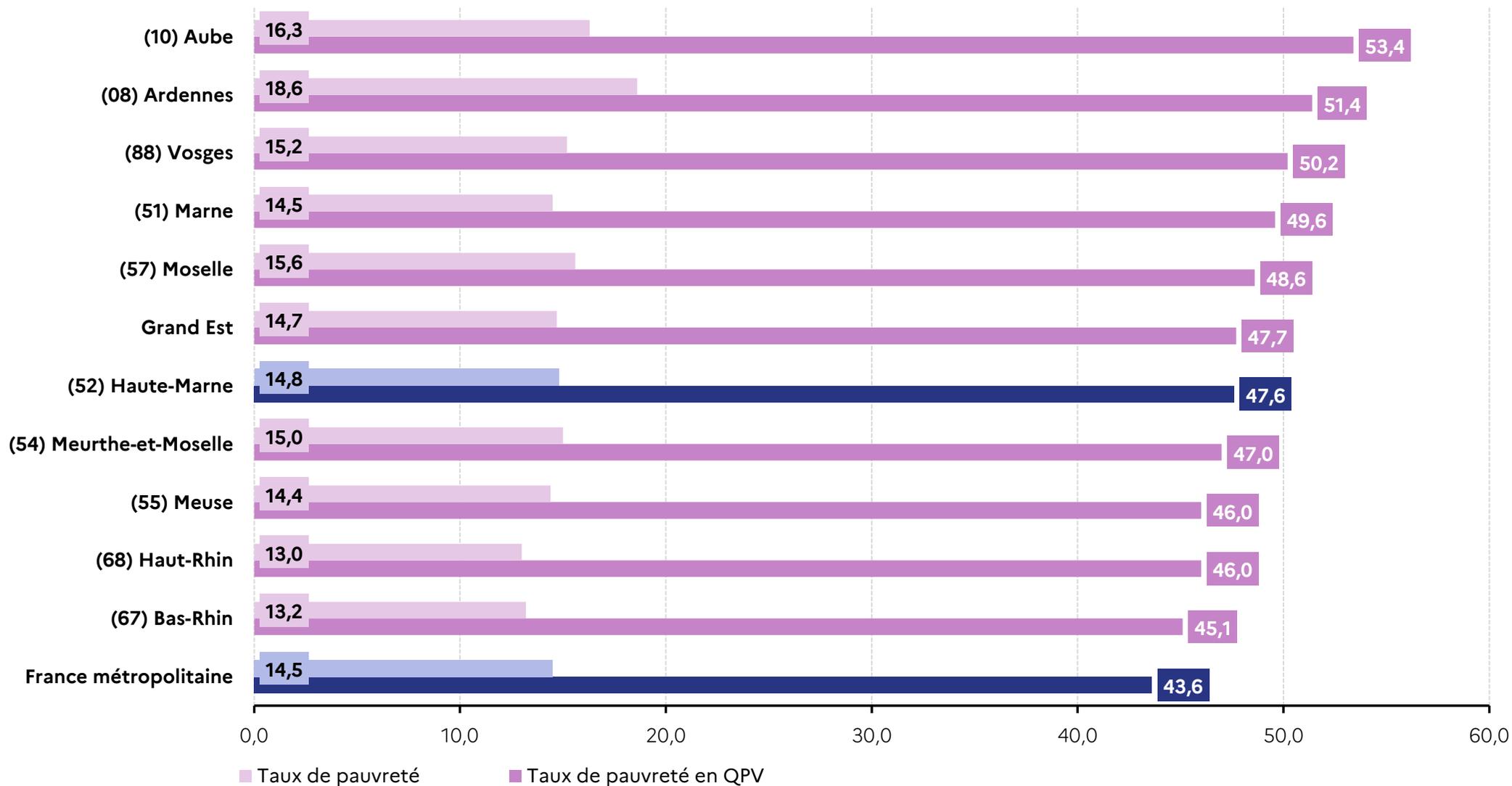
LES QUARTIERS PRIORITAIRES DE LA POLITIQUE DE LA VILLE



Source : Insee - Recensements de la population 2018, exploitation principale

En 2019, des taux de pauvreté en QPV qui représentent parfois plus du triple du taux de pauvreté de l'ensemble de la population

TAUX DE PAUVRETÉ DANS LES QUARTIERS PRIORITAIRES DE LA POLITIQUE DE LA VILLE



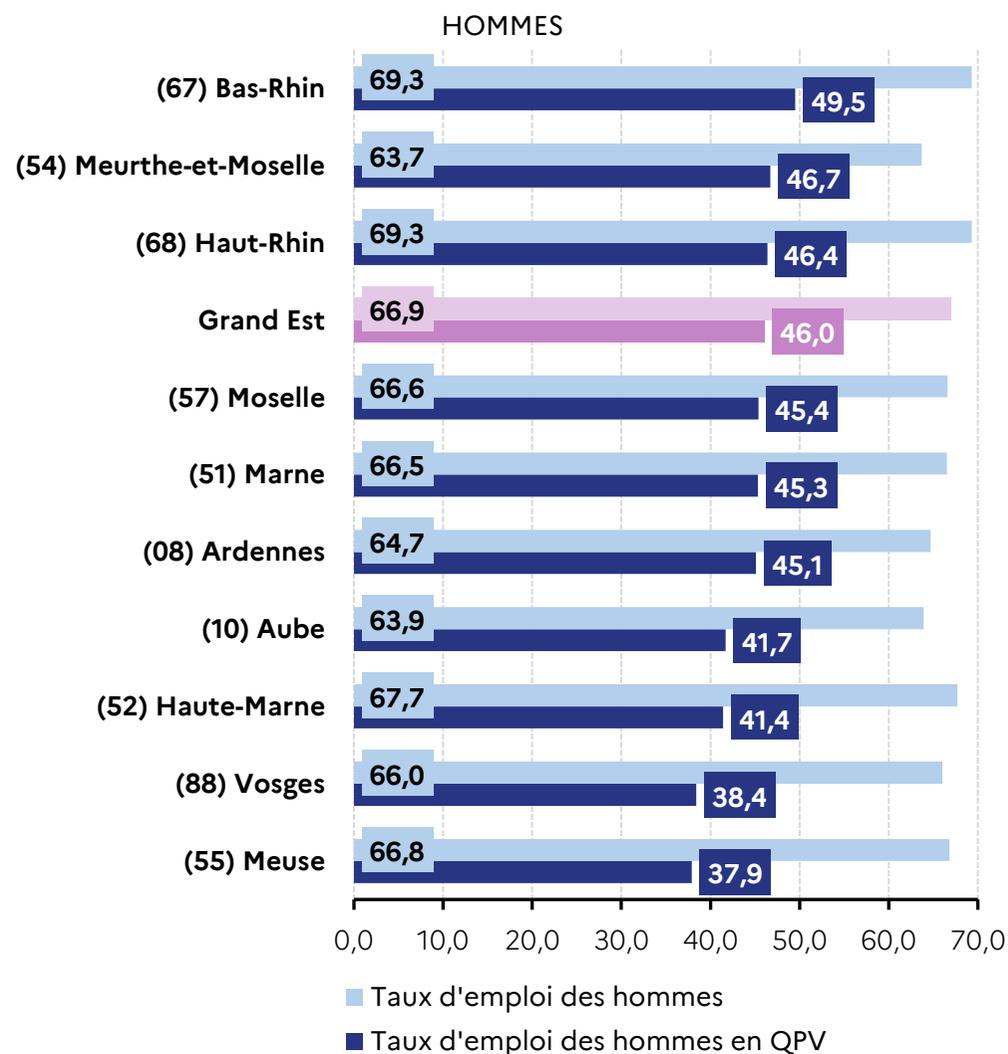
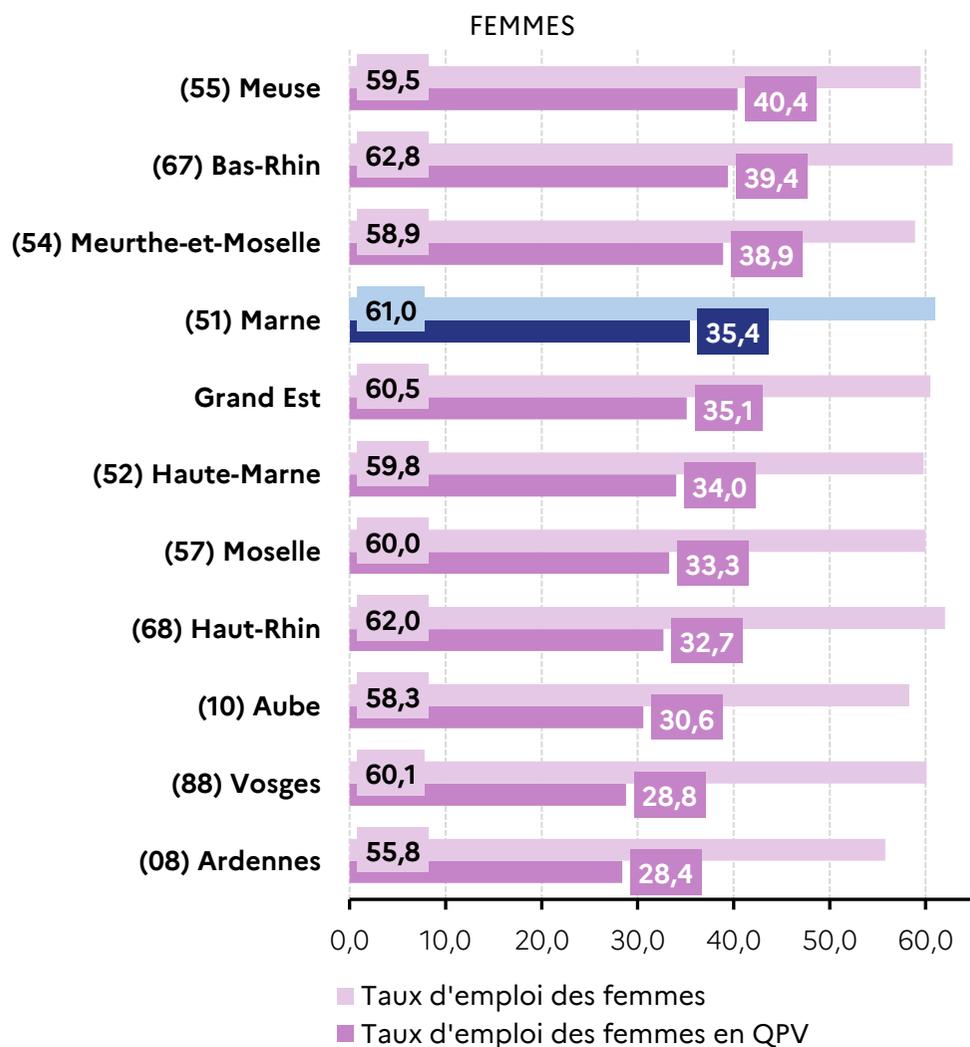
Sources : Insee - DGFIP - Cnaf - Cnav - CCMSA, fichier localisé social et fiscal - Année 2019

En 2019, un taux d'emploi plus faible en QPV

TAUX D'EMPLOI DANS LES QUARTIERS PRIORITAIRES DE LA POLITIQUE DE LA VILLE

Le **taux d'emploi des femmes** est la part des femmes (en %) ayant un emploi parmi l'ensemble des femmes âgées de 15 à 64 ans.

Le **taux d'emploi des hommes** est la part des hommes (en %) ayant un emploi parmi l'ensemble des hommes âgés de 15 à 64 ans.



Source : Insee, Recensement de la population 2019, exploitation principale

TISSU PRODUCTIF

À fin 2020, le tissu productif du Grand Est se compose de 500 900 établissements (nombre comprenant les établissements sans salariés). Il s'agit essentiellement de petites unités, ayant généralement moins de 10 salariés. Seul un établissement sur 200 emploie plus d'une centaine de salariés. Les établissements de la région travaillent majoritairement dans les secteurs du commerce, de la construction, de l'hébergement-restauration et des activités de service.

Le tissu productif du Grand Est reste géographiquement concentré : le Bas-Rhin, la Moselle et le Haut-Rhin sont les départements où se situent plus d'un établissement régional sur deux. La part des grands établissements (au moins 100 salariés) de ces trois départements dans la région est légèrement supérieure. Par rapport à la Métropole, le Grand Est se caractérise par une surreprésentation d'établissements agricoles - en lien notamment avec la viticulture (en Champagne principalement, et dans une moindre mesure en Alsace) et l'élevage animal -, et d'établissements industriels. La tradition industrielle de la région souffre cependant du repli du segment de la fabrication de matériels de transports. Ce dernier subit en effet une perte nette de près de 30 % d'emplois sur dix ans.

Les créations d'établissements s'orientent nettement à la hausse entre 2015 et 2021, aussi bien en France métropolitaine (+87 %) que dans la région, où elles ont quasiment doublé en six ans, passant de 33 900 en 2015 à 66 200 en 2021. Leur nombre a plus que doublé dans l'Aube et la Marne, et doublé dans la Haute-Marne, le Haut-Rhin et le Bas-Rhin. C'est le secteur tertiaire qui tire le plus cette croissance des créations, avec notamment une hausse de 107 % depuis 2015 dans les activités commerciales, de transports et de l'hébergement / restauration. Dans la construction, la hausse a été moins importante (+66 % sur 6 ans). En 2022, près de 3 000 défaillances d'entreprises sont enregistrées dans le Grand Est. Ce nombre augmente de 54 % dans la région sur un an, et de 51 % en France métropolitaine. Il reste toutefois en repli par rapport à 2015 (-37 % sur sept ans). Les défaillances s'accroissent le plus dans les activités de transport et entreposage ainsi que dans l'hébergement / restauration en 2022.

Le Grand Est compte plus de 2 500 établissements d'au moins 100 salariés, mais les établissements sans salariés sont majoritaires

STOCK D'ÉTABLISSEMENTS PAR TRANCHE D'EFFECTIF ET SECTEUR A38...

AU 31 DÉCEMBRE 2020 (DONNÉES DÉFINITIVES)

		0 salarié	de 1 à 9 sal.	de 10 à 19 sal.	de 20 à 49 sal.	de 50 à 99 sal.	de 100 à 249 sal.	de 250 à 499 sal.	de 500 à 999 sal.	1000 sal. et plus	Total
AZ	Agriculture, sylviculture et pêche	57 019	10 271	222	66	12	11	2	-	-	67 603
BZ	Industries extractives	156	146	38	26	4	-	-	-	-	370
CA	Fab. aliments, boiss. & prdts base tabac	2 970	2 806	680	230	72	73	21	3	2	6 857
CB	Fab. textiles, ind. hab., cuir & chauss.	2 128	153	52	44	21	16	7	-	-	2 421
CC	Travail bois, ind. papier & imprimerie	2 271	592	153	119	50	29	13	3	-	3 230
CD	Cokéfaction et raffinage	4	2	1	-	-	-	-	-	-	7
CE	Industrie chimique	212	68	22	38	14	26	10	1	-	391
CF	Industrie pharmaceutique	18	12	6	7	2	7	4	3	1	60
CG	Fab. ps caou., plas., aut. ps mi. non m.	887	432	119	124	61	51	10	2	1	1 687
CH	Métallurgie & fab. ps mét. sauf machines	1 348	765	332	257	87	70	20	4	3	2 886
CI	Fab. prod. informat., électroniq. & opt.	116	63	20	27	17	8	6	1	-	258
CJ	Fabrication d'équipements électriques	123	60	17	34	12	20	12	1	2	281
CK	Fabric. de machines & équipements n.c.a.	293	218	66	83	40	37	17	3	3	760
CL	Fabrication de matériels de transport	144	57	28	28	27	31	7	9	5	336
CM	Aut. ind. manif.; répa. & inst. de mach.	4 388	1 429	238	166	49	22	6	3	-	6 301
DZ	Prdn & distr. élec. gaz vap. & air cond.	5 351	240	65	74	31	24	8	2	1	5 796
EZ	Gestion eau, déchets & dépollution	1 908	671	175	125	53	11	1	1	-	2 945
FZ	Construction	34 372	13 250	1 579	904	210	69	6	-	1	50 391

Source : Insee - Répertoire des entreprises et des établissements (Sirene) - stocks d'établissements 2020 (données définitives)

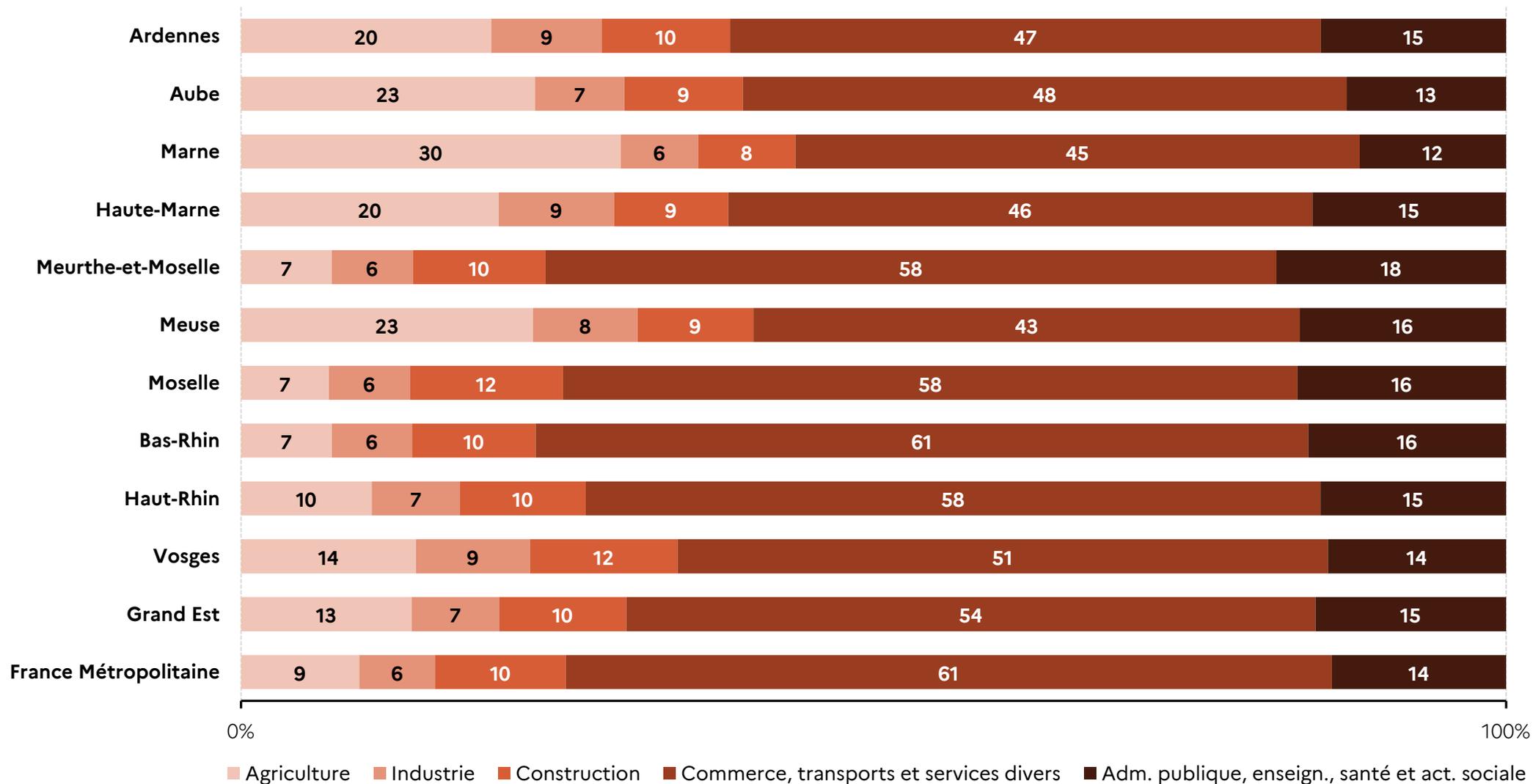
...STOCK D'ÉTABLISSEMENTS PAR TRANCHE D'EFFECTIF ET SECTEUR A38 (SUITE)

AU 31 DÉCEMBRE 2020 (DONNÉES DÉFINITIVES)		0 salarié	de 1 à 9 sal.	de 10 à 19 sal.	de 20 à 49 sal.	de 50 à 99 sal.	de 100 à 249 sal.	de 250 à 499 sal.	de 500 à 999 sal.	1000 sal. et plus	Total
GZ	Commerce ; répar. automobile & motocycle	53 369	24 895	3 118	1 556	412	185	62	4	4	83 605
HZ	Transports et entreposage	9 976	2 441	738	807	311	124	34	6	2	14 439
IZ	Hébergement et restauration	13 555	9 956	1 288	565	70	9	2	-	-	25 445
JA	Édition, audiovisuel et diffusion	2 470	478	78	58	12	7	1	1	-	3 105
JB	Télécommunications	307	130	19	18	12	9	4	-	-	499
JC	Act. informatique & svices d'information	5 612	984	151	106	23	14	3	1	-	6 894
KZ	Activités financières et d'assurance	10 742	4 517	630	192	68	33	15	6	1	16 204
LZ	Activités immobilières	15 008	2 314	134	89	16	14	4	-	-	17 579
MA	Act. juri., compta., gest., arch., ingé.	21 353	6 429	763	357	92	36	6	-	-	29 036
MB	Recherche-développement scientifique	481	119	28	32	12	10	3	2	1	688
MC	Autres act. spécial., scientif. et tech.	10 565	1 313	108	49	17	16	3	-	-	12 071
NZ	Act. de svices administratifs & soutien	14 674	4 285	599	437	188	133	46	11	2	20 375
OZ	Administration publique	1 716	4 533	1 236	752	346	237	70	30	21	8 941
PZ	Enseignement	12 623	5 541	1 087	755	449	182	19	12	4	20 672
QA	Activités pour la santé humaine	32 756	5 944	393	249	98	81	42	34	25	39 622
QB	Héb. méd.-soc. & soc. & ac. soc. ss héb.	1 762	1 830	773	964	693	208	19	7	2	6 258
RZ	Arts, spectacles & activités récréatives	8 089	2 501	187	113	25	14	1	1	-	10 931
SZ	Autres activités de services	22 784	8 422	465	205	59	18	4	-	-	31 957
Ensemble		351 550	117 867	15 608	9 656	3 665	1 835	488	151	81	500 901

Source : Insee - Répertoire des entreprises et des établissements (Sirene) - stocks d'établissements 2020 (données définitives)

Plus d'établissements agricoles dans la Marne, l'Aube et la Meuse et moins de commerces et services

RÉPARTITION DES ÉTABLISSEMENTS EN 5 GRANDS SECTEURS (EN %)

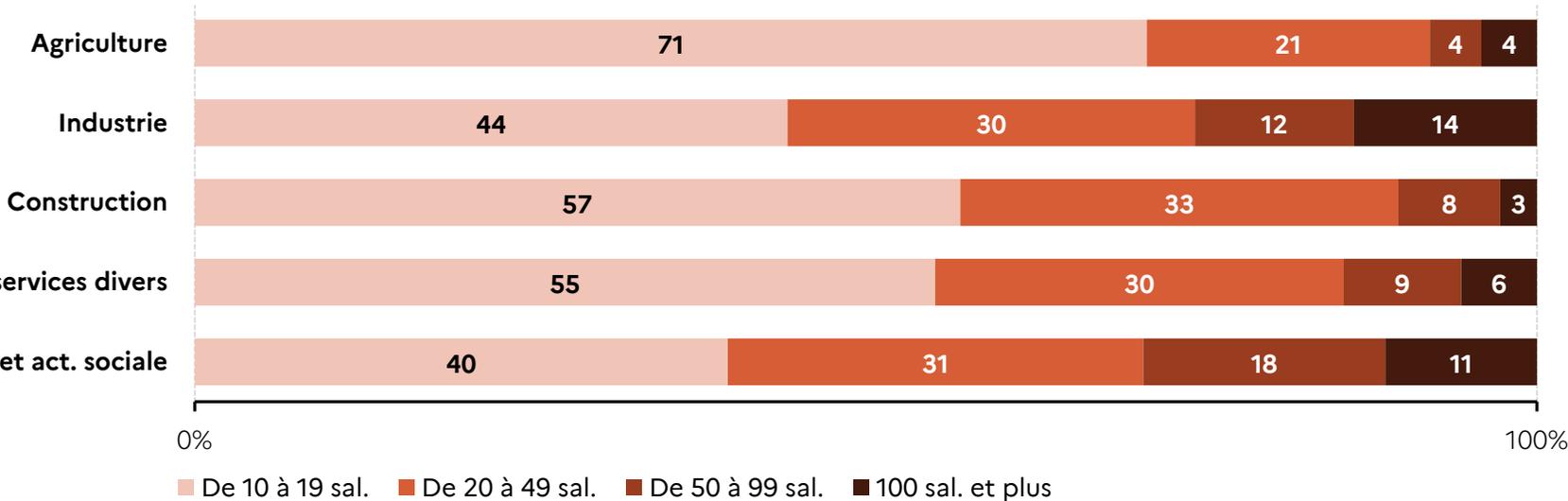


Source : Insee - Répertoire des entreprises et des établissements (Sirene) - stocks d'établissements 2020 (données définitives) Champ : établissements toutes tailles confondues (y compris 0 salarié)

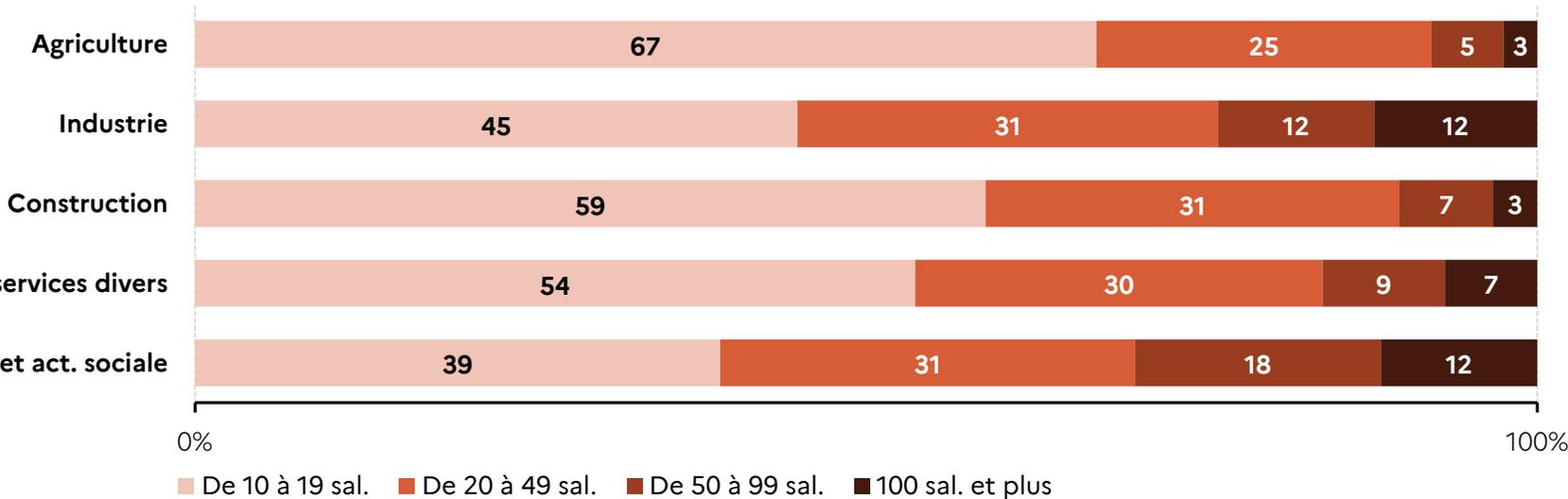
Plus de grands établissements industriels et de petites structures agricoles dans la région

RÉPARTITION DES ÉTABLISSEMENTS SELON LEUR TAILLE (EN %)

GRAND EST



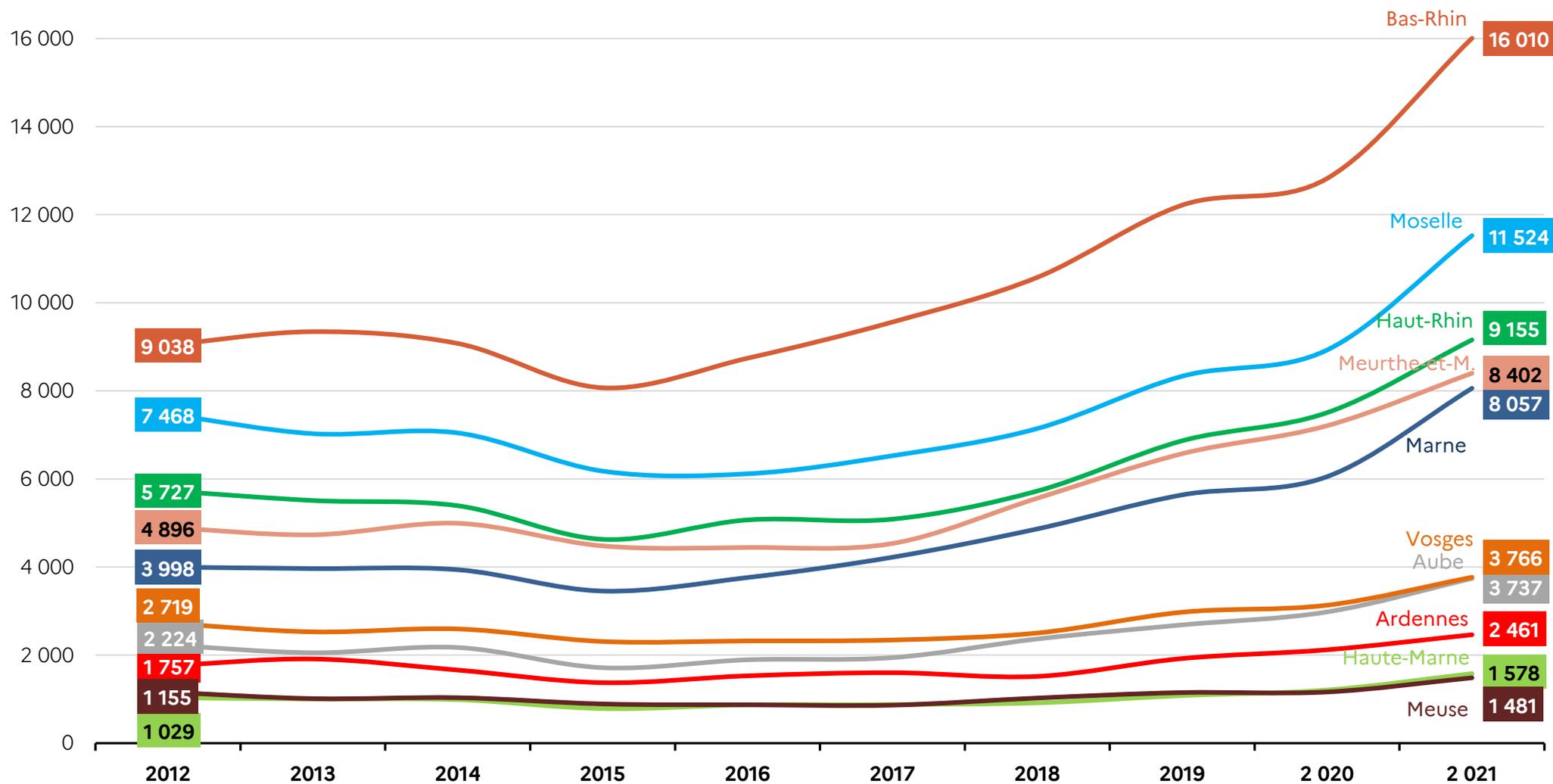
FRANCE MÉTROPOLITAINE



Source : Insee - Répertoire des entreprises et des établissements (Sirene) - stocks d'établissements 2020 (données définitives) Champ : établissements de 10 salariés et plus

Quasi-doublement du nombre de créations d'établissements dans la Marne et le Bas-Rhin entre 2012 et 2021

CRÉATION D'ÉTABLISSEMENTS 2012-2021

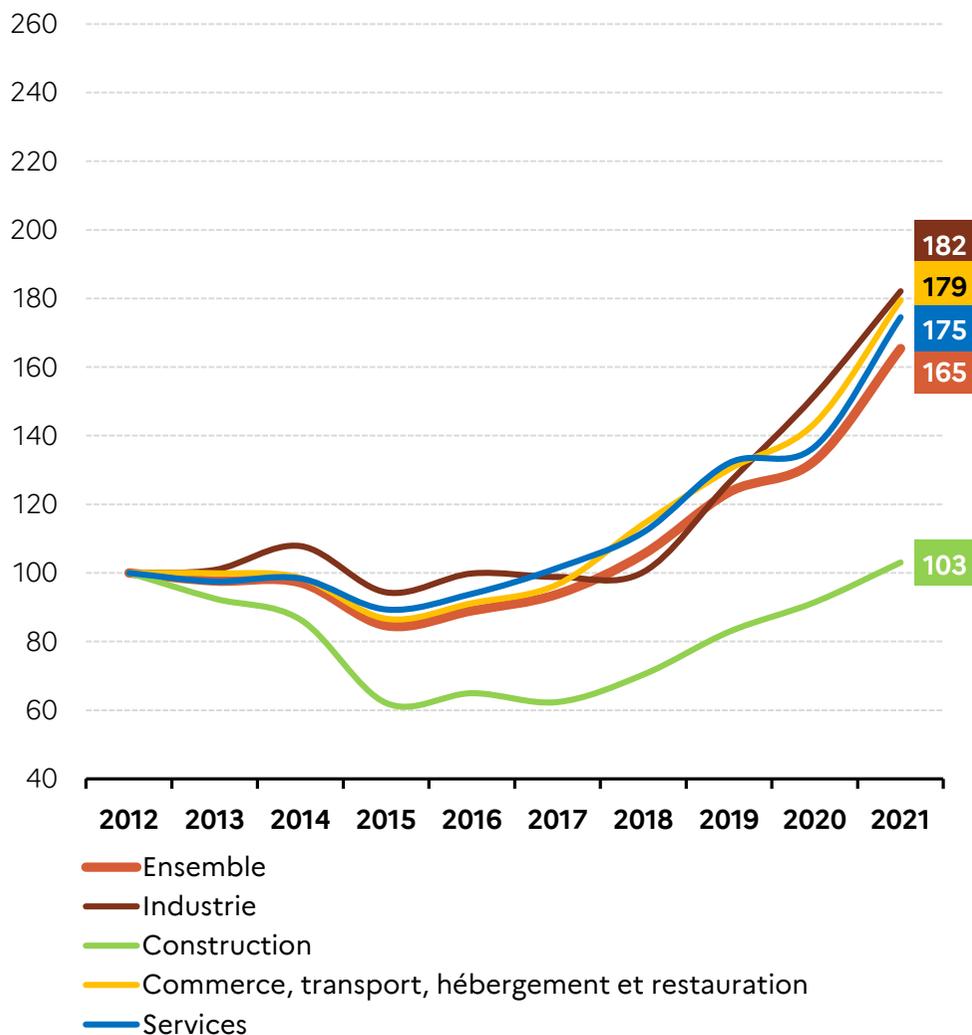


Source : Insee - Répertoire des entreprises et des établissements (Sirene) Champ : ensemble des activités marchandes hors agriculture

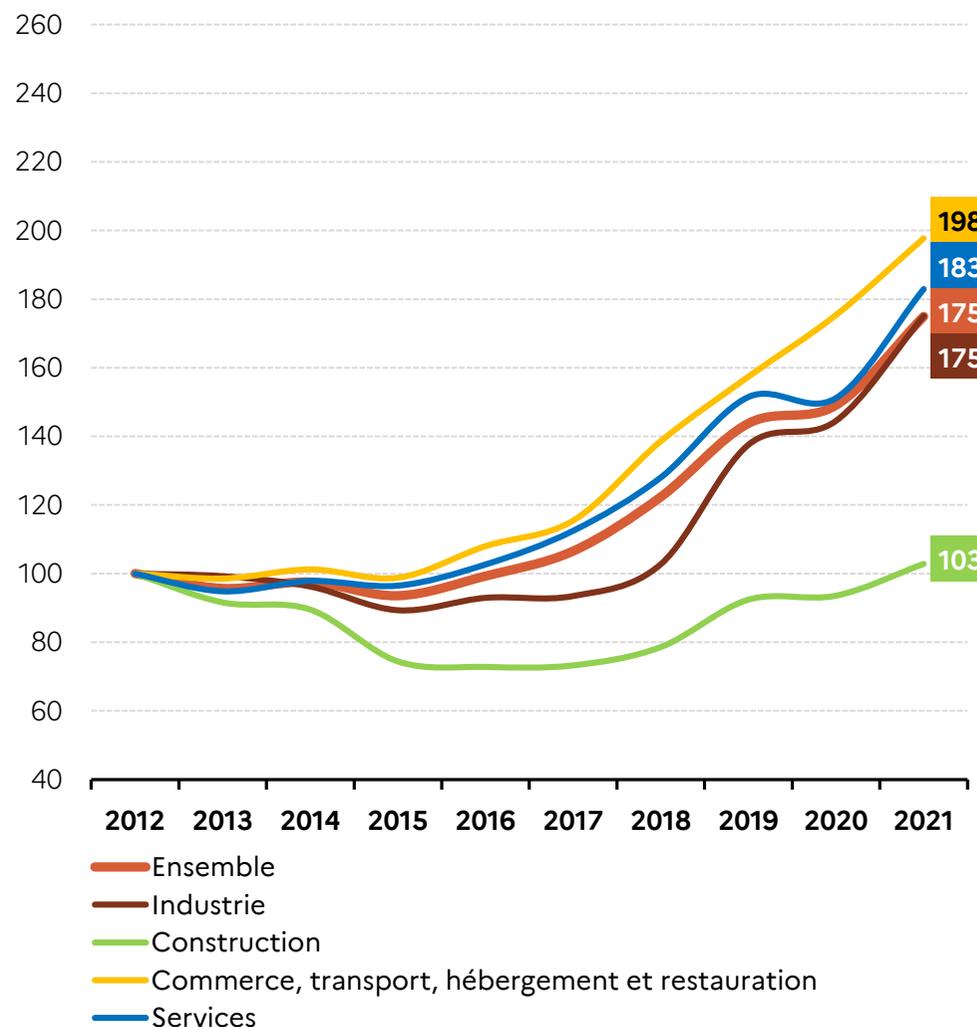
Depuis 2015, les créations d'établissements ont doublé dans tous les secteurs, excepté dans la construction

ÉVOLUTION DU NOMBRE DE CRÉATIONS D'ÉTABLISSEMENTS 2012-2021

INDICE BASE 100 EN 2012 - GRAND EST



INDICE BASE 100 EN 2012 - FRANCE MÉTROPOLITAINE



Source : Insee - Répertoire des entreprises et des établissements (Sirene) Champ : ensemble des activités marchandes hors agriculture

Légère hausse en 2022 du nombre de défaillances d'entreprises, qui retrouve son niveau de 2020

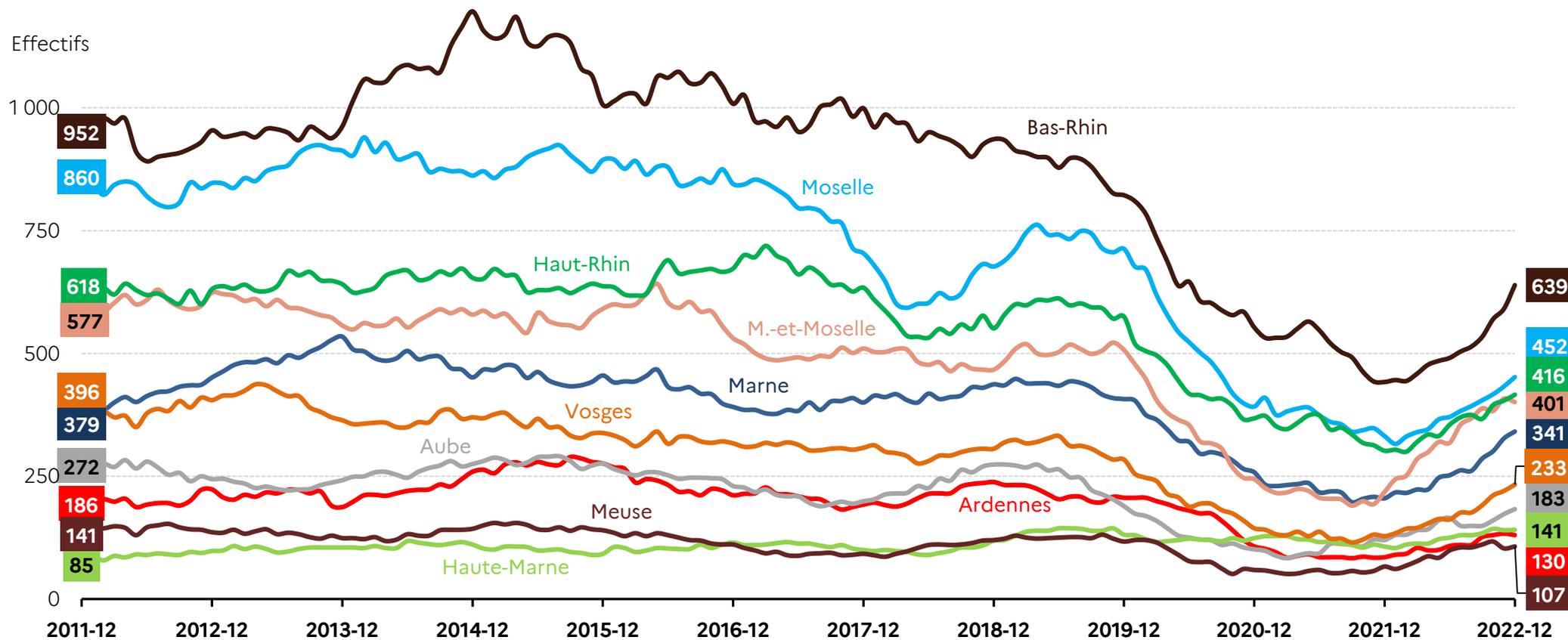
ÉVOLUTION DES DÉFAILLANCES D'ENTREPRISES 2011-2022 SELON LES DÉPARTEMENTS

Défaillances d'entreprises : dans les statistiques de l'Insee, la défaillance d'entreprise correspond à l'ouverture d'une procédure de jugement de redressement judiciaire, dans un tribunal de commerce ou dans un tribunal de grande instance, à l'encontre d'une entreprise. Cette procédure intervient lorsque l'entreprise est en situation de cessation de paiements, c'est-à-dire lorsqu'elle ne peut plus faire face à ses dettes. Elle ne se traduit pas toujours par une liquidation. La défaillance d'entreprise ne doit pas être confondue avec la notion plus large de cessation d'activité qui correspond à l'arrêt total de son activité. Les liquidations qui font suite à une défaillance d'entreprises ne représentent qu'une petite partie des cessations d'entreprises.

Les statistiques de défaillances d'entreprises couvrent l'ensemble des jugements prononçant, soit l'ouverture d'une procédure de redressement judiciaire, soit directement la liquidation judiciaire. Elles ne tiennent pas compte de l'issue des procédures : redressement par continuation ou reprise, ou liquidation.

L'ouverture d'une procédure de redressement judiciaire fait toujours l'objet d'une inscription au Bulletin des annonces civiles et commerciales (BODACC). Pour un même événement on enregistre donc deux dates :

- la date de jugement (retenue ici) est la date à laquelle la procédure de redressement judiciaire a été effectivement ouverte dans le tribunal de commerce ou le tribunal de grande instance ;
- la date de publication, est la date à laquelle l'information légale a été publiée dans le BODACC.

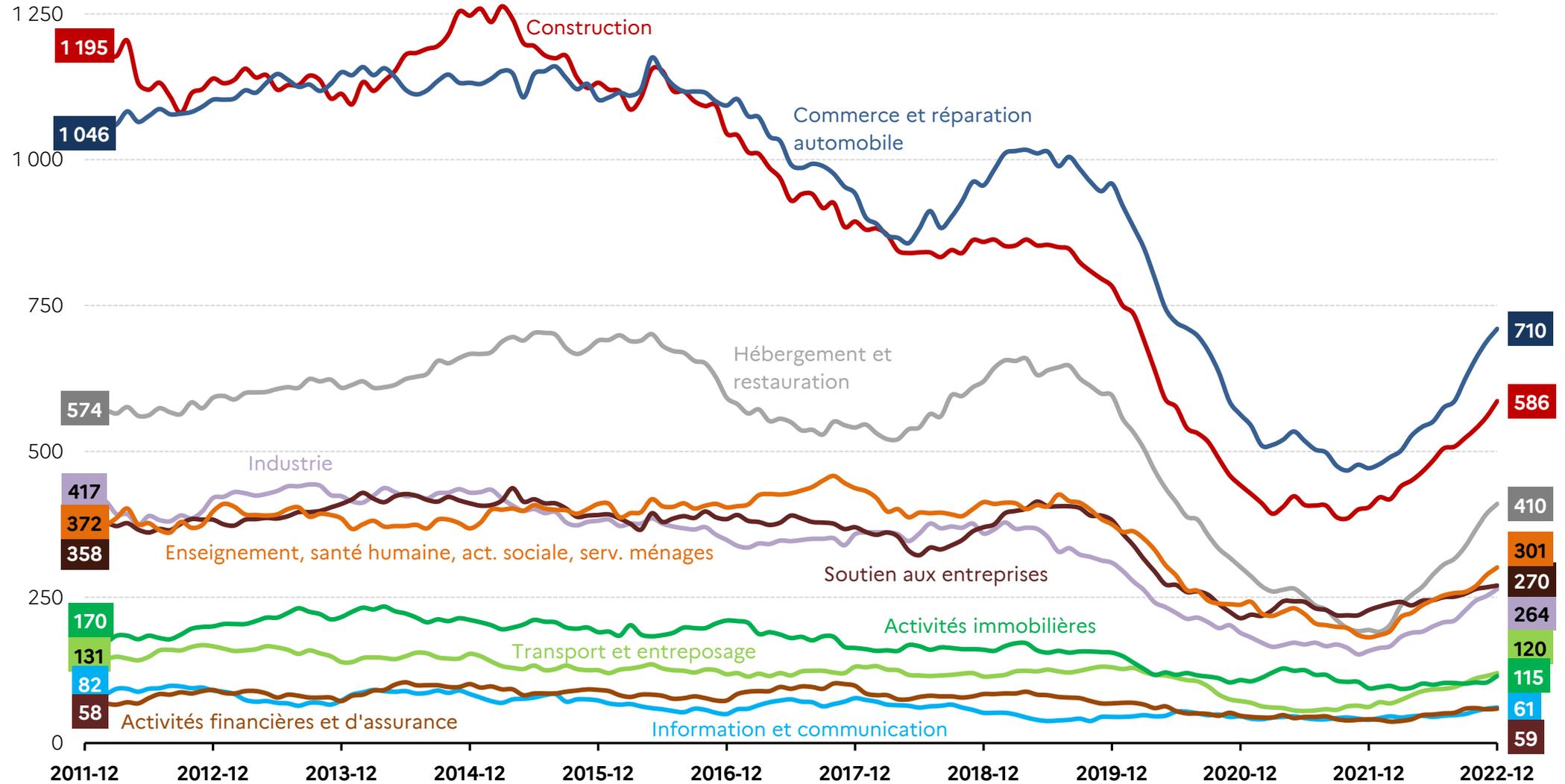


Source : Insee, en date de jugement, cumul brut glissant sur 12 mois

En 2022, les défaillances reprennent plus sensiblement dans l'hébergement / restauration, le transport / entreposage et l'industrie

ÉVOLUTION DES DÉFAILLANCES D'ENTREPRISES 2011-2022 SELON LES SECTEURS D'ACTIVITÉ

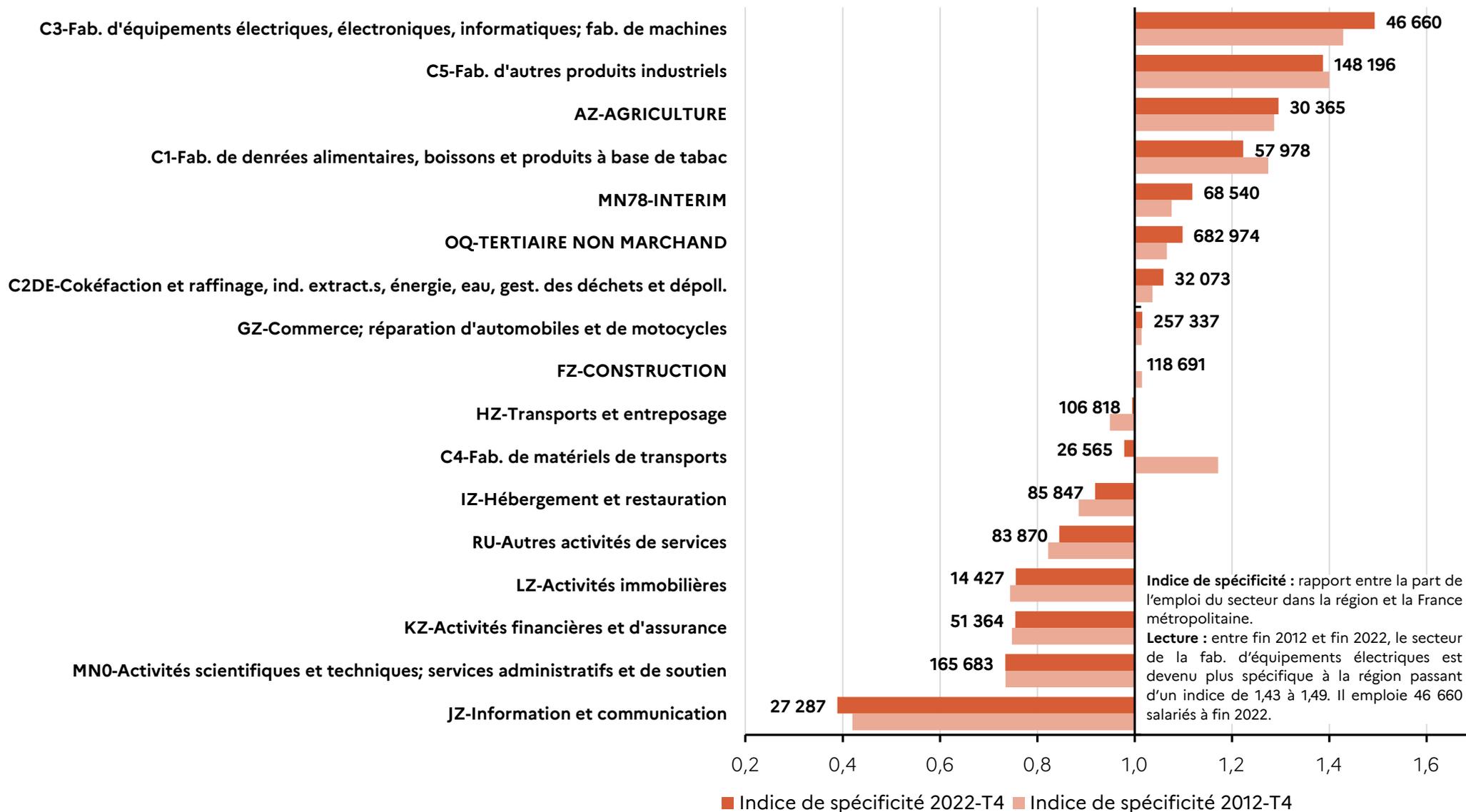
Effectifs



Source : Insee, en date de jugement, cumul brut glissant sur 12 mois Champ : hors agriculture

Spécialisation agricole et industrielle de la région (hormis la fabrication de matériels de transport)

SPÉCIFICITÉS SECTORIELLES (GRAND EST / FRANCE MÉTROPOLITAINE) ET VOLUME D'EMPLOI PAR SECTEUR



Indice de spécificité : rapport entre la part de l'emploi du secteur dans la région et la France métropolitaine.
Lecture : entre fin 2012 et fin 2022, le secteur de la fab. d'équipements électriques est devenu plus spécifique à la région passant d'un indice de 1,43 à 1,49. Il emploie 46 660 salariés à fin 2022.

Sources : Insee - estimations d'emploi ; Estimations trimestrielles Urssaf, Dares, Insee

Une prédominance de l'industrie et du commerce parmi les grands établissements de la région

TOP 25 DES PRINCIPAUX ÉTABLISSEMENTS DU SECTEUR PRIVÉ

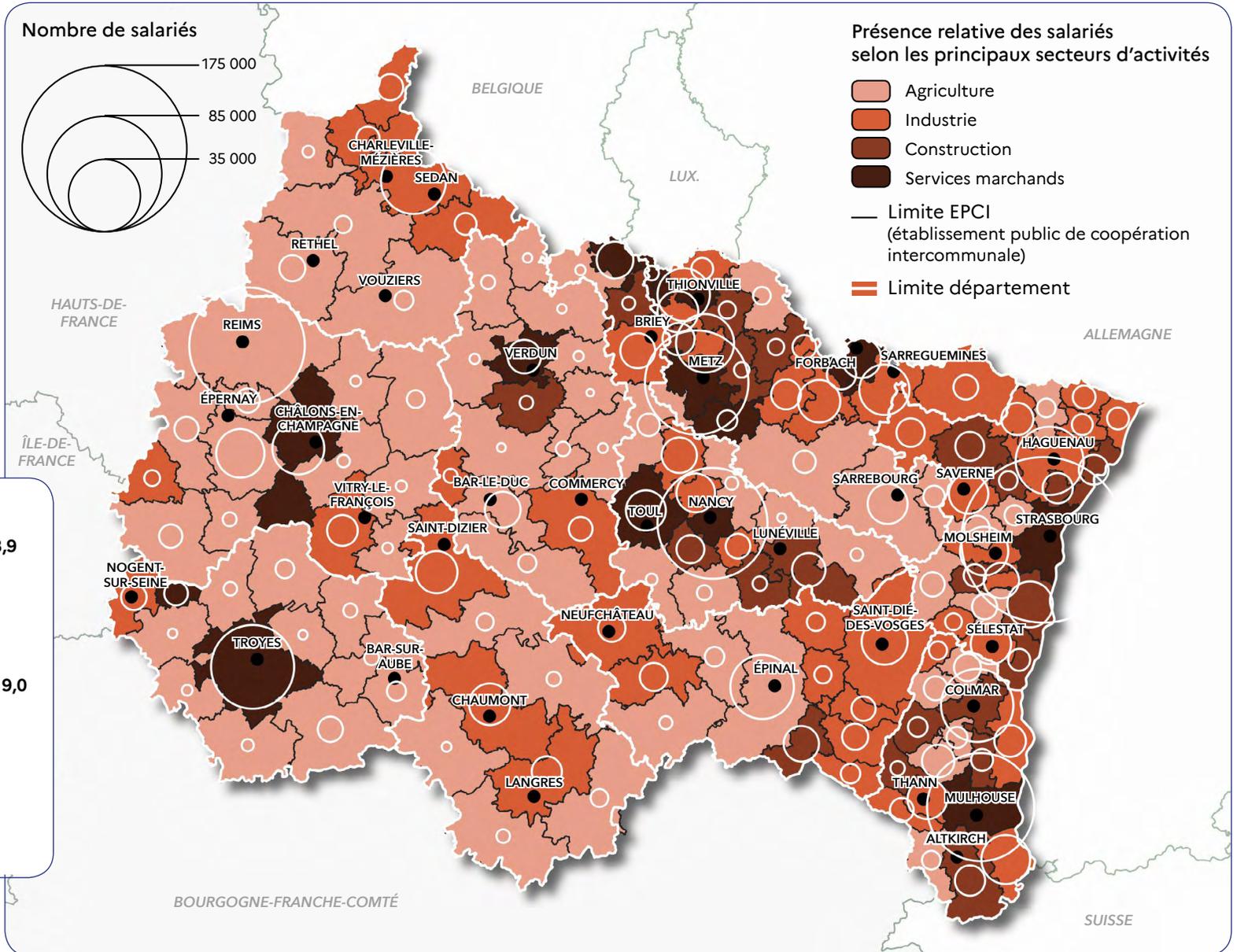
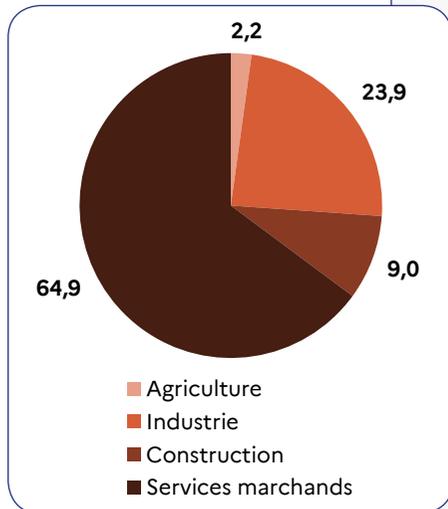
Dép.	Commune	Dénomination	Secteur d'activité	Effectif
68	Sausheim	PSA AUTOMOBILES SA	Industrie automobile	Entre 3000 et 4999 salariés
67	Erstein	WURTH FRANCE	Commerce de gros, à l'exception des automobiles et des motocycles	
67	Oberhausbergen	G.E.C.O. DIFFUSION	Commerce de détail, à l'exception des automobiles et des motocycles	
57	Trémery	PSA AUTOMOBILES SA	Industrie automobile	Entre 2000 et 2999 salariés
57	Florange	ARCELORMITTAL FRANCE	Métallurgie	
54	Batilly	SOCIETE VEHICULES AUTOMOBILES BATILLY	Industrie automobile	Entre 1000 et 1999 salariés
67	Haguenau	SCHAEFFLER FRANCE	Industrie automobile	
67	Obernai	HAGER ELECTRO SAS	Fabrication d'équipements électriques	
67	Molsheim	MILLIPORE	Fabrication de machines et équipements n.c.a.	
67	Strasbourg	L'ALSACIENNE DE PORTAGE DNA	Activités administratives et autres activités de soutien aux entreprises	
67	Strasbourg	COMPAGNIE DES TRANSPORTS STRASBOURGEOIS	Transports terrestres et transport par conduites	
68	Biesheim	CONSTELLIUM NEUF BRISACH	Métallurgie	
08	Villers-Semeuse	PSA AUTOMOBILES SA	Métallurgie	
68	Rixheim	L M B	Commerce de détail, à l'exception des automobiles et des motocycles	
57	Cattenom	ELECTRICITE DE FRANCE	Prod. et distribution d'électricité, de gaz, de vapeur et d'air conditionné	
57	Sarreguemines	CONTINENTAL FRANCE	Fabrication de produits en caoutchouc et en plastique	
51	Épernay	M H C S	Fabrication de boissons	
68	Mulhouse	ASS POUR ACCOMPAG MAINTIEN A DOMICILE	Action sociale sans hébergement	
67	Saverne	KUHN SAS	Fabrication de machines et équipements n.c.a.	
67	Fegersheim	LILLY FRANCE	Industrie pharmaceutique	
67	Strasbourg	ASS BAS-RHINOISE AIDE PERSONNES AGEES	Action sociale sans hébergement	
57	Vantoux	HOPITAUX PRIVES DE METZ	Activités pour la santé humaine	
68	Colmar	LIEBHERR-FRANCE	Fabrication de machines et équipements n.c.a.	
57	Metz	PSA AUTOMOBILES SA	Industrie automobile	
68	Mulhouse	EIFFAGE ENERGIE SYSTEMES - CLEMESSY	Travaux de construction spécialisés	

Source : Insee - FLORES - établissements 2020 Champ : effectif salarié du secteur privé marchand (hors intérim)

Des salariés de l'industrie plus présents à l'est et au nord de la région

PRÉSENCE DES SALARIÉS SELON LES PRINCIPAUX SECTEURS D'ACTIVITÉ ET LES EPCI

Grand Est : part de salariés selon le secteur d'activité (en %)



Source : Insee - FLORES-établissements 2020
Champ : effectif salarié du secteur privé marchand (hors intérim)

POLITIQUES DE L'EMPLOI

La reprise économique de 2021 s'est prolongée en 2022, année marquée cependant par la hausse de l'inflation et les effets de la guerre en Ukraine. L'emploi progresse, soutenu par les politiques d'emploi menées depuis le début de la crise sanitaire. Elles sont ajustées au nouveau contexte économique français. Leur objectif reste de préserver l'emploi, de faciliter le retour à l'emploi des personnes au chômage, ainsi que de réduire les discriminations à l'embauche.

Un nouveau dispositif, le contrat d'engagement jeune (CEJ) est en vigueur depuis le 1^{er} mars 2022. Il prend le relais de l'ex-garantie jeunes (GJ), qui constituait l'une des modalités possibles du PACEA (parcours contractualisé d'accompagnement vers l'emploi et l'autonomie). Le CEJ s'adresse aux jeunes de 16 à 25 ans révolus qui ne sont ni étudiants, ni en formation, et présentent des difficultés d'accès à l'emploi durable. En 2022, le nombre d'entrées en CEJ (cumulé à celui des GJ encore conclues sur le 1^{er} trimestre) est deux fois plus élevé que le nombre de garantie jeunes accordées en 2021 dans la région.

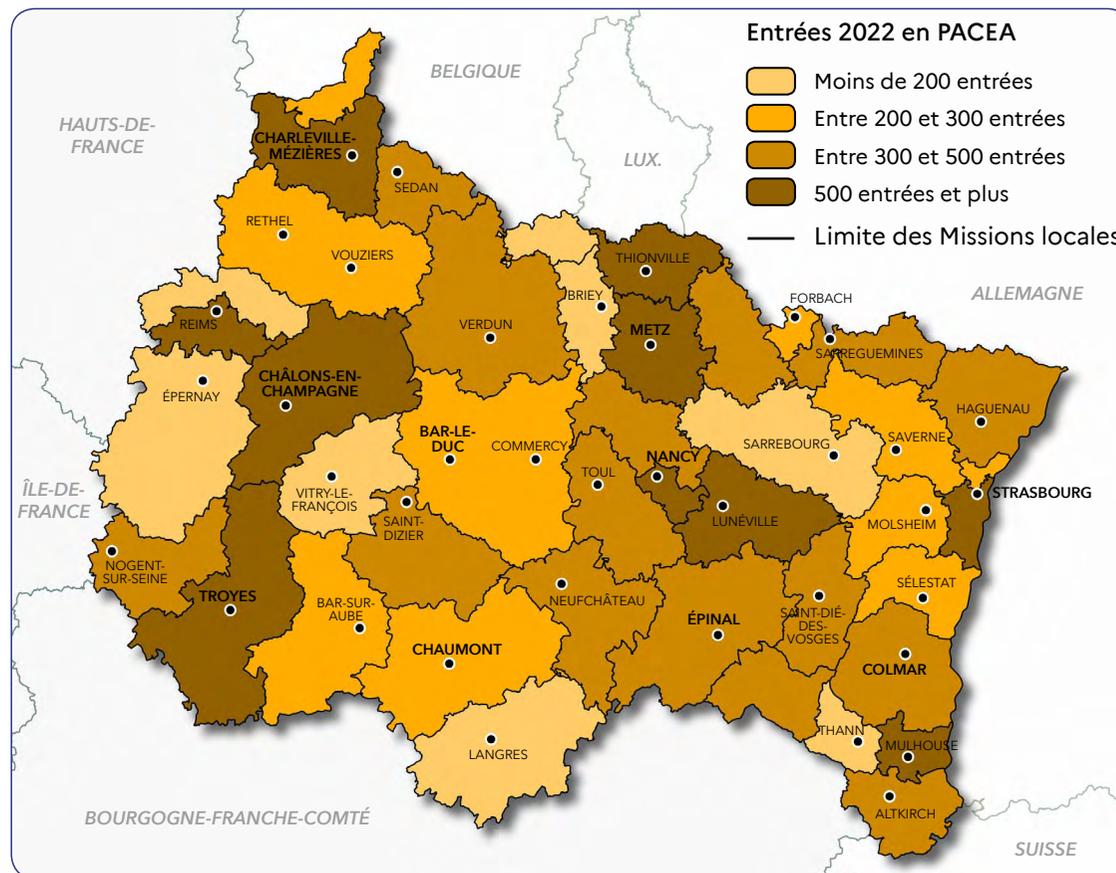
Les emplois aidés tels que les parcours emploi compétences (PEC) pour le secteur non marchand ou les contrats initiative emploi (CIE) dans le secteur marchand avaient suscité un regain d'intérêt pendant les deux années de crise sanitaire (2020-2021). En raison de la reprise économique de 2021, ils sont moins prescrits lors de l'année 2022. Ainsi près de 6 100 PEC ont été conclus dans la région en 2022 (soit -27,6 % par rapport à 2021, après +22,7 % en 2021). Dans le secteur marchand, moins de 4 400 CIE ont été signés, nombre en repli 39,2 % sur un an.

L'insertion par l'activité économique (IAE) a bénéficié d'un budget prioritaire en 2022, en hausse par rapport à 2020, afin de continuer de contribuer à la réalisation des objectifs du pacte d'ambition pour l'IAE élaboré en 2019. L'IAE s'adresse à des personnes un peu plus éloignées de l'emploi que celles pouvant bénéficier d'un contrat aidé. Elle mobilise en son sein les entreprises d'insertion (EI), les associations intermédiaires (AI), les entreprises de travail temporaires d'insertion (ETTI) et les ateliers et chantiers d'insertion (ACI). Près de 39 350 personnes sont entrées en IAE dans le Grand Est en 2022, ce qui représente un accroissement de 4 % sur un an, après une hausse de 17 % en 2021 (soit +27 % depuis 2018).

D'autres dispositifs encore ont été maintenus, tels les emplois francs, favorisant l'emploi des résidents de quartiers prioritaires de la ville. Dans le Grand Est, 1 870 emplois francs sont signés, à peine moins qu'en 2021. Par ailleurs, près de 58 500 contrats d'apprentissage sont conclus en 2022, nombre en progression de 13,7 % sur un an (après +28,2 % en 2020, et +30,2 % en 2021). Cette forme d'entrée en emploi des jeunes demeure prioritaire et connaît une croissance très forte depuis 2017.

ENTRÉES EN PACEA, GARANTIE JEUNES ET CONTRAT D'ENGAGEMENT JEUNE

ANNÉE 2022	PACEA	GJ	CEJ
Ardennes	1 819	132	1 364
Aube	1 873	170	1 175
Marne	2 150	208	2 478
Haute-Marne	747	59	661
Meurthe-et-Moselle	2 556	298	2 325
Meuse	617	100	668
Moselle	3 010	301	3 482
Bas-Rhin	2 119	193	3 587
Haut-Rhin	1 819	118	2 551
Vosges	1 483	117	1 359
Grand Est	18 193	1 696	19 650
<i>Habitant en QPV</i>	<i>170 %</i>	<i>20,3 %</i>	<i>170 %</i>
France métropolitaine	240 017	23 198	258 465
<i>Poids Grand Est / France métropolitaine</i>	<i>7,6%</i>	<i>7,3%</i>	<i>7,6%</i>



PACEA : le parcours contractualisé d'accompagnement vers l'emploi et l'autonomie (PACEA) est le cadre contractuel de l'accompagnement des jeunes par les missions locales, unique et adaptable aux besoins du jeune.

Garantie jeunes (GJ) : cette ancienne modalité spécifique du PACEA a été attribuée de janvier 2017 à fin février 2022 à des jeunes de 16 à moins de 26 ans présentant de grandes difficultés d'insertion sur le marché du travail. En 2022, elle n'a été attribuée que sur les deux premiers mois de l'année, ce qui explique le faible nombre d'entrées dans le dispositif.

Contrat d'engagement jeune (CEJ) : remplaçant la Garantie jeunes au 1er mars 2022, le CEJ apporte un accompagnement intensif et individuel, aux jeunes de 16 à moins de 26 ans, en vue de favoriser leur entrée rapide et durable dans l'emploi. Il s'adresse aux jeunes qui ne sont pas déjà en emploi, ni en formation, ni étudiants. Selon sa situation, le bénéficiaire peut disposer d'une aide financière pour faciliter son insertion sur le marché du travail.

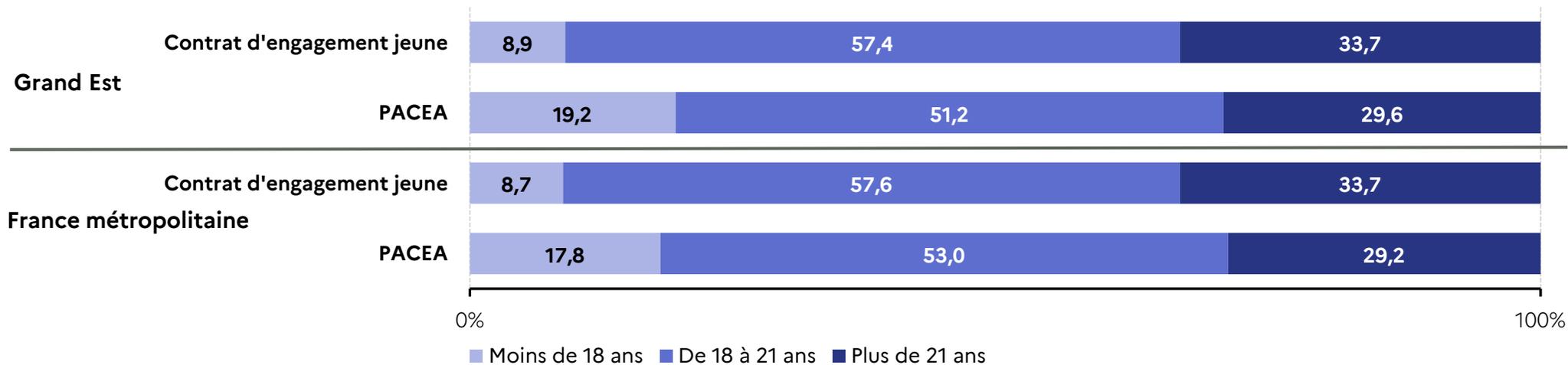
Source : DGEFP - Pop - extraction du 31 mai 2023

RÉPARTITION PAR SEXE ET TRANCHE D'ÂGE DES JEUNES ENTRÉS EN PACEA ET EN CONTRAT D'ENGAGEMENT JEUNE

RÉPARTITION PAR **SEXE** (EN %) DEPUIS LE DÉBUT DU DISPOSITIF

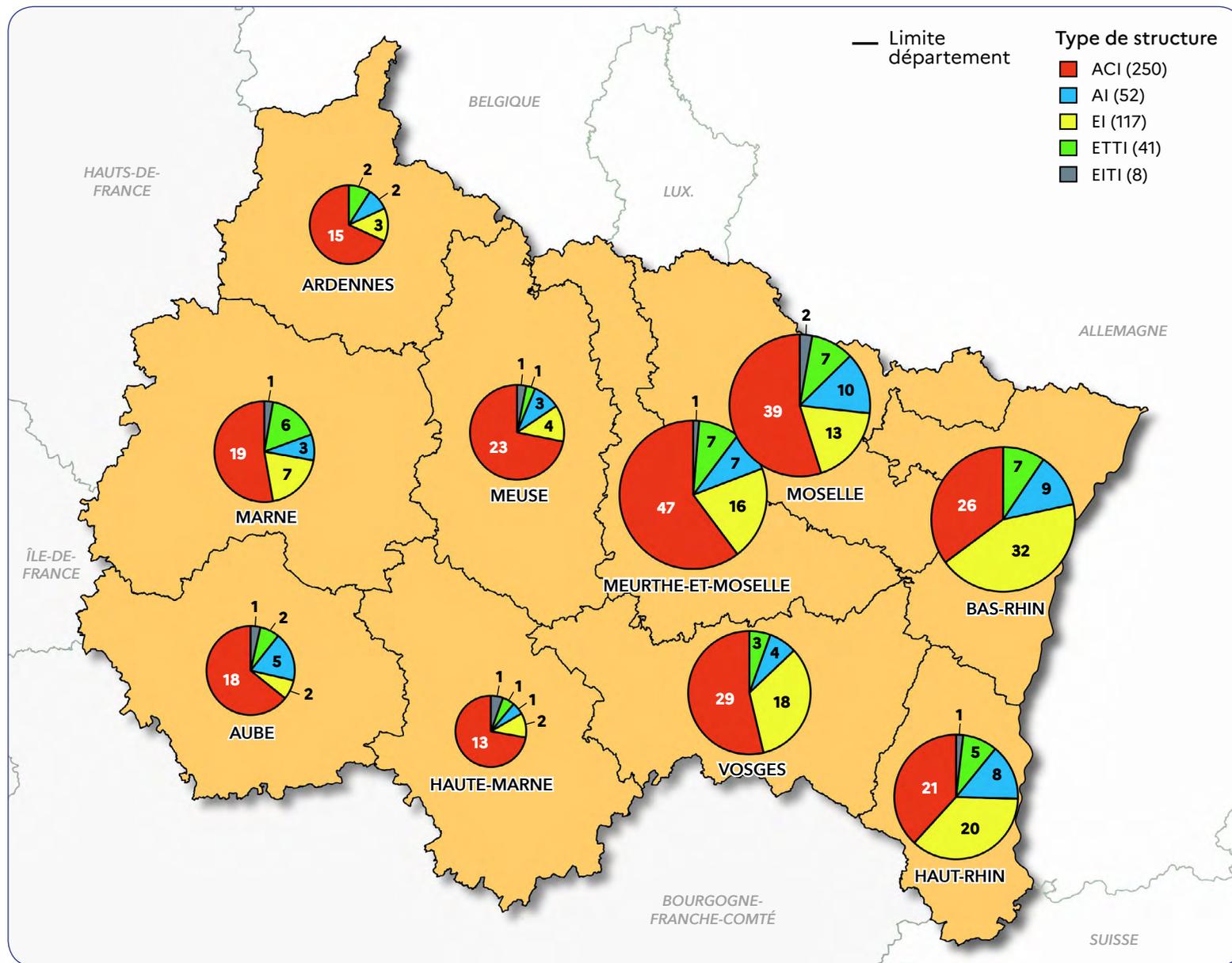


RÉPARTITION PAR **TRANCHE D'ÂGE** (EN %) DEPUIS LE DÉBUT DU DISPOSITIF



Source : DGEFP - Pop - extraction du 31 mai 2023

LOCALISATION DES STRUCTURES DE L'INSERTION PAR L'ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE (IAE) SELON LES DÉPARTEMENTS

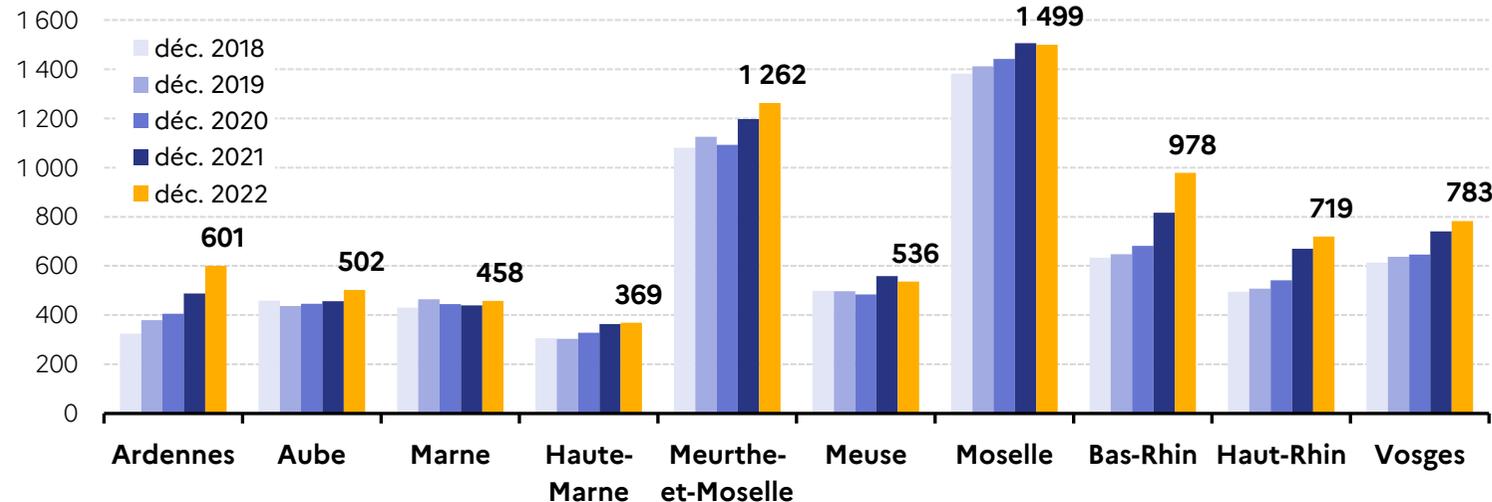


Source : Dreets Grand Est - septembre 2023

STOCK ET FLUX D'EMBAUCHES EN CDDI EN ATELIER OU CHANTIER D'INSERTION (ACI)

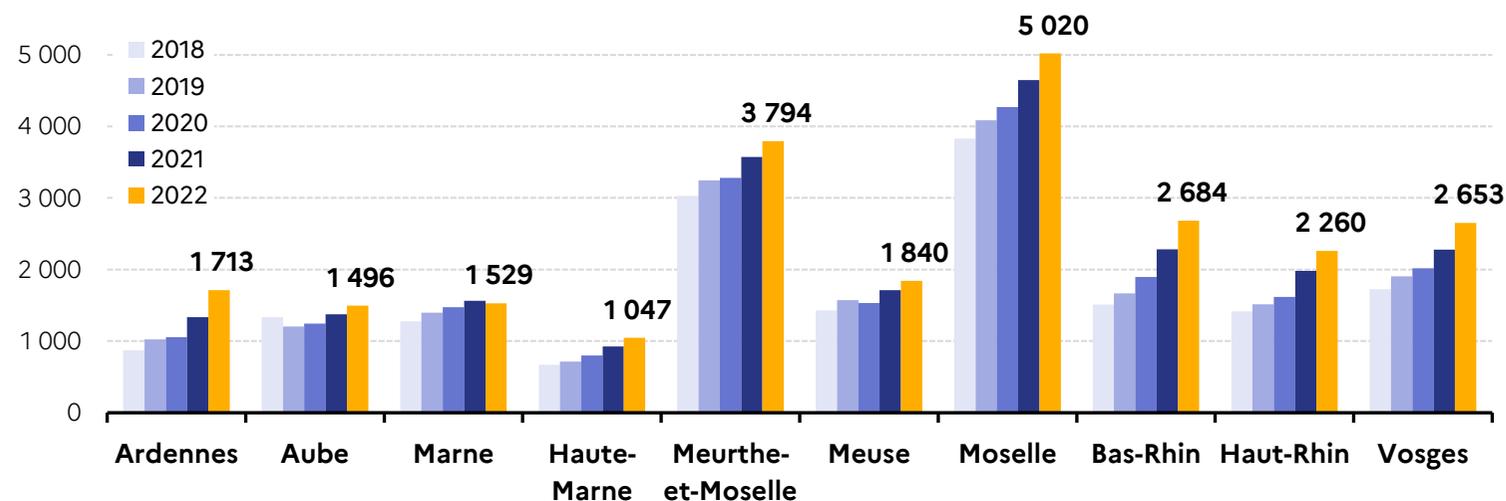
CDDI : contrat à durée déterminée d'insertion.

STOCKS (EFFECTIF EN FIN D'ANNÉE)



	Grand Est	France métro.
déc. 2018	6 221	48 861
déc. 2019	6 411	50 838
déc. 2020	6 513	52 228
déc. 2021	7 235	57 154
déc. 2022	7 707	60 676

ENTRÉES (CUMUL SUR L'ANNÉE)



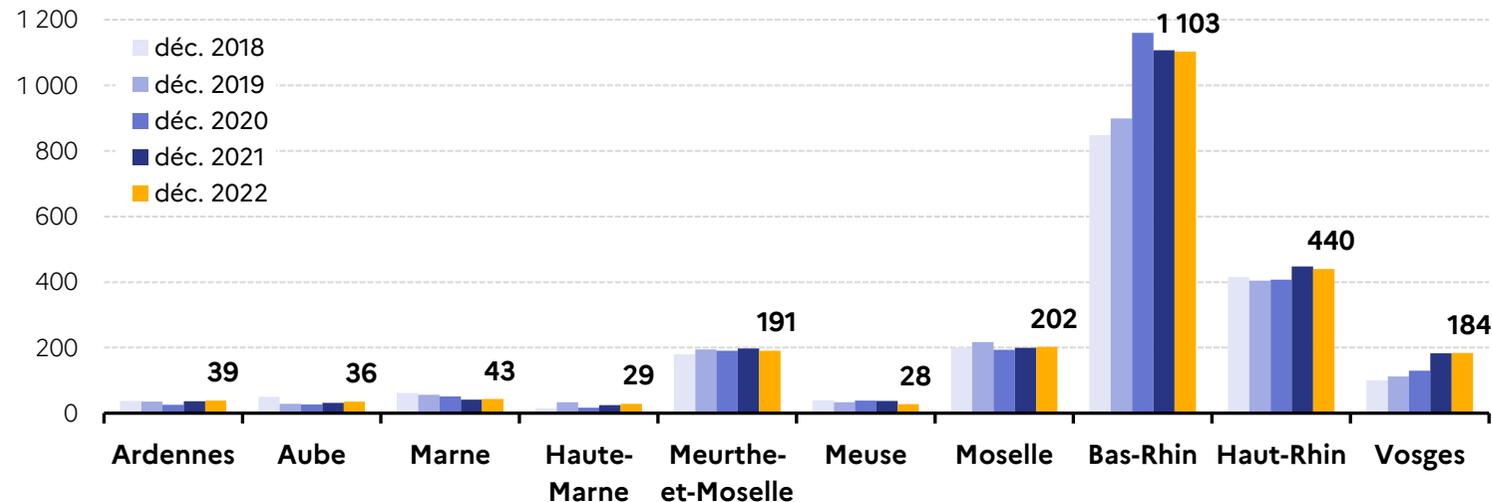
	Grand Est	France métro.
2018	17 086	126 316
2019	18 322	134 215
2020	19 183	140 876
2021	21 667	159 580
2022	24 036	172 019

Sources : ASP, Dares - PoEm - extraction du 4 juillet 2023

STOCK ET FLUX D'EMBAUCHES EN CDDI EN ENTREPRISE D'INSERTION (EI)

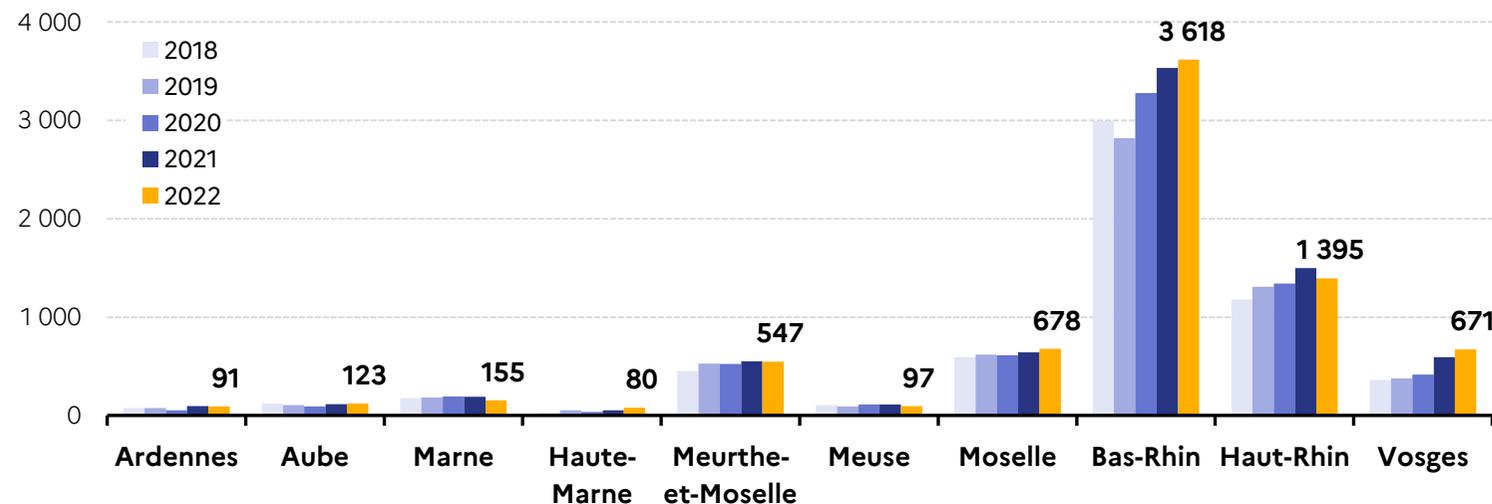
CDDI : contrat à durée déterminée d'insertion.

STOCKS (EFFECTIF EN FIN D'ANNÉE)



	Grand Est	France métro.
déc. 2018	1 947	14 461
déc. 2019	2 017	15 132
déc. 2020	2 242	16 273
déc. 2021	2 307	17 324
déc. 2022	2 295	18 258

ENTRÉES (CUMUL SUR L'ANNÉE)

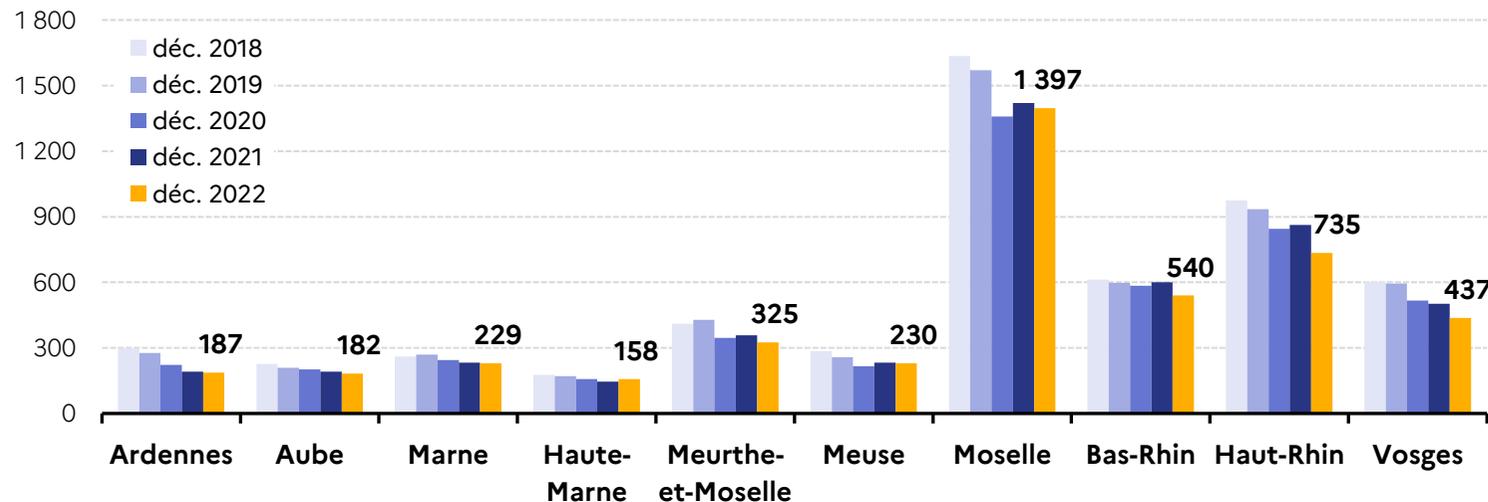


	Grand Est	France métro.
2018	6 097	36 934
2019	6 159	39 242
2020	6 661	41 189
2021	7 383	47 061
2022	7 455	50 232

Sources : ASP, Dares - PoEm - extraction du 4 juillet 2023

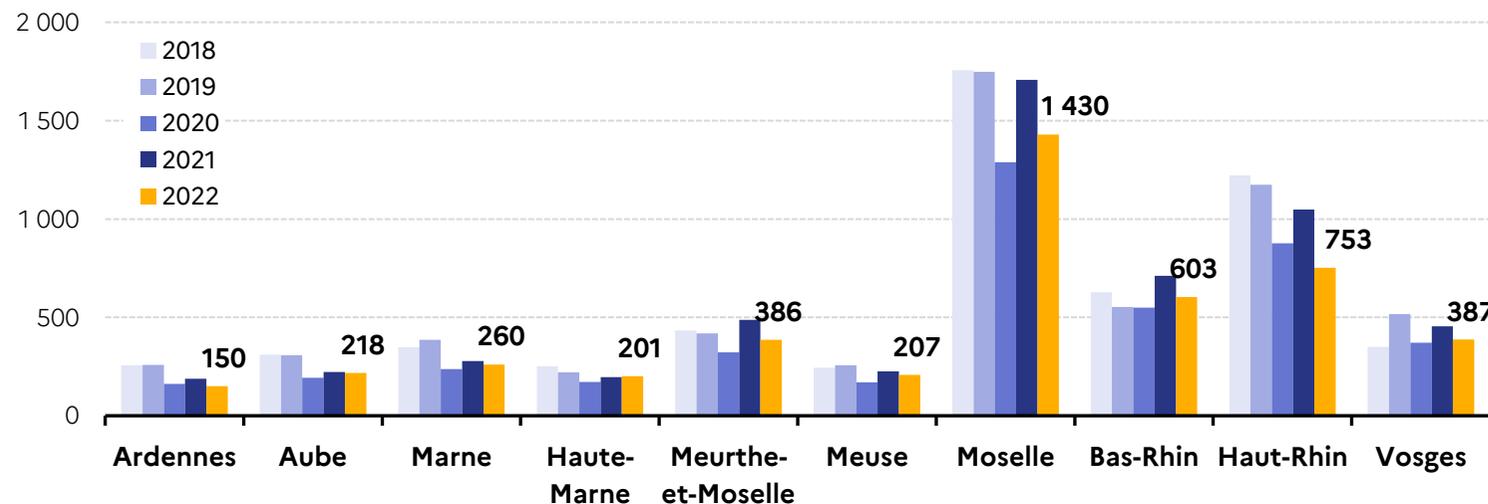
STOCK ET FLUX DES MISES À DISPOSITION PAR UNE ASSOCIATION INTERMÉDIAIRE (AI)

STOCKS (EFFECTIF EN FIN D'ANNÉE)



	Grand Est	France métro.
déc. 2018	5 483	52 104
déc. 2019	5 310	50 410
déc. 2020	4 694	47 720
déc. 2021	4 738	45 943
déc. 2022	4 420	42 136

ENTRÉES (CUMUL SUR L'ANNÉE)

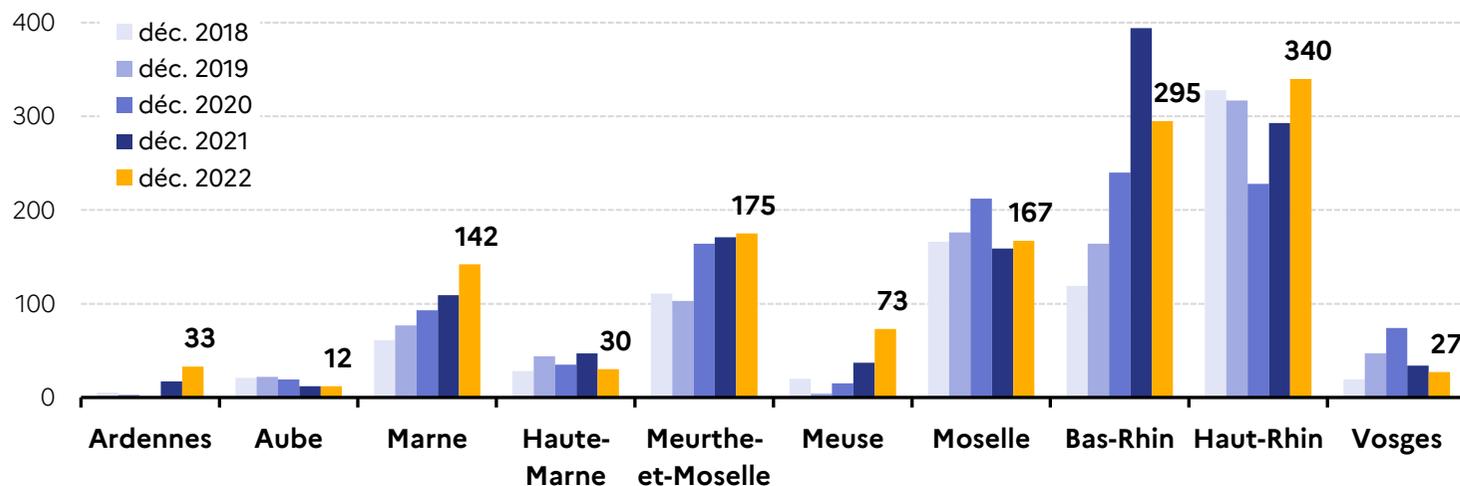


	Grand Est	France métro.
2018	5 798	67 557
2019	5 838	63 498
2020	4 342	52 586
2021	5 519	60 912
2022	4 595	47 615

Sources : ASP, Dares - PoEm - extraction du 4 juillet 2023

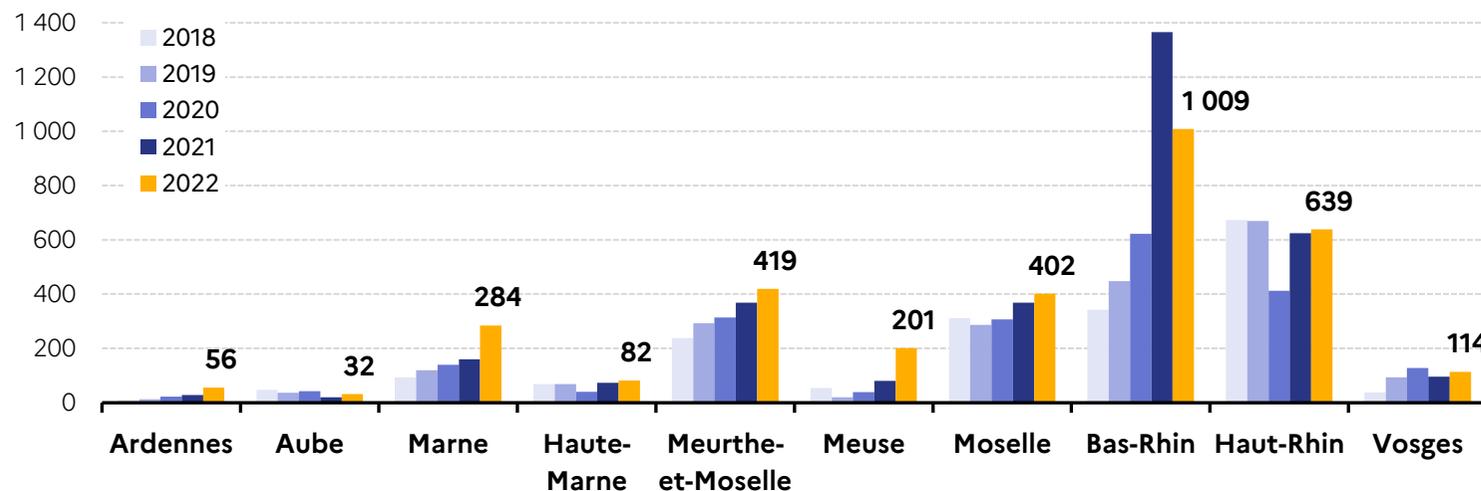
STOCK ET FLUX DES MISES À DISPOSITION PAR UNE ENTREPRISE DE TRAVAIL TEMPORAIRE D'INSERTION (ETTI)

STOCKS (EFFECTIF EN FIN D'ANNÉE)



	Grand Est	France métro.
déc. 2018	878	12 613
déc. 2019	957	12 672
déc. 2020	1 080	13 186
déc. 2021	1 273	15 870
déc. 2022	1 294	16 632

ENTRÉES (CUMUL SUR L'ANNÉE)



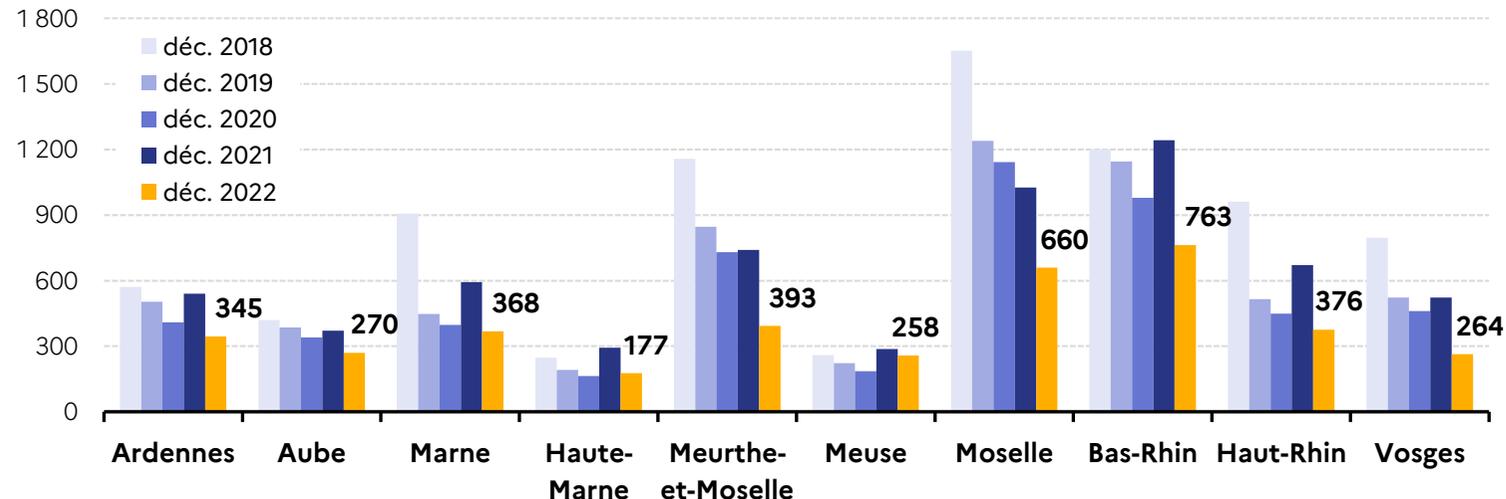
	Grand Est	France métro.
2018	1 876	24 208
2019	2 048	23 339
2020	2 067	21 135
2021	3 186	32 931
2022	3 238	34 868

Sources : ASP, Dares - PoEm - extraction du 4 juillet 2023

STOCK ET FLUX DES BÉNÉFICIAIRES EN PARCOURS EMPLOI COMPÉTENCES (PEC)

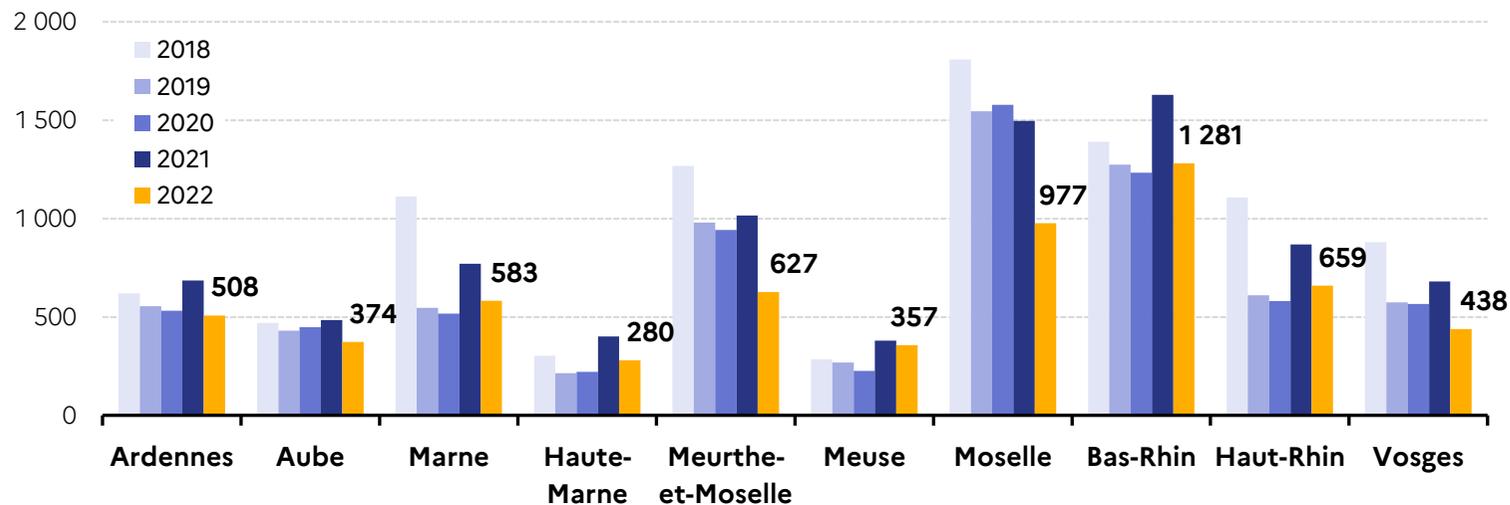
Depuis janvier 2018, les parcours emploi compétences (PEC) remplacent les CUI-CAE. Ces contrats sont recentrés sur l'accès à la formation et à l'acquisition des compétences en parallèle de la mise en situation professionnelle. Le cadre juridique est inchangé (prescription sous la forme d'un CUI-CAE). Seuls les employeurs respectant le triptyque emploi / formation / accompagnement peuvent embaucher des publics éloignés de l'emploi en PEC.

STOCKS (EFFECTIF EN FIN D'ANNÉE)



	Grand Est	France métro.
déc. 2018	8 173	87 515
déc. 2019	6 022	62 781
déc. 2020	5 258	49 350
déc. 2021	6 292	65 270
déc. 2022	3 874	36 600

ENTRÉES (CUMUL SUR L'ANNÉE)

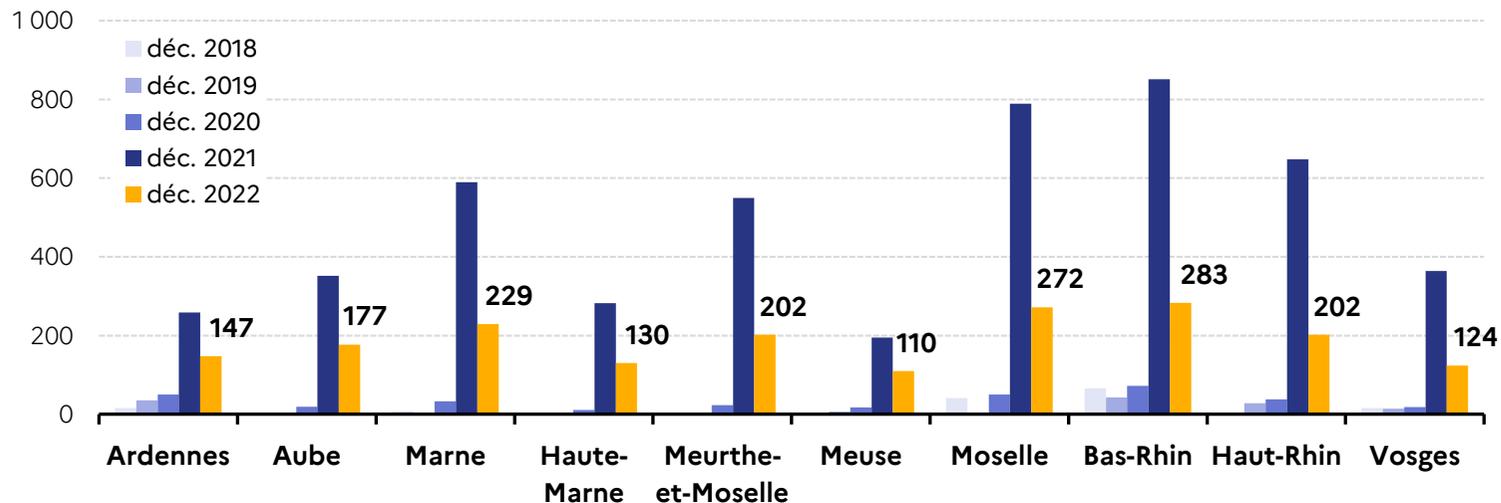


	Grand Est	France métro.
2018	9 248	104 614
2019	7 000	76 778
2020	6 851	60 546
2021	8 411	83 493
2022	6 084	58 540

Sources : ASP, Dares - PoEm - extraction du 7 juin 2023

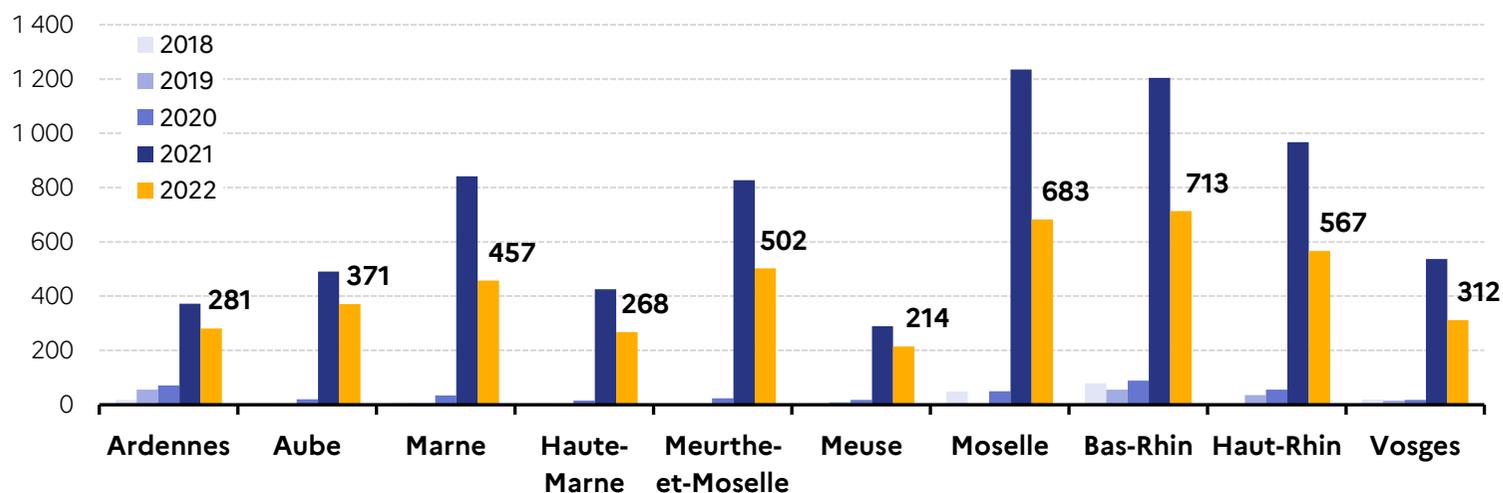
STOCK ET FLUX DES BÉNÉFICIAIRES EN CONTRAT UNIQUE D'INSERTION - CONTRAT INITIATIVE EMPLOI (CUI-CIE)

STOCKS (EFFECTIF EN FIN D'ANNÉE)



	Grand Est	France métro.
déc. 2018	158	1 012
déc. 2019	138	992
déc. 2020	331	2 580
déc. 2021	4 880	51 787
déc. 2022	1 876	19 286

ENTRÉES (CUMUL SUR L'ANNÉE)

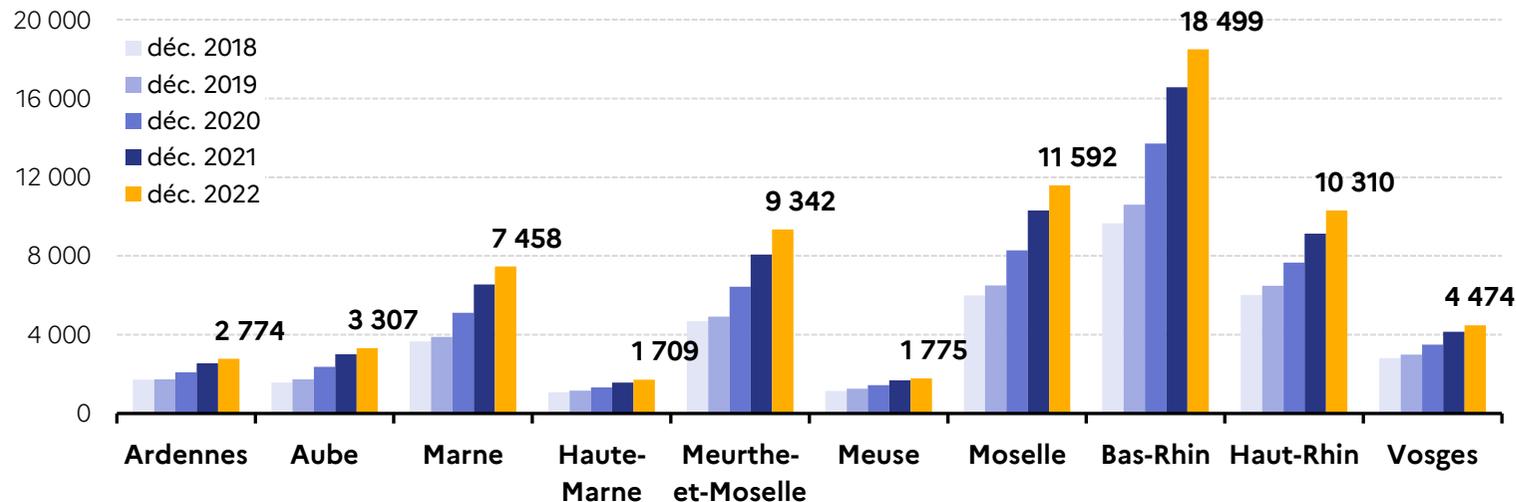


	Grand Est	France métro.
2018	186	1 265
2019	184	1 559
2020	393	3 061
2021	7 188	75 116
2022	4 368	44 915

Sources : ASP, Dares - PoEm - extraction du 7 juin 2023

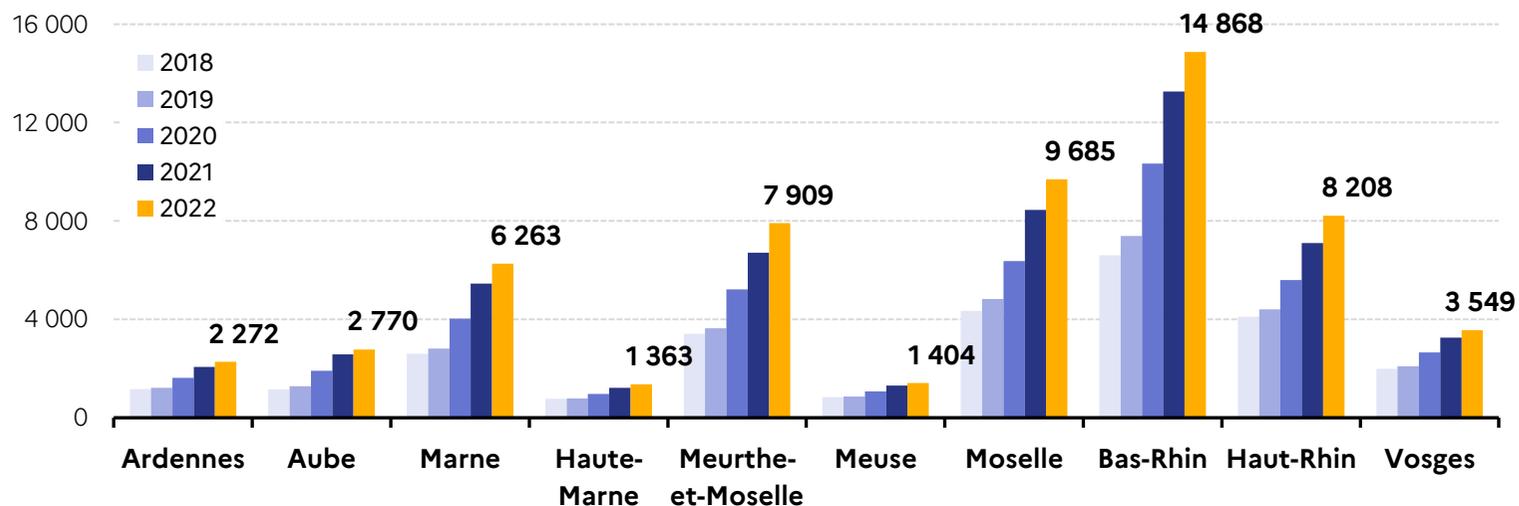
STOCK ET FLUX DES BÉNÉFICIAIRES EN CONTRAT D'APPRENTISSAGE

STOCKS (EFFECTIF EN FIN D'ANNÉE)



	Grand Est	France métro.
déc. 2018	38 289	429 759
déc. 2019	41 234	480 010
déc. 2020	51 868	648 996
déc. 2021	63 585	839 587
déc. 2022	71 240	947 535

ENTRÉES (CUMUL SUR L'ANNÉE)



	Grand Est	France métro.
2018	26 941	315 798
2019	29 296	361 632
2020	39 733	518 738
2021	51 388	716 346
2022	58 291	808 973

Sources : ASP, Dares - PoEm - extraction du 3 août 2023

POLITIQUES DE SOLIDARITÉ

Pour accompagner les ménages les plus en difficultés, diverses allocations sociales existent comme le revenu de solidarité Active (RSA) qui compte 144 057 allocataires dans le Grand Est fin 2020. Avec la même proportion qu'au niveau national, 5,2 % de la population régionale est couverte par le RSA (allocataire, conjoint et personne à charge). La disparité territoriale est importante, puisque dans les Ardennes ce taux s'élève à 7,5 % contre 4,4 % dans le Haut-Rhin. L'allocation de solidarité spécifique (ASS), à destination des demandeurs d'emploi ayant épuisé leurs droits ou aux demandeurs d'emploi de plus de 50 ans sous certaines conditions d'activité, bénéficie à 0,9 % de la population de 15 à 64, un taux légèrement supérieur à celui de la France métropolitaine (0,8 %) fin 2020. Cette part atteint 1,4 % dans les Ardennes et dans les Vosges.

Les allocations de minimum vieillesse (ASPA et AVS) concernent, elles, 2,5 % des 60 ans et plus (contre 3,2 % au national) pour la même période.

L'aide sociale à l'enfance concerne de nombreux dispositifs d'accueil. En termes de nombre de places (hors familles d'accueil), les maisons d'enfances à caractère social sont le principal dispositif. Les politiques publiques en faveur des personnes en situation de handicap ou à destination des personnes âgées sont diverses, soit via de l'aide sociale (aide à domicile, aide à l'accueil), soit via des établissements d'hébergement. Par exemple, fin 2021, le Grand Est comptabilise plus de 52 000 places en EHPAD.

Le droit au logement opposable (DALO) a permis à 519 ménages de trouver une solution de logement en 2020. En parallèle, 9 820 décisions d'expulsion locatives ont été prises en 2019. Le surendettement, lui, touche 9 311 personnes dans le Grand Est. Les ressources mensuelles nettes sont inférieures à 1 020 € pour 46,4 % des ménages surendettés.

La part de la population régionale couverte par le RSA est identique au niveau national, avec des disparités suivant les départements du Grand Est

ALLOCATAIRES DU REVENU DE SOLIDARITÉ ACTIVE

Le revenu de solidarité active (RSA) : le revenu de solidarité active (RSA) s’adresse depuis le 1^{er} juin 2009 en France métropolitaine et depuis le 1^{er} janvier 2011 dans les départements d’outre-mer (et le 1^{er} janvier 2012 à Mayotte) à toute personne âgée d’au moins 25 ans ou assumant la charge d’au moins un enfant né ou à naître. Depuis le 1^{er} septembre 2010 en France métropolitaine et le 1^{er} juillet 2011 dans les DOM, il a été étendu aux personnes de moins de 25 ans ayant travaillé au moins deux années au cours des trois dernières années (RSA jeune).

Le seuil du revenu garanti par le RSA est calculé en additionnant un montant forfaitaire, variable selon la composition du foyer, à une fraction (62 %) des revenus professionnels des membres du foyer. Le montant de l’allocation sera égal à la différence entre le montant maximal de RSA et la moyenne mensuelle des ressources du ménage, y compris les prestations familiales (sauf exceptions). Pour une personne seule, ce montant a été fixé à 607,75 € (au 1^{er} avril 2023).

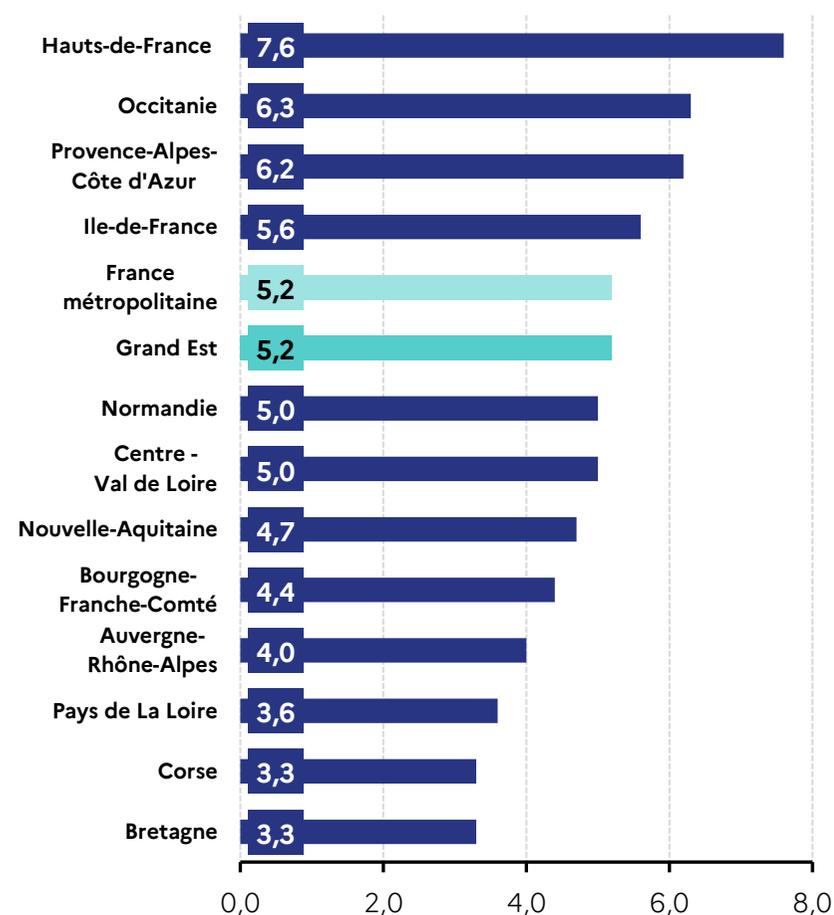
*La population couverte par le RSA (ou bénéficiaires du RSA) correspond aux allocataires, leur conjoint et les personnes à leur charge.

AU 31 DÉCEMBRE 2020	Allocataires du RSA	Dont :			Taux de population couverte par le RSA en % *
		RSA majoré	RSA non majoré (1)	RSA (socle) jeune	
Ardennes	9 995	1 011	8 982	2	7,5
Aube	9 630	1 334	8 291	5	6,5
Marne	14 803	2 034	12 767	2	5,5
Haute-Marne	4 333	522	3 809	2	5,3
Meurthe-et-Moselle	21 639	2 163	19 470	6	5,9
Meuse	4 908	538	4 369	1	5,4
Moselle	25 476	2 631	22 838	7	4,8
Bas-Rhin	27 060	2 849	24 206	5	4,7
Haut-Rhin	15 858	1 788	14 066	4	4,4
Vosges	10 355	1 097	9 255	3	5,7
Grand Est	144 057	15 967	128 053	37	5,2
France métropolitaine	1 726 540	190 911	1 535 131	498	5,2

(1) Les bénéficiaires du RSA jeunes sont intégrés aux effectifs du RSA non majoré

Sources : Panorama statistique de la Drees - édition 2022 ; ISD : Insee, Drees, Cnaf, MSA

TAUX DE POPULATION COUVERTE PAR LE RSA (EN %) *



Une part des allocataires de l'ASS plus importante dans les Vosges et les Ardennes, moindre dans le Bas-Rhin

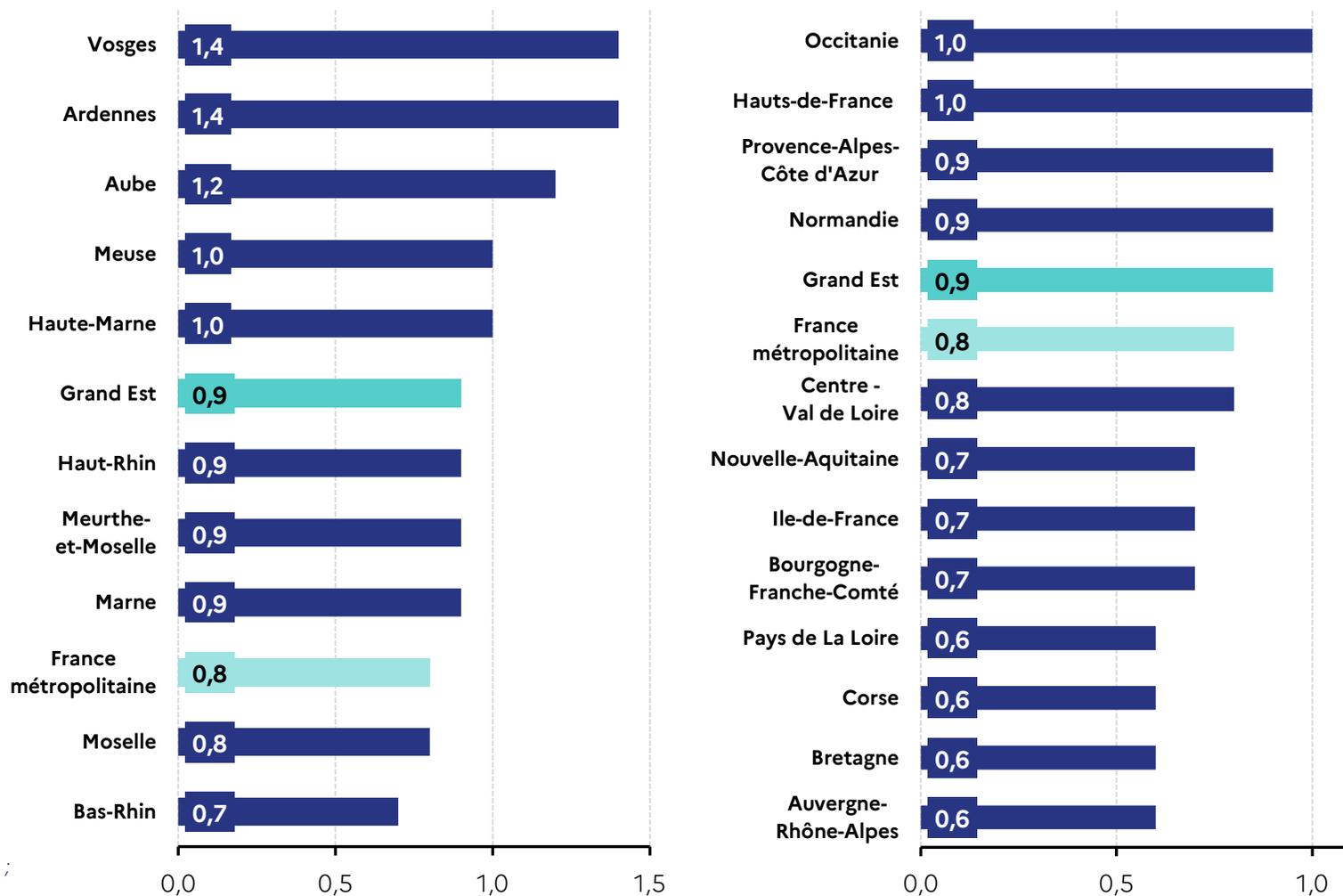
ALLOCATION DE SOLIDARITÉ SPÉCIFIQUE

L'allocation de solidarité spécifique (ASS) : Instituée en 1984, l'ASS est une allocation chômage s'adressant aux chômeurs ayant épuisé leurs droits à l'assurance chômage ou aux demandeurs d'emploi âgés de 50 ans ou plus, et qui justifient d'au moins cinq années d'activité salariée au cours des dix dernières années précédant la rupture de leur contrat de travail.

Pour une personne seule sans emploi, le montant mensuel de l'ASS peut s'élever jusqu'à 545,10 € (condition : ressources inférieure à 726,80 €).

AU 31 DÉCEMBRE 2020	Nombre d'allocataires de l'ASS
Ardennes	2 273
Aube	2 200
Marne	3 016
Haute-Marne	963
Meurthe-et-Moselle	4 186
Meuse	1 056
Moselle	5 562
Bas-Rhin	4 868
Haut-Rhin	4 472
Vosges	3 074
Grand Est	31 670
France métropolitaine	323 202

ALLOCATAIRES DE L'ASS POUR 100 PERSONNES DE 15 À 64 ANS



Sources : Panorama statistique de la Drees - édition 2022 ; ISD : Insee, Drees, Pôle emploi

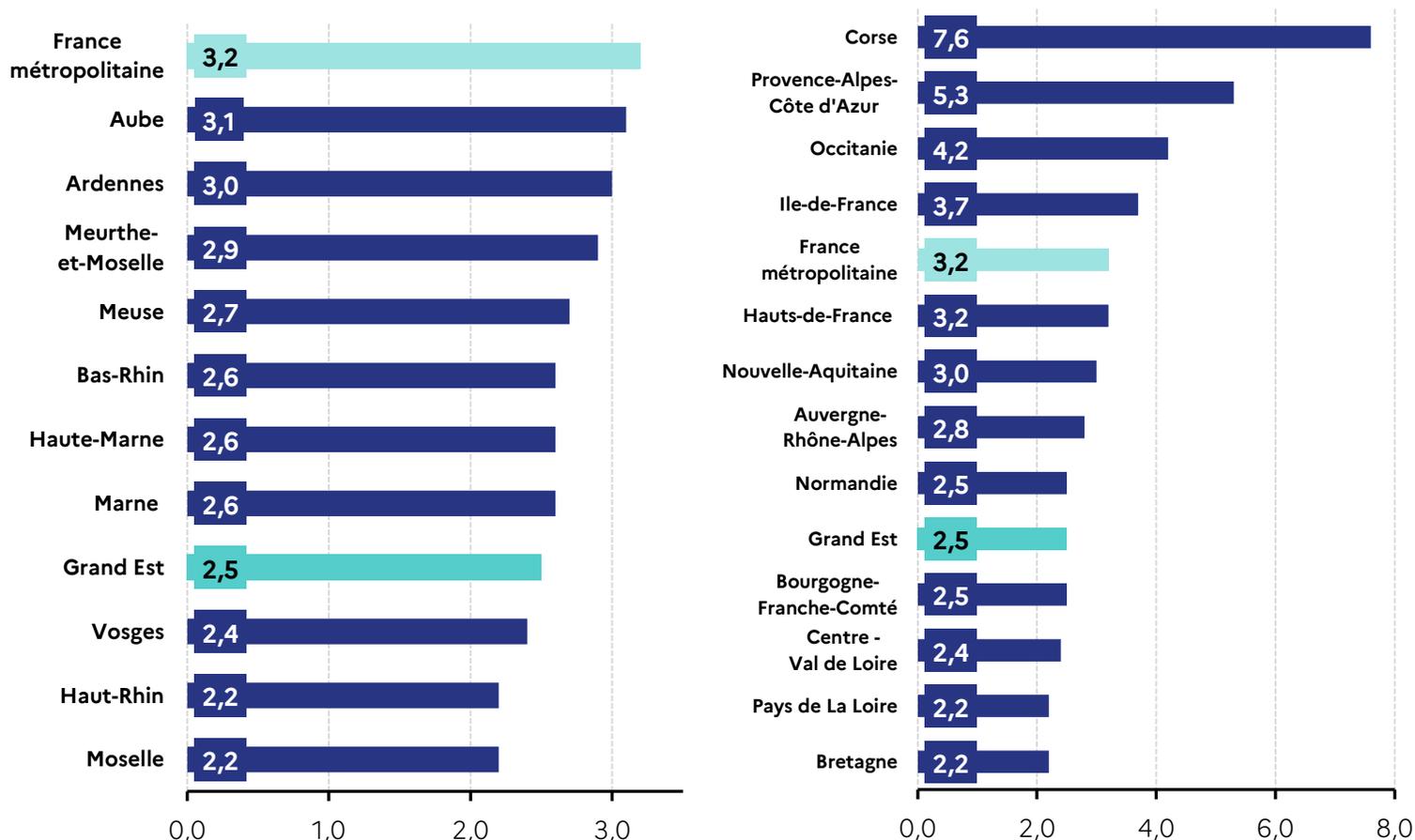
Une part moindre des allocataires de minimum vieillesse dans le Grand Est

ALLOCATIONS DU MINIMUM VIEILLESSE (ASV ET ASPA)

L'allocation supplémentaire vieillesse (ASV) a été créée en 1956 et l'allocation de solidarité aux personnes âgées (ASPA) est entrée en vigueur en 2007 suite à la réforme du minimum vieillesse. L'ASV continue d'être versée aux personnes qui en bénéficiaient avant cette réforme. Ces allocations sont destinées aux personnes âgées d'au moins 65 ans (ou ayant atteint l'âge minimum de départ à la retraite en cas d'invalidité au travail) qui disposent de ressources inférieures au seuil du minimum vieillesse. Elles sont versées par les caisses de retraite ou par le service de l'allocation de solidarité aux personnes âgées et financées par le Fonds de solidarité vieillesse. Pour une personne seule, le montant maximum attribué par mois est de 961,08 € (soit 11 533,02 € maximum par an). Le montant qui est attribué est égal à la différence entre le montant maximum par mois de l'Aspa (961,08 €) et le montant des revenus mensuel.

AU 31 DÉCEMBRE 2020	Nombre d'allocataires ASV et ASPA
Ardennes	2 413
Aube	2 758
Marne	3 895
Haute-Marne	1 442
Meurthe-et-Moselle	5 525
Meuse	1 489
Moselle	6 469
Bas-Rhin	7 588
Haut-Rhin	4 554
Vosges	2 761
Grand Est	38 894
France métropolitaine	570 871

ALLOCATAIRES DE L'ASV ET DE L'ASPA POUR 100 PERSONNES DE 60 ANS ET PLUS



Sources : Panorama statistique de la Drees - édition 2022 : estimation Drees, FSV (Fonds solidarité Vieillesse) et enquête Drees auprès de la caisse nationale d'assurance vieillesse (CNAV), du régime social des indépendants (RSI), de la MSA, de la Caisse des dépôts et consignations (CDC), de l'établissement national des invalides de la marine (ENIM), de la société nationale des chemins de fer (SNCF), de la caisse d'assurance vieillesse, invalidité et maladie des cultes (CAVIMAC) pour la France

Comme en France métropolitaine, les maisons d'enfants à caractère sociale sont le principal dispositif d'accueil de protection de l'enfance en termes de nombre de places

AIDE SOCIALE À L'ENFANCE

	Ardennes	Aube	Marne	Haute-Marne	Meurthe-et-Moselle	Meuse	Moselle	Bas-Rhin	Haut-Rhin	Vosges	Grand Est	France métro.
PROTECTION DE L'ENFANCE AU 31 DÉCEMBRE 2021												
Nombre de places d'accueil mère-enfant	0	27	24	0	69	25	113	93	168	23	542	5 179
Nombre de places en pouponnières à caractère social	0	0	0	0	73	24	0	0	51	0	148	902
Nombre de places en foyers de l'enfance	126	426	132	0	383	107	372	217	75	78	1 916	15 040
Nombre de places en maisons d'enfants à caractère social	491	279	612	256	650	259	1 272	1 322	705	644	6 490	65 327
Nombre de places en structures intermédiaires de placement social	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1 435
Nombre de places en lieux de vie et d'accueil	0	0	10	7	62	17	10	25	5	41	177	3 061
Nombre de places en villages d'enfants	0	50	0	0	51	73	61	42	0	0	277	2 049
Nombre de places en établissement d'aide sociale à l'enfance pour 1000 jeunes de 0 à 20 ans	10,3	10,4	5,9	7,7	7,7	13,0	8,0	6,5	5,8	10,4	7,7	6,0
Nombre de places en centres de placement familial socio éducatif	0	100	0	0	170	0	0	121	35	0	426	11 748

AIDE SOCIALE À L'ENFANCE AU 31 DÉCEMBRE 2020

Nombre d'enfants confiés à l'Aide sociale à l'enfance	1 251	1 184	1 550	656	2 479	833	2 589	3 342	2 345	1 418	17 647	193 265
<i>Dont mesures judiciaires de placements</i>	949	905	1 257	542	1 709	635	1 956	2 928	1 660	1 013	13 554	136 204
Nombre de placements directs par un juge	47	80	49	39	324	68	246	246	183	177	1 459	14 438
Nombre d'actions éducatives à domicile (AED)	253	109	106	80	557	276	213	1 071	478	504	3 647	50 372
Nombre d'actions éducatives en milieu ouvert (AEMO)	591	606	1 242	280	1 764	418	1 796	1 518	1 558	566	10 339	114 229
Nombre de mesures d'ASE (mesures de placements et actions éducatives) en % des 0-20 ans au 31/12/2020	1,4	1,0	1,0	1,0	1,4	1,8	0,9	1,0	1,2	1,4	1,1	1,1

Sources : Panorama statistique de la Drees - édition 2022 ; Drees, Finess, enquête aide sociale 2020 ; Dreets ; Insee, estimation de population 2022

Un taux d'équipement en établissements d'hébergement pour adultes handicapés variable suivant les départements et les catégories d'établissement

AIDE SOCIALE AUX PERSONNES HANDICAPÉES

AU 31 DÉCEMBRE 2020	Ardennes	Aube	Marne	Haute-Marne	Meurthe-et-Moselle	Meuse	Moselle	Bas-Rhin	Haut-Rhin	Vosges	Grand Est	France métro.
Aide sociale aux personnes handicapées (1)	2 815	2 778	4 377	2 024	6 810	1 450	6 903	8 784	7 566	3 315	46 822	553 041
<i>Dont aide à domicile (PCH, ACTP à domicile, aides ménagères)</i>	2 116	1 910	2 859	1 239	5 566	1 070	5 120	6 024	5 199	2 332	33 435	396 695
<i>Dont aide à l'accueil (ACTP en établissement, aides à l'hébergement en établissement ou chez des particuliers, accueil de jour)</i>	699	868	1 518	785	1 244	380	1 783	2 760	2 367	983	13 387	156 346

(1) Il s'agit d'un nombre d'aides sociales et non d'individus : une même personne peut être comptabilisée plusieurs fois si elle bénéficie de plusieurs types d'aide

TAUX D'ÉQUIPEMENT EN ÉTABLISSEMENTS D'HÉBERGEMENT POUR ADULTES HANDICAPÉS PAR CATÉGORIE D'ÉTABLISSEMENT : PLACES POUR 1 000 HABITANTS DE 20 À 59 ANS

AU 31 DÉCEMBRE 2021	Ardennes	Aube	Marne	Haute-Marne	Meurthe-et-Moselle	Meuse	Moselle	Bas-Rhin	Haut-Rhin	Vosges	Grand Est	France métro.
Taux d'équipement en places d'accueil spécialisé pour adultes handicapés	1,3	0,9	1,1	1,8	1,3	1,8	1,4	0,7	1,1	1,6	1,2	1,1
Taux d'équipement en places d'accueil médicalisé pour adultes handicapés	0,8	0,8	1,1	0,6	0,7	1,1	0,8	1,1	0,8	1,0	0,9	1,0
Taux d'équipement en places dans les foyers de vie (inclut les foyers occupationnels)	1,2	2,6	2,0	2,5	2,1	2,4	0,8	1,4	2,9	2,7	1,8	2,4
Taux d'équipement en places dans les établissements et service d'aide par le travail (ESAT)	5,2	4,3	4,2	5,9	4,4	5,3	4,5	3,1	3,9	5,2	4,2	3,6

CAPACITÉ D'ACCUEIL POUR ENFANTS ET ADOLESCENTS HANDICAPÉS SELON LA CATÉGORIE D'ÉTABLISSEMENT : PLACES POUR 1 000 HABITANTS DE MOINS DE 20 ANS

AU 31 DÉCEMBRE 2021	Ardennes	Aube	Marne	Haute-Marne	Meurthe-et-Moselle	Meuse	Moselle	Bas-Rhin	Haut-Rhin	Vosges	Grand Est	France métro.
Taux d'équipement en places dans les établissements pour enfants handicapés (hors SESSAD, CMPP, CAMSP, jardins d'enfants spécialisés et places d'accueil temporaire) (1)	13,4	8,4	7,4	14,1	11,7	8,8	9,2	6,7	9,1	9,0	9,1	7,1
Taux d'équipement en places dans les SESSAD	5,1	2,6	3,2	5,2	3,4	5,5	3,0	3,4	2,9	3,1	3,4	3,3

(1) Y compris accueil temporaire

Sources : Panorama statistique de la Drees - édition 2022 : Drees, enquête aide sociale 2020, Finess ; Insee, estimation de population 2022

La capacité d'accueil pour 1 000 personnes de 75 ans et plus est légèrement supérieure dans le Grand Est par rapport à la France métropolitaine

AIDE SOCIALE AUX PERSONNES ÂGÉES

BÉNÉFICIAIRES DE L'AIDE SOCIALE DÉPARTEMENTALE

AU 31 DÉCEMBRE 2020	Ardennes	Aube	Marne	Haute-Marne	Meurthe-et-Moselle	Meuse	Moselle	Bas-Rhin	Haut-Rhin	Vosges	Grand Est	France métro.
Aide sociale aux personnes âgées	8 730	7 731	9 131	3 896	15 122	4 320	21 431	21 176	13 956	8 206	113 699	1 413 379
<i>Dont aide à domicile (APA à domicile, aides ménagères)</i>	5 883	3 985	3 424	2 049	7 499	2 163	11 993	11 062	6 741	3 464	58 263	767 072
<i>Dont aide à l'accueil (APA en établissement, aide sociale à l'hébergement en établissement ou chez des particuliers)</i>	2 847	3 746	5 707	1 847	7 623	2 157	9 438	10 114	7 215	4 742	55 436	646 307

CAPACITÉ D'ACCUEIL POUR LES PERSONNES ÂGÉES SELON LA CATÉGORIE D'ÉTABLISSEMENT

AU 31 DÉCEMBRE 2021	Ardennes	Aube	Marne	Haute-Marne	Meurthe-et-Moselle	Meuse	Moselle	Bas-Rhin	Haut-Rhin	Vosges	Grand Est	France métro.
Nombre de places en EHPAD	2 459	3 553	5 328	2 114	6 493	2 130	8 631	9 308	6 816	5 435	52 267	609 217
Nombre de places en résidence autonomie	336	408	2 207	216	2 396	383	2 241	885	1 588	562	11 222	120 082
Nombre de lits en USDL	128	170	240	107	422	140	493	631	427	169	2 927	29 836
Nombre de places en centre de jour pour personnes âgées	10	10	0	0	37	12	0	73	179	0	321	3 720
Nombre de places dans les autres établissements pour personnes âgées	36	0	24	0	10	25	50	71	153	62	431	5 782
Nombre de places en SSIAD et SPASAD	614	663	997	464	1 388	557	1 769	1 355	1 337	837	9 981	125 374
Nombre total de places et lits installés pour 1 000 personnes de 75 ans et plus	13,0	14,8	16,8	14,1	15,7	16,9	13,4	12,1	14,2	16,8	14,4	13,7

EHPAD : établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes

USDL : unité de soins de longue durée

SSIAD : services de soins infirmiers à domicile

SPASSAD : services polyvalents d'aide et de soins à domicile

Sources : Panorama statistique de la Drees - édition 2022 : Drees, enquête aide sociale 2020, Finess, SAE

Plus de situation de surendettement dans les Vosges et la Haute-Marne / Légèrement moins d'expulsions locatives pour 1 000 ménages dans le Grand Est

SURENDETTEMENT DES MÉNAGES

ANNÉE 2022	Ardennes	Aube	Marne	Haute-Marne	Meurthe-et-Moselle	Meuse	Moselle	Bas-Rhin	Haut-Rhin	Vosges	Grand Est	France métro.
Situations soumises aux secrétariats des commissions de surendettement	476	618	1 151	420	1 385	336	1 460	1 358	1 257	850	9 311	113 081
Personnes surendettées	506	652	1 282	410	1 428	362	1 485	1 414	1 343	940	9 822	121 138
Situations de surendettement pour 100 000 habitants	215	241	247	297	226	224	167	140	197	280	201	208
Endettement médian, hors immobilier, des ménages surendettés	14 219 €	16 782 €	14 591 €	14 294 €	15 948 €	12 064 €	17 351 €	16 036 €	16 087 €	13 180 €	15 481 €	16 328 €
Part (en %) des ménages surendettés dont les ressources mensuelles nettes sont inférieures à 1 020 €	49,0	43,0	46,8	50,2	47,3	49,1	44,4	45,2	45,6	49,2	46,4	44,0

PRÉCARITÉ DE LOGEMENT

	Décisions d'expulsions locatives en 2019				Dettes relatives à des impayés d'énergie dans les dossiers de surendettement en 2021		
	Total	Expulsions fermes"	Expulsions "conditionnelles"	Décisions d'expulsions locatives pour 1000 ménages	Nombre de dossiers de surendettement avec impayés d'énergie	Part des dossiers avec impayés d'énergie parmi l'ensemble des dossiers de surendettement (en %)	Part des dettes liées à des impayés d'énergie dans l'ensemble des dettes (en %)
Ardennes	504	361	143	10,9	233	44,6	1,5
Aube	772	472	300	13,5	236	41,3	1,2
Marne	1 401	816	585	11,5	524	42,8	1,2
Haute-Marne	268	188	80	10,0	176	45,3	1,8
Meurthe-et-Moselle	1 344	1 061	283	9,9	498	38,6	1,4
Meuse	174	124	50	6,8	175	46,4	1,9
Moselle	1 630	1 318	312	9,5	543	39,1	1,4
Bas-Rhin	1 729	1 099	630	8,5	610	45,5	1,7
Haut-Rhin	1 469	1 221	248	11,8	561	42,8	1,5
Vosges	529	334	195	9,2	323	39,9	1,5
Grand Est	9 820	6 994	2 826	10,1	3 879	42,1	1,5
France métropolitaine	126 585	77 586	48 999	11,0	41 888	37,1	1,2

Sources : Panorama statistique de la Drees - édition 2022 : Ministère de la justice/SG/SDSE, répertoire général civil 2019 ; Insee, recensement de la population 2016 et 2017 ; banque de France, enquête typologique 2022

Un nombre de recours sur le droit au logement opposable réduit dans le Grand Est

DROIT AU LOGEMENT OPPOSABLE

ANNÉE 2021

	Grand Est	France métropolitaine
Nombre de recours "logement" reçus	1 576	104 083
Recours non examinés	30	1 991
Recours "logement" avec décision	1 546	102 092
<i>Dont favorables logement (prioritaires et urgents)</i>	519	34 321
<i>Dont rejets (explicites)</i>	761	59 688
<i>Dont sans objet</i>	171	6 601
<i>Dont réorientation recours logement vers hébergement</i>	95	1 479
Nombre de recours "hébergement" reçus	49	7 344
Recours non examinés	0	19
Recours "hébergement" avec décision	49	7 325
<i>Dont favorables logement (prioritaires et devant être accueillis)</i>	20	4 210
<i>Dont rejets (explicites)</i>	23	2 782
<i>Dont sans objet</i>	3	278
<i>Dont recours logement réorientés hébergement (rappel)</i>	95	1 479
Nombre de recours reçus (2)	1 625	111 427
Recours non examinés	30	2 010
Recours avec décision	1 595	109 417
<i>Dont favorables (1)</i>	539	38 531
<i>Dont rejets (explicites)</i>	784	62 470
<i>Dont sans objet</i>	174	6 879

(2) Dans la synthèse, les décisions favorables correspondent à la somme des décisions favorables logement, des décisions favorables hébergement et des réorientations des recours logement vers l'hébergement.

Source : Panorama statistique de la DREES - édition 2022 : Infocentre Dalo

COMMERCE EXTÉRIEUR

Malgré la guerre en Ukraine ou la crise énergétique, la France poursuit en 2022 son rebond de l'économie qui a suivi la crise sanitaire liée à l'épidémie de Covid-19. La hausse de la facture énergétique, associée à la dépréciation de l'euro vis-à-vis du dollar observé depuis février 2022, contribue à dégrader le commerce extérieur. En 2022, le pays continue d'importer plus de produits qu'il n'exporte, affichant un déficit commercial record de 194,3 milliards d'euros.

Le Grand Est demeure la deuxième région exportatrice de France, derrière l'Ile-de-France et devant l'Auvergne-Rhône-Alpes, les Hauts-de-France et l'Occitanie. Le Grand Est perd sa place de première région française pour son solde positif (+3,3 Md€ en 2020, +5,8 Md€ en 2021 et +2,3 Md€ en 2022), maintenant devancée par l'Occitanie (+7,1 Md€).

Les exportations de la région s'élèvent à 73,3 Md€ en 2022, soit une augmentation de 12 % en un an. Dans le même temps, les importations atteignent 70,9 Md€ et sont en augmentation de 19 %. La balance commerciale du Grand Est passe ainsi de 5,8 milliards d'euros en 2021 à 2,3 milliards d'euros, en baisse de 53,5 % en un an.

Au palmarès des achats et des ventes 2022 du Grand Est, les produits réalisant plus de la moitié des exportations et importations sont les suivants : produits pharmaceutiques, machines et équipements d'usage général, boissons, produits chimiques / engrais, véhicules / équipements automobiles, produits sidérurgiques et équipements électriques. Les meilleurs soldes des échanges proviennent des produits de boissons (+5,1 Md€) et des produits de l'agriculture et de la chasse (+1,8 Md€).

Parmi les 10 départements qui composent la région Grand Est, trois ont des soldes négatifs : -3 133 M€ pour le Haut-Rhin, -544 M€ pour la Meurthe-et-Moselle et -173 M€ pour l'Aube. Au rang des soldes commerciaux positifs, la Marne (+2 654 M€) couvre largement le solde positif régional (+2 358 M€) et devance le solde positif de +1 631 M€ de la Moselle. La boisson, produit phare de la Marne (4 234 M€) représente 48,3% des exportations du département. Sans le Champagne, la Marne aurait également une situation de déficit commercial.

Le poids des produits de boissons dans les exportations régionales est très supérieur à celui de la France. Les équipements automobiles sont une deuxième catégorie de produit avec un poids dans les exportations du Grand Est sensiblement supérieur à leur poids au niveau national. Les équipements automobiles sont également bien davantage présents dans les importations régionales qu'en France métropolitaine, tout comme les produits pharmaceutiques.

Le Grand Est demeure la deuxième région exportatrice de France

POSITIONNEMENT DU GRAND EST PARMIS LES RÉGIONS FRANÇAISES

ANNÉE 2022 (SELON L'ORDRE DÉCROISSANT DU SOLDE EXPORTATIONS - IMPORTATIONS)	Exportations		Importations		Solde (en millions d'€)
	Valeur en € (en millions)	Part (en %)	Valeur en € (en millions)	Part (en %)	
Occitanie	46 045	8,0	38 981	5,1	7 065
Grand Est	73 262	12,7	70 904	9,2	2 358
Corse	99	0,0	613	0,1	-514
Bourgogne - Franche-Comté	21 296	3,7	22 230	2,9	-933
Centre-Val de Loire	26 095	4,5	27 691	3,6	-1 597
Bretagne	12 866	2,2	16 074	2,1	-3 208
Nouvelle-Aquitaine	27 775	4,8	32 290	4,2	-4 515
DOM	470	0,1	7 300	0,9	-6 830
Auvergne - Rhône-Alpes	70 728	12,3	78 996	10,2	-8 268
Pays de la Loire	25 404	4,4	41 430	5,4	-16 026
Normandie	42 151	7,3	59 864	7,8	-17 713
Hauts-de-France	65 425	11,3	97 332	12,6	-31 907
Provence-Alpes-Côte d'Azur	29 340	5,1	63 283	8,2	-33 943
Ile-de-France	136 187	23,6	214 538	27,8	-78 351
France entière	577 264	100,0	771 541	100,0	-194 277

La somme des valeurs peut être différente du total du fait des arrondis

Source : Douanes, chiffres en valeur du commerce extérieur, année 2022

Nature des données : données CAF/FAB (pour les importations coût, assurance et fret compris jusqu'à la frontière nationale, pour les exportations, franco à bord à la frontière) hors matériel militaire

La nature des opérations comptabilisées :

Les statistiques du commerce extérieur français sont établies selon la méthode dite du « commerce spécial ». Cela signifie que seules sont comptabilisées les marchandises entrant ou sortant réellement de l'économie nationale.

Les importations comptabilisent :

- les marchandises entrant directement dans les circuits de l'économie nationale (destinées à la consommation intérieure directe ou pour ouvroison) ;
- les marchandises retirées d'entrepôts douaniers pour être mises à la consommation ;
- les marchandises originaires d'un pays hors Union européenne mises en libre pratique (acquittement des droits de douane et respect des normes) sur le territoire national.

Les exportations comprennent les exportations de marchandises d'origine nationale, c'est-à-dire de marchandises produites ou fabriquées entièrement ou en partie dans le pays, ainsi que les réexportations de marchandises étrangères après ouvroison en France ou après mise en libre pratique.

Les opérations exclues :

Sont exclus des statistiques notamment :

- les réparations, l'admission temporaire, l'avitaillement, le placement en entrepôt sous douane de marchandises autres que le pétrole, le transit ... ;
- les flux relatifs à certaines marchandises telles que le matériel militaire, l'or monétaire, les moyens de paiement et les valeurs ayant cours légal, les véhicules lanceurs de véhicules spatiaux ;
- les exportations (resp. importations) intracommunautaires d'opérateurs non soumis à l'obligation déclarative statistique pour ces échanges (opérateurs dont le cumul annuel des expéditions-ventes (resp. acquisitions-achats) aux partenaires de l'UE - est inférieur au seuil de 460 000 euros).

Valeur :

Pour la détermination de la valeur statistique de chaque marchandise, la notion retenue est celle de valeur marchande du bien plutôt que la valeur transactionnelle (le prix effectivement payé ou à payer). Cette valeur n'intègre pas le montant des impositions éventuelles liées aux échanges extérieurs (droits de douanes, TVA, restitutions, taxes à l'exportation, accises, ...).

Pour le commerce extérieur de la France, la valeur des échanges est prise en compte au passage de la frontière. Cette comptabilisation est dite CAF/FAB : pour les importations coût, assurance et fret compris jusqu'à notre frontière nationale, pour les exportations, franco à bord à notre frontière. La valeur des échanges est exprimée en euros.

La Marne couvre largement le solde positif régional

LE COMMERCE EXTÉRIEUR SELON LES DÉPARTEMENTS

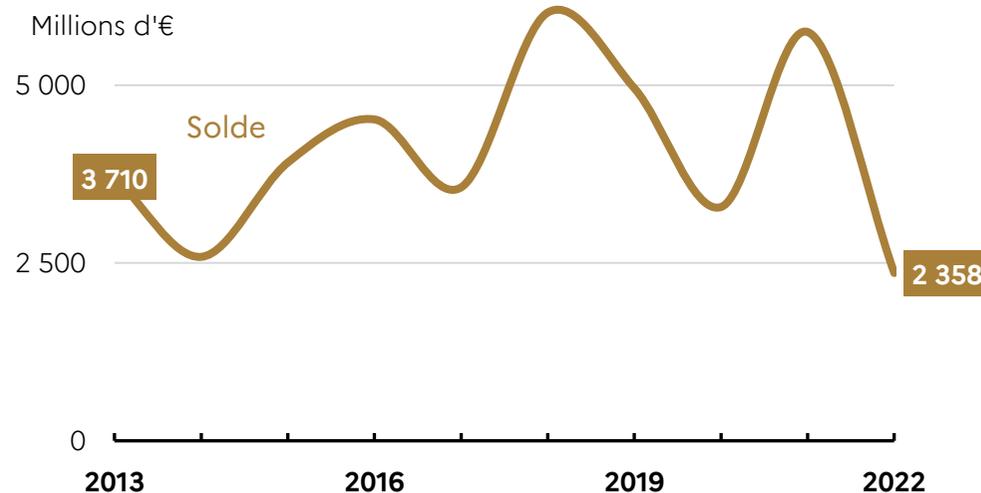
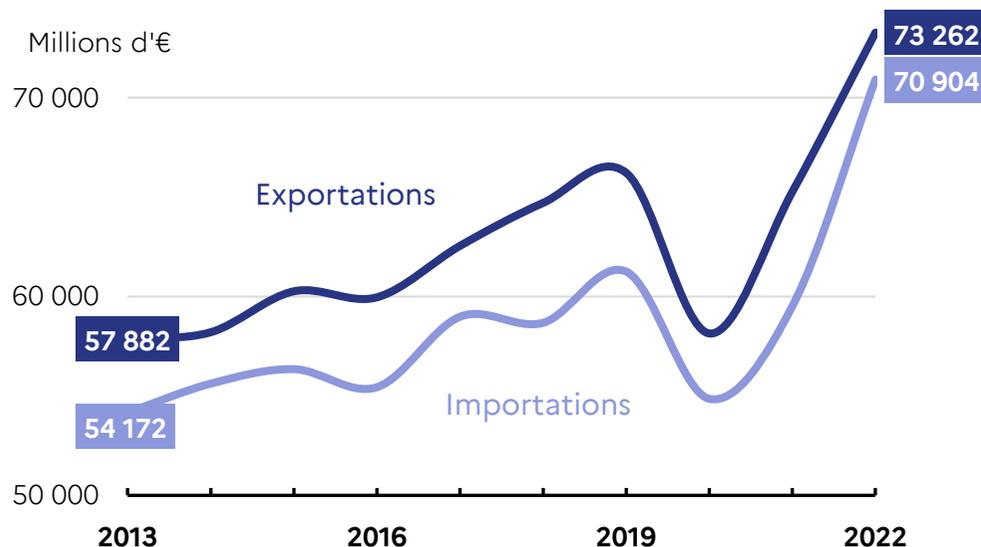
ANNÉE 2022 (SELON L'ORDRE DÉCROISSANT DU SOLDE EXPORTATIONS - IMPORTATIONS)	Exportations		Importations		Solde (en millions d'€)
	Valeur en € (en millions)	Part (en %)	Valeur en € (en millions)	Part (en %)	
Marne	8 801	12,0	6 146	8,7	2 654
Moselle	12 595	17,2	10 964	15,5	1 631
Ardennes	2 695	3,7	2 047	2,9	648
Bas-Rhin	23 882	32,6	23 431	33,0	450
Meuse	1 732	2,4	1 313	1,9	419
Vosges	2 945	4,0	2 627	3,7	318
Haute-Marne	1 305	1,8	1 219	1,7	85
Aube	1 866	2,5	2 039	2,9	-173
Meurthe-et-Moselle	3 171	4,3	3 715	5,2	-544
Haut-Rhin	14 269	19,5	17 402	24,5	-3 133
Grand Est	73 262	100,0	70 904	100,0	2 358

Source : Douanes, chiffres en valeur du commerce extérieur, année 2022

Nature des données : données CAF/FAB (pour les importations coût, assurance et fret compris jusqu'à la frontière nationale, pour les exportations, franco à bord à la frontière) hors matériel militaire

La balance, encore positive, du commerce extérieur du Grand Est perd plus de la moitié de sa valeur

ÉVOLUTION DES CHIFFRES DU COMMERCE EXTÉRIEUR



EN MILLIONS D'€		2013	2021	2022	Taux de croissance annuel moyen, période 2013-2022 (en %)	Évolution 2021-2022 (en %)
Grand Est	Exportations	57 882	65 270	73 262	2,7	12,2
	Importations	54 172	59 518	70 904	3,0	19,1
	Solde	3 710	5 752	2 358		
France entière	Exportations	428 335	483 040	577 264	3,4	19,5
	Importations	507 578	597 123	771 541	4,8	29,2
	Solde	-79 243	-114 083	-194 277		

Source : Douanes, chiffres en valeur du commerce extérieur, année 2022

Nature des données : données CAF/FAB (pour les importations coût, assurance et fret compris jusqu'à la frontière nationale, pour les exportations, franco à bord à la frontière) hors matériel militaire

L'Allemagne, l'Italie et la Belgique restent les principaux pays partenaires du Grand Est

LES 15 PRINCIPAUX PAYS PARTENAIRES

(SELON L'ORDRE DÉCROISSANT DU VOLUME DES ÉCHANGES EXPORTATIONS + IMPORTATIONS)

EN MILLIONS D'€		2021			2022			Rang 2022 du pays sur l'ensemble de la France
		Exportations	Importations	Solde	Exportations	Importations	Solde	
1	Allemagne	16 346	16 543	-197	18 745	19 507	-762	1
2	Italie	5 530	4 637	892	5 518	4 790	727	3
3	Belgique	4 534	3 592	942	5 281	4 630	651	2
4	Etats-Unis d'Amérique	4 471	2 994	1 477	5 211	3 641	1 570	5
5	Espagne	4 129	3 114	1 014	4 888	3 511	1 377	6
6	Pays-Bas	3 712	2 446	1 266	4 328	2 724	1 603	8
7	Suisse	2 940	2 715	224	3 175	3 658	-483	9
8	Chine	1 474	3 960	-2 485	1 387	4 818	-3 430	4
9	Royaume-Uni	3 183	1 182	2 000	3 451	1 997	1 454	7
10	Pologne	1 726	1 583	143	2 136	1 955	180	10
11	Autriche	1 294	1 123	170	1 470	1 604	-133	nd
12	République tchèque	734	1 211	-477	901	1 133	-231	15
13	Pays non classifiés ailleurs	-	1 704	-1 704	-	2 024	-2 023	.
14	Suède	849	847	1	913	1 075	-162	18
15	Slovaquie	828	606	222	934	790	144	nd
Ensemble des 15 premiers pays		51 757	48 263	3 493	58 345	57 864	481	
Autres pays		13 512	11 254	2 258	14 916	13 039	1 877	
Ensemble		65 269	59 517	5 752	73 261	70 903	2 358	

Source : Douanes, chiffres en valeur du commerce extérieur, année 2022

Nature des données : données CAF/FAB (pour les importations coût, assurance et fret compris jusqu'à la frontière nationale, pour les exportations, franco à bord à la frontière) hors matériel militaire

La somme des valeurs peut être différente du total du fait des arrondis ; nd : non disponible

A l'instar des années passées, l'exportation de boissons (Champagne) contribue le plus à l'excédent commercial du Grand-Est

LES 20 PRINCIPAUX PRODUITS ÉCHANGÉS

(SELON L'ORDRE DÉCROISSANT DU VOLUME
DES ÉCHANGES EXPORTATIONS + IMPORTATIONS)

EN MILLIONS D'€		2021			2022			Rang 2022 du produit sur l'ensemble de la France
		Exportations	Importations	Solde	Exportations	Importations	Solde	
1	Produits pharmaceutiques de base et préparations pharmaceutiques	5 567	4 880	686	6 130	6 766	-635	1
2	Produits chimiques, engrais, plastiques et caoutchouc synthétique	4 357	4 733	-375	5 377	6 063	-686	2
3	Machines et équipements d'usage général	5 375	4 880	495	5 949	5 346	602	3
4	Véhicules automobiles ; carrosseries automobiles ; remorques et semi-remorques	5 993	5 005	987	5 300	5 080	220	4
5	Autres équipements électriques	3 116	2 984	131	3 677	3 201	476	6
6	Équipements automobiles	3 232	2 741	491	3 288	3 562	-273	11
7	Produits sidérurgiques et de première transformation de l'acier	2 795	2 731	63	3 229	3 322	-92	12
8	Boissons	4 765	536	4 228	5 738	637	5 101	17
9	Métaux précieux et autres métaux non ferreux communs	1 804	1 773	30	2 132	2 341	-208	7
10	Autres produits chimiques, fibres artificielles ou synthétiques	2 150	1 737	413	2 349	2 063	286	19
11	Produits en plastique	1 691	1 821	-130	1 895	2 011	-116	15
12	Coutellerie, outillage, quincaillerie et autres ouvrages en métaux	1 244	1 981	-737	1 457	2 346	-889	22
13	Autres machines d'usage spécifique	1 821	1 471	349	2 118	1 500	618	18
14	Articles d'habillement	1 057	1 802	-744	1 172	2 114	-941	9
15	Instruments de mesure, d'essai et de navigation ; horlogerie	1 630	1 213	417	1 776	1 442	333	20
16	Cuir et articles en cuir	1 027	1 710	-682	1 082	1 931	-848	14
17	Produits de l'agriculture et de la chasse	1 586	492	1 093	2 326	491	1 835	13
18	Pâte à papier, papier et carton	1 099	959	140	1 432	1 265	166	35
19	Produits de la cokéfaction et du raffinage	101	1 068	-967	130	2 272	-2 142	21
20	Instruments et fournitures à usage médical et dentaire	788	1 207	-418	858	1 275	-416	25
Ensemble des 20 premiers produits		51 207	45 735	5 471	57 423	55 036	2 387	
Autres produits		14 064	13 783	280	15 957	15 879	78	
Ensemble		65 271	59 519	5 752	73 381	70 916	2 465	

Source : Douanes, chiffres en valeur du commerce extérieur, année 2022

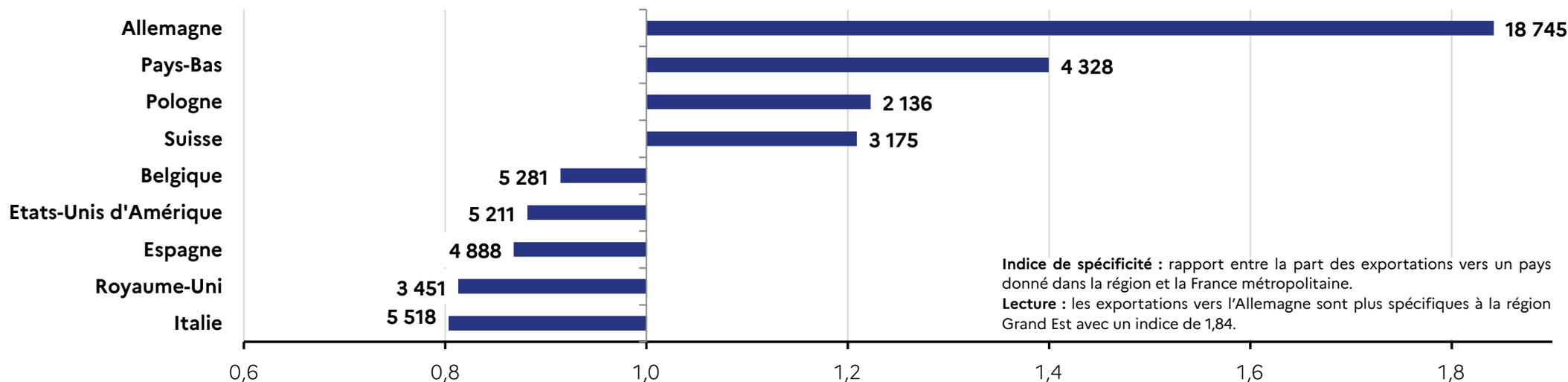
Nature des données : données CAF/FAB (pour les importations coût, assurance et fret compris jusqu'à la frontière nationale, pour les exportations, franco à bord à la frontière) hors matériel militaire

La somme des valeurs peut être différente du total du fait des arrondis

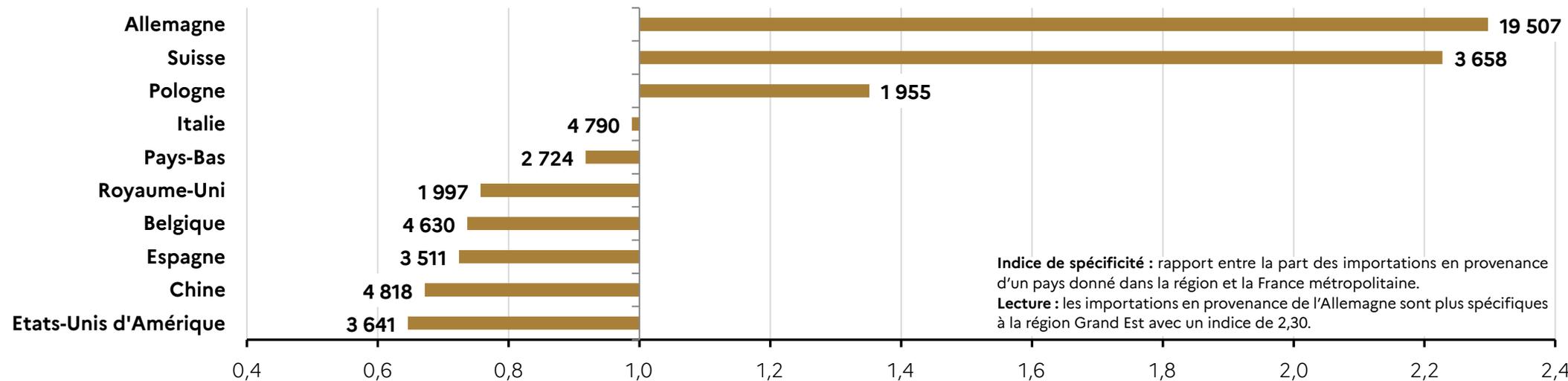
Des échanges commerciaux bien davantage dirigés ou en provenance de l'Allemagne qu'au niveau national

SPÉCIFICITÉ (GRAND EST / FRANCE MÉTROPOLITAINE) ET MONTANTS (EN MILLIONS D'€) DES ÉCHANGES SELON LES PAYS

EXPORTATIONS



IMPORTATIONS

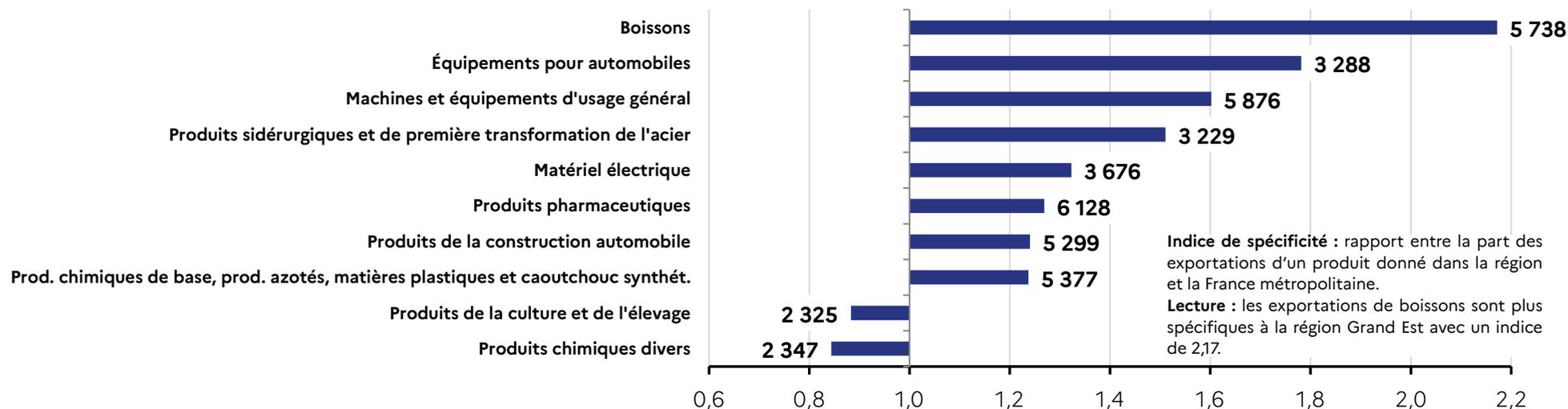


Source : Douanes, chiffres en valeur du commerce extérieur, année 2022 Champ : Pays ayant une représentation minimale des exportations / importations de 2 % pour le Grand Est et la France

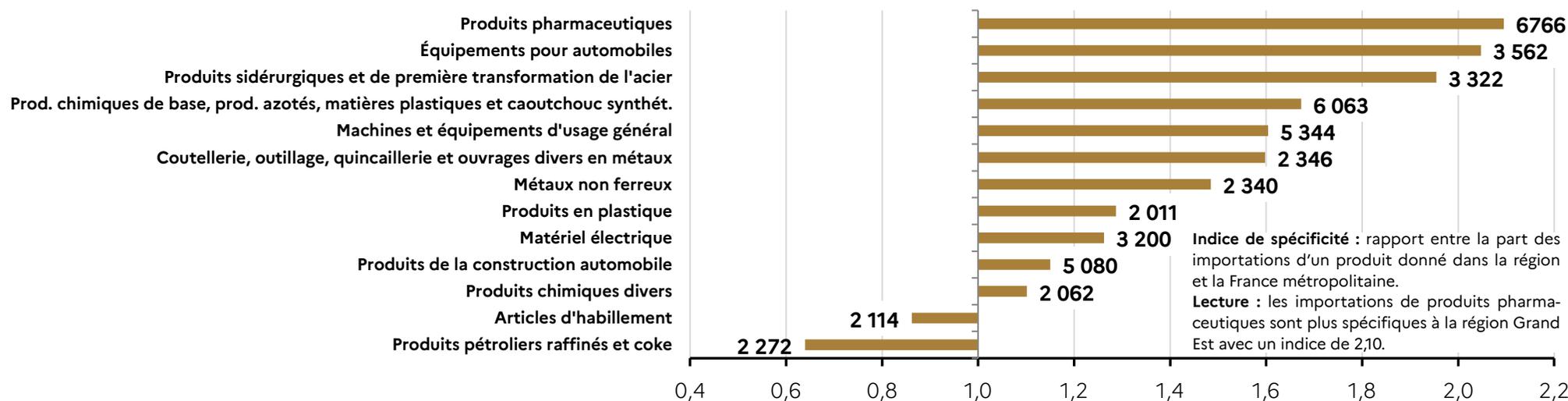
Des produits pharmaceutiques avec un poids dans les importations et exportations bien supérieurs au niveau national

SPÉCIFICITÉ (GRAND EST / FRANCE MÉTROPOLITAINE) ET MONTANTS (EN MILLIONS D'€) DES ÉCHANGES SELON LES PRODUITS

EXPORTATIONS



IMPORTATIONS



Source : Douanes, chiffres en valeur du commerce extérieur, année 2022 Champ : Produits ayant une représentation minimale des exportations / importations de 2 % pour le Grand Est et la France



**PRÉFET
DE LA RÉGION
GRAND EST**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction régionale
de l'économie, de l'emploi,
du travail et des solidarités

sese

indicateurs
2023

Portrait de territoires 2023 - Grand Est

Directrice de la publication : Angélique ALBERTI

Direction régionale de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités Grand Est

6 rue Hirn - 67 000 STRASBOURG

Service études statistiques et évaluation - Indicateurs octobre 2023 - ISSN 2556-6199

Réalisation Dreetts Grand Est